

QUINTUS MUCIUS SCÆVOLA

Sa vie et son œuvre juridique
Ses doctrines sur le Droit pontifical

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mardi 18 Mai 1926, à 14 heures

PAR

GABRIEL LEPOINTE

Docteur en Droit
Lauréat de la Faculté de Droit de Paris (Prix de Thèse)
Pensionnaire de la Fondation Thiers

Président : M. COLLINET

Suffragants : $\left\{ \begin{array}{l} \text{M. CUQ} \\ \text{M. CHÉNON} \end{array} \right.$

SOCIÉTÉ ANONYME

DU

RECUEIL SIREY

22, rue Soufflot, PARIS, 5^e

LEON TENIN, Directeur de la Librairie

1926

QUINTUS MUCIUS SCÆVOLA

Sa vie et son œuvre juridique

Ses doctrines sur le Droit pontifical

**La Faculté n'entend donner aucune approba-
tion ni improbation aux opinions émises dans les
thèses ; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.**

QUINTUS MUCIUS SCÆVOLA

Sa vie et son œuvre juridique
Ses doctrines sur le Droit pontifical

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mardi 18 Mai 1926, à 14 heures

PAR

GABRIEL LEPOINTE

Docteur en Droit
Lauréat de la Faculté de Droit de Paris (Prix de Thèse)
Pensionnaire de la Fondation Thiers

Président : M. COLLINET

Suffragants : $\left\{ \begin{array}{l} \text{M. CUQ} \\ \text{M. CHÉNON} \end{array} \right.$

SOCIÉTÉ ANONYME

DU

RECUEIL SIREY

22, rue Soufflot, PARIS, 5^e

LEON TENIN, Directeur de la Librairie

1926

QUATRE VOLUMES

Sur les et son droit juridique
Ses doctrines sur le droit pénal

THESE POUR LE DOCTORAT



Président : M. COLLIET
M. LEO
M. CHAZOT

BOULEVARD

RECHERCHES
DE LA FACULTE DE DROIT
DE LA FACULTE DE DROIT

A LA MÉMOIRE DE MON PÈRE

QUINTUS MUCIUS SCÆVOLA

INTRODUCTION

L'étude de la vie et des œuvres d'un jurisconsulte présente ce grand intérêt de nous faire pénétrer d'une façon directe et vivante dans les idées d'une époque. S'il est bien évident qu'un homme ne suffit pas à donner la connaissance de tout le Droit, s'il est bien vrai qu'un homme n'est pas tout dans l'étude d'une période d'histoire, il n'est pas moins exact que si cet homme a pu exercer autour de lui une influence par sa situation, ses aptitudes, son caractère, cette influence a une répercussion fatale sur le mouvement des idées de son temps. Il faut bien songer en effet que ce que nous appelons mouvement d'idées ne s'exerce en fait que par des hommes et sur des hommes (1). D'autre part, il ne faut pas négliger non plus la réaction de ces mêmes idées sur le caractère des hommes et sur leur formation ; il se produit une sorte d'échanges réciproques de la part des hommes et des idées d'une époque.

Le VII^e siècle de Rome, (un siècle avant Jésus-Christ) offre, à ce point de vue, un intérêt tout particulier. Rome, à ce moment commence à être la maîtresse du monde, la

(1) Trop souvent en effet on serait tenté de vivre dans l'abstraction pure et de ne se représenter les institutions que d'une façon impersonnelle, sans chercher à y voir la part essentielle des hommes qui les font... et les défont, institutions qui, somme toute, n'existent qu'en raison même de l'existence d'une vie sociale humaine.

Méditerranée est déjà le « *Mare nostrum* » des Romains. Si l'on quitte le domaine extérieur pour la politique intérieure, nous voyons la crise des partis déchirer leur cité ; le Principat finira par imposer une dictature permanente pour mettre fin aux coups d'Etat et aux luttes intestines incessantes.

Mais du point de vue des idées, nous sommes à ce moment où Rome s'est mise décidément à l'Ecole de la Grèce qui a conquis à son tour son vainqueur ; la philosophie grecque, en particulier, pénètre les esprits cultivés, l'élite des Romains considère comme nécessaire à la formation de l'esprit un séjour en Grèce pour s'initier à la science de ce pays ; de leur côté les rhéteurs et les philosophes grecs sont accueillis à Rome où ils fondent même des écoles.

Ce n'est pas seulement dans le domaine des idées philosophiques que la civilisation romaine fait des progrès ; du côté juridique des changements essentiels se produisent aussi : par suite du développement des relations du commerce international le *ius gentium* prend de plus en plus d'importance, les créations du prêteur se multiplient sous la pression des besoins accrus avec l'accroissement de la civilisation ; le formalisme et la rigueur du vieux droit civil s'atténuent et s'assouplissent.

Mais, chose capitale, les conceptions juridiques sont moins étroites elles aussi, les jurisconsultes, les Prudents, sans abandonner la casuistique et les *responsa* de la pratique pure, commencent à classer les idées qui sont à la base de leurs *responsa* ; ils sentent le besoin de faire une science du Droit et non plus seulement de donner des solutions empiriques réclamées par tels cas particuliers : la science du Droit prend naissance. D'autre part, le Droit primitivement aux mains des pontifes passe aux mains de juristes laïcs, les Prudents ne sont plus seulement les

prêtres ; au contraire ce sont les civilistes qui recherchent les charges pontificales, ils considèrent le Droit pontifical comme une branche des connaissances juridiques.

Parmi tous les Prudents de cette époque dont le souvenir est conservé par leurs successeurs du Droit classique sous le nom de *Veteres*, *Q. Mucius Scævola* dont nous avons l'intention de nous occuper dans cet ouvrage n'est pas l'un des moindres. Il est bien représentatif des hommes de cette génération du VII^e siècle de Rome ; à la fois homme politique, savant consultant et professeur, il est en outre *Pontifex Maximus*, et son action nous est connue dans le domaine du droit pontifical comme dans celui du droit civil. Son nom est d'autant plus célèbre que les auteurs postérieurs nous le représentent comme l'un des premiers fondateurs du Droit civil à Rome ; *Q. Mucius* est d'autre part l'un des premiers écrivains juridiques dont nous possédions des fragments. Dès lors n'est-il pas intéressant de rechercher, s'il est possible, quelles ont été ses idées, ses doctrines ? La connaissance de ces idées, par ailleurs, ne nous sera-t-elle pas expliquée dans une certaine mesure par l'étude de sa vie et du milieu dans lequel *Mucius* aura vécu ? Le caractère de l'auteur nous aidera, semble-t-il, à mieux comprendre son œuvre.

C'est le travail qu'il nous a paru intéressant de tenter autant qu'il serait possible.

Comme nous pouvions nous y attendre, cette étude avait déjà séduit un certain nombre d'érudits au cours des siècles passés.

Au XVI^e siècle, François Bauduin (1) a consacré un travail

(1) BALDUINUS, né à Arras en 1520, mort en 1573, professa à Bourges avant Cujas.

à Quintus Mucius ainsi d'ailleurs qu'à son père P. Mucius. En effet il est assez difficile de les séparer l'un de l'autre lorsqu'on étudie les doctrines juridiques et pontificales de Q. Mucius. Cet exposé de Bauduin est fort touffu ; il abonde en renseignements précieux munis de références précises puisées aux auteurs littéraires et juridiques. Bauduin étudie d'abord la vie, puis l'œuvre du jurisconsulte en partant des fragments du Digeste dont il fait le commentaire. On a reproché (1) à l'œuvre de Bauduin de tendre vers un but de panégyrique ; le biographe serait trop sympathique à l'auteur qu'il étudie et chercherait à le glorifier ou à l'excuser dans tous ses actes et sa doctrine. Il faut noter au contraire que Bauduin est un travailleur sérieux ayant conscience de la science historique et si des erreurs peuvent se rencontrer dans son ouvrage, il ne mérite pas le dédain qu'on lui a montré si précipitamment ; ses erreurs peuvent provenir de l'insuffisance des connaissances historiques de cette époque (2). D'après le dépouillement que nous avons dû faire de l'ouvrage de Bauduin, nous devons avouer que notre opinion est plus sympathique pour cet auteur (3).

(1) SCHNEIDER, *Die drei Scævola Cicero's*, p. 5.

(2) M. DUQUESNE dans un travail récent (brochure parue en 1917, François Bauduin et la Réforme) a entrepris de réhabiliter Bauduin du reproche de versalité dans les opinions religieuses. Il a eu l'occasion de montrer en passant que parmi la pléiade de grands jurisconsultes du xvi^e siècle et des jurisconsultes français de cette époque, Bauduin était l'un de ceux qui avaient le plus l'esprit historique — ce n'est pas un érudit patient comme Cujas, dit-il, ni un puissant théoricien comme Doneau, mais c'est le type le plus représentatif du jurisconsulte historien — M. Duquesne dit aussi que Bauduin est un jurisconsulte à l'esprit aigu, érudit averti, lettré délicat et professeur brillant.

BRISAUD, dans son *Manuel d'Histoire du Droit* (I, p. 351, n^o 3) note aussi qu'il est parmi les jurisconsultes qui ont fait le plus pour introduire la méthode historique dans l'étude du Droit romain.

(3) Si Bauduin éprouve le besoin de justifier, d'expliquer les actes ou

C'est à son travail que nous nous sommes attachés d'abord pour connaître Mucius. L'ouvrage est intitulé *Commentarius de iurisprudencia muciana* (1).

Au xvi^e siècle, l'archevêque de Tarragone, Antoine Augustin (*Anlonius Augustinus*) dans un ouvrage intitulé *de familis romanorum*, au mot *mucia* consacre quelques lignes à Q. Mucius ; de même dans son *Index de nominibus τῶν πανδέκτων florentini*, mention de notre jurisconsulte est faite.

Au xviii^e siècle, un autre auteur, Grégoire Mayans (*Gregorius Maiansius*) compose un ouvrage en deux volumes qui traite de Q. Mucius (2). Il a pour titre *Gregorii Maiansii Generosi Valentini ad triginta iurisconsultorum omnia fragmenta quæ exstant in iuris civilis corpore commentarii*. L'auteur constate dans sa préface (3) que Bauduin ne s'est occupé que de quelques fragments seulement de Mucius ; lui au contraire s'est proposé pour but d'étudier les opinions de ce jurisconsulte non seulement dans les fragments qui nous sont parvenus sous le nom de Mucius lui-même, mais encore ceux qui ont été conservés par l'intermédiaire de Pomponius. Il faut avouer en effet que

les doctrines de Mucius, en quoi cette méthode nuit-elle à l'histoire ? Il est au contraire conforme à l'esprit historique de chercher les raisons des choses, et au surplus il suffit de laisser de côté l'explication si elle déplaît, les références données par Bauduin n'en seront pas moins utiles et précieuses.

(1) L'édition consultée est celle de Bâle, 1558. Mais l'ouvrage figure aussi dans les œuvres de Heineccius, au tome I^{er} sous le titre *Baldwinus, Scævola, sive commentarius de iurisprudencia muciana*, 1748.

(2) L'Édition consultée est de 1764.

(3) Dans la dédicace de l'édition consultée, faite par les frères de Tournes au baron de Bernstorff, les éditeurs racontent que le manuscrit de l'ouvrage avait été remis à Gérard Meermann, premier syndic de Rotterdam pour sa bibliothèque ; la publication serait donc dûe à l'obligeance de Meermann.

si Bauduin est très documenté sur la vie de son jurisconsulte, et celle de son père, il est bien loin d'être complet sur les fragments rapportés (1). Comme Bauduin, Mayans après avoir parlé de la vie de P. et de celle de Q. Mucius (mais de façon plus sommaire) traite des opinions de Mucius, texte par texte, dans un commentaire très sérieux mais très touffu lui aussi.

A la même époque, au XVIII^e siècle encore, G. d'Arnaud a fait un travail intitulé *Vitae Scævolarum*. Cette fois il s'agit simplement, ainsi que le titre l'indique, de la vie du jurisconsulte ; sans dédaigner entièrement la doctrine, cette dernière n'a qu'une place accessoire. Le titre indique également qu'il ne s'agit pas seulement de Q. Mucius ni même de son père P. Mucius : tous les personnages qui ont porté le nom de Scævola ont une étude biographique plus ou moins détaillée (2).

Au XIX^e siècle, un article de plusieurs pages de Teuffel dans la Real encyclopédie de Pauly (3) au mot *Mucia gens* donne un résumé sérieux de la vie des principaux Mucius.

Dans sa *iurisprudentia antehadriana*, Bremer consacre, lui

(1) Mayans raconte lui-même dans la préface de l'ouvrage comment l'idée lui est venue d'étudier les jurisconsultes romains : il voulait, écrit-il, traiter des jurisconsultes sur lesquels personne n'avait encore écrit ; j'ignorais, ajoute-t-il, que Bauduin eût écrit une *iurisprudentia muciana* ; cet ouvrage ne lui serait parvenu entre les mains que par la suite ; mais c'est alors qu'il s'empresse de faire observer que Bauduin n'a expliqué et commenté que le *liber ὀπών* dont quatre fragments nous sont parvenus ; de même Bauduin ne s'est occupé que des lois du Digeste dans lesquelles Mucius est nommé, mais c'est inexact, remarque Mayans, car il en a vu à peine la moitié en réalité, et sur les 43 livres (*sic*) de Pomponius *ad Q. Mucium* six lois seulement. Le nom de *iurisprudentia muciana* donné par Bauduin à son travail est trop ambitieux, conclut-il !

(2) L'ouvrage a été consulté à la bibliothèque nationale dans une édition revue par *Henricus Joannes Arntzenius* en 1767.

(3) 1^{re} édition. L'article de la réédition de la collection par Wissowa n'a pas encore paru à l'heure actuelle.

aussi, quelques pages à la vie de Q. Mucius et de son père, outre le récolement des textes qui leur sont attribués (1).

Mais surtout le professeur de Zurich, A. Schneider (2) a fait dans une dissertation une étude biographique sérieuse des trois membres les plus connus de la *gens Mucia* : Q. Mucius qui fait l'objet de la présente étude, son père P. Mucius, tous deux surnommés les grands Pontifes, et le cousin de P. Mucius, Q. Mucius surnommé l'Augure.

Comme on peut le constater par cette esquisse, s'il y a quelques travaux sérieux sur Q. Mucius, aucun, jusqu'à présent, n'a été écrit en français ; en outre, depuis le XVIII^e siècle, aucun ouvrage n'a été consacré à l'étude de l'œuvre de ce jurisconsulte ; observons d'ailleurs que ces travaux anciens ne donnent pas une vue d'ensemble de cette œuvre mais qu'il se bornent à des commentaires fragmentaires.

Il a donc semblé qu'il y avait un travail intéressant à faire, qui pourrait contribuer, en faisant connaître l'œuvre d'un des premiers juristes romains, d'un des plus célèbres *Veleres*, à faire mieux connaître aussi une époque encore bien obscure du Droit romain, et par là même, apporter une pierre à l'édifice immense que constitue l'étude du Droit romain.

Nous ne dissimulerons pas que la pénurie de sources et de renseignements directs et sûrs rend difficile une telle œuvre ; nous ne nous flattons donc pas d'apporter ici un travail définitif ; mais si l'on voulait bien trouver quelque intérêt au sujet qui a été abordé dans cet ouvrage, il nous semblerait ingrat de ne point mentionner ici toute la part

(1) Mentionnons aussi le récolement de textes de *P. et Q. Mucius* par Lenel dans sa *Palingénésia*.

(2) *Die Drei Scævola Cicero's*, Munich, 1879, 84 pages.

qui doit revenir à notre savant Maître Monsieur Collinet professeur à la Faculté de Droit de Paris : c'est lui qui nous a suggéré l'idée de ce travail. Nous voudrions également lui dire ici toute la reconnaissance que nous lui devons pour la bienveillance avec laquelle il a bien voulu nous guider dans l'étude du Droit romain, la bienveillance aussi avec laquelle il a consenti à examiner notre œuvre.

L'ouvrage que nous avons l'intention de composer devait avoir primitivement le plan suivant :

Dans une première partie nous aurions exposé la vie de Mucius, ses origines, son œuvre, le plan de son *ius civile*.

Dans une seconde nous aurions traité de ses doctrines sur le Droit pontifical.

Enfin, dans une troisième, les doctrines du même jurisconsulte concernant le Droit civil.

Des circonstances qui ne dépendent pas entièrement de notre volonté ne nous permettent de publier pour le moment que ce qui a trait aux deux premières parties. Les doctrines sur le Droit civil feront donc l'objet d'une publication ultérieure.

PREMIÈRE PARTIE

LA VIE ET L'ŒUVRE JURIDIQUE DE Q. MUCIUS SCÆVOLA

CHAPITRE PREMIER

LA VIE

Préambule. — Les origines de la famille

Le célèbre jurisconsulte de la fin de la République n'est pas le premier représentant d'une race demeurée inconnue jusqu'à lui, il n'est pas le premier à en avoir fondé la renommée, ; au contraire, il appartient à une famille dont plusieurs membres avaient déjà illustré le nom dans les annales romaines et sa *gens* depuis longtemps déjà était sortie de l'obscurité. Cependant sa famille remonte-t-elle aux premiers âges de Rome, et Quintus Mucius est-il issu d'une famille patricienne ? Les auteurs sont en désaccord sur ce point assez obscur, (1) mais nous pencherons plutôt

(1) Presque tous les auteurs, observe G. d'Arnaud (*Vitæ Scævolarum*, § 3) affirment que la gens Mucia fut plébéienne ; il objecte lui-même que *Liv.* II, c. 12, parle de *Mucium cordum adolescentem NOBILEM*, et Plutarque, in *Parall.*, de *insigni loco virum* ; mais d'Arnaud répond que ces appellations se réfèrent peut-être plutôt aux faits et à la réputation de l'homme qu'à sa race même ; cependant il cite Denys d'Halicarnasse V « *C. Mucius, cui cordo cognomentum ILLUSTRIS GENERE ORTUS vir* » et plus loin, devant Porsenna : « *O Rex, Trecenti pares ætate Romani, OMNES GENERE PATRICO ORTI, in commune interficiendi te consilium cepimus* » ; à ces deux

pour la négative ; les Mucii seraient d'origine plébéienne, et par suite (1) ils ne sont parvenus que relativement tard à la *nobilitas* et aux charges (2). Il faut noter aussi que peu de Mucius sont connus en dehors de la branche des Scævola (3).

Cette branche des Scævola (*Scævolarum*, *Scævularum* disent aussi les inscriptions) (4) était donc la plus célèbre. Ce *Cognomen* qui veut dire « le gaucher » se rattachait en effet à l'histoire même de Rome : on connaît la légende fameuse qui nous est contée par Tite Live de ce Mucius Cordus qui se fit héroïquement brûler la main droite devant le Roi Porsenna, afin de lui montrer combien ses compatriotes étaient décidés à défendre leur patrie contre l'envahisseur : ce geste sauva Rome et le héros aurait reçu le surnom de *Scævola* qu'il aurait transmis fièrement à ses

citations, d'Arnaud répond : pour la première que au lieu du *πατρῶων* du texte grec il pouvait y avoir *παλῶν* qui voudrait dire homme né de parents honorables, connus par leurs faits, et non pas patriciens ; quant à la seconde la mention de *genere patrico* est peut-être faite pour donner plus de terreur au Roi. Au surplus les nombreuses magistratures plébéiennes obtenues par des membres de la *gens Mucia* (tribunat, édilité) font ressortir la probabilité de la naissance plébéienne de Quintus, à moins remarque également d'Arnaud que l'entrée de ces charges n'ait été ouverte aux patriciens. Ajoutons d'ailleurs que d'Arnaud n'est nullement affirmatif sur cette question des origines.

(1) TEUFFEL dans Pauly, *vo Mucia gens*, t. V, p. 178.

(2) *Cic, pro Rab.*, 7, 21. — Noter que TEUFFEL (*op. cit.*) observe que les inscriptions nous montrent que la *gens Mucia* est peu répandue en dehors de Rome.

(3) C'est habituellement le nom de Mucius que l'on rencontre, mais les manuscrits et inscriptions donnent parfois aussi Mutius (qui est moins juste d'après le grec *Μούτιος* observe Teuffel.). Dans les anciennes sources on trouve également Muncius (Orelli n° 3121), et Teuffel remarque enfin que les poètes font le premier *u* long : HORACE, JUVENAL, I, 1, PERS., I, 115. MARTIAL, I, 21 (22), 5. SIL. ITAL., VIII, 386.

(4) *Baldwinus, Scevolarum sive commentarius de iurispudencia muciana*, dans Heineccius, t. I, col. 441.

descendants dont il illustre si glorieusement la race (1). Que l'origine de ce *cognomen* soit légendaire ou qu'elle constitue un fait historique, que Mucius Cordus l'ait reçu à la suite d'une aventure héroïque ou par dérision d'un défaut physique, cela importe peu : les Mucii l'ajoutèrent depuis lors à leur nom. (2) Il serait inutile et hors de notre sujet de rechercher dans la chronologie romaine tous les membres [de la gens Mucia (3). Mais, en tout cas, il importe de souligner qu'au ^{vi}^e siècle de Rome cette famille fournit des magistrats et des hommes politiques qui jouèrent un certain rôle en leur temps ; elle est, à cette époque, une des familles notables de la cité. Dans cette *domus* la connaissance du Droit est en honneur, on la cultive de père en fils ; sans doute ce trait n'est pas unique, il est commun à d'autres familles, mais on voit par là que Quintus Mucius, possède toute une ascendance de juristes derrière lui ; il vient au monde dans une famille qui estime et connaît le Droit ; quoi d'étonnant dès lors qu'il s'y

(1) Sur C. Mucius, Cf. PAULY. *vo* *Mucia gens*, V, p. 178.

(2) Scævus vient de *σκαῖος* et veut dire gaucher. Une remarque intéressante est faite par d'Arnaud *op. cit.*, § 4 ; il rapporte la conjecture savante et ingénieuse d'A. Augustinus que des familles romaines auraient pris le nom de Scævola, de gaucher, non par suite d'un vice de corps, mais à cause des Augures : les gauchers étant les meilleurs auspices à Rome (Cf. Bouché Leclercq, les Pontifes de l'ancienne Rome ; Marquardt, le culte chez les Romains, etc). Cujas, *ad l.* 10, § 2 *D de usurp. et usuc.* conjecture que Q. Cervidius Scævola appartiendrait à la *gens* des Mucius, mais Bauduin émet l'idée que le surnom aurait été donné à Cervidius à cause de ses qualités de juriste, comme nous disons un Napoléon, un Bourdaloue, etc. ; d'Arnaud dit qu'il est peut-être plus sûr de penser que les Cervidius auraient eu l'usage de *cognomen* Scævola comme d'autres familles romaines.

(3) Les éléments de ce travail existent (Cf. par ex. PAULY, t. V, *vo* *Mucia gens*), mais cela n'entre pas à proprement parler dans le sujet que nous nous sommes proposés : il était pourtant utile, semble-t-il, de signaler l'ancienneté relative de la famille.

adonne et qu'il y excelle ! Il est tout préparé au rôle qu'il va jouer.

Pour bien montrer le milieu dans lequel va se développer Q. Mucius, et avant d'examiner sa vie et ses œuvres, peut-être sera-t-il intéressant de s'arrêter un instant sur deux de ses parents, célèbres comme lui et avec lesquels il ne faut pas le confondre ; l'un est son cousin, qui porte le même prénom que lui et dont on le distingue en l'appelant Q. Scævola l'Augure (le nôtre étant surnommé Scævola le Pontife) ; et le deuxième est le père de notre Q. Mucius, Publius Mucius Scævola, appelé aussi le grand Pontife : une rapide esquisse de la vie de ces deux hommes fera l'objet des deux paragraphes qui suivent.

1. — Quintus Mucius Scævola l'Augure

Ce Quintus Mucius Scævola, fils de Q. Mucius Scævola qui fut prêteur urbain en 575 /179 et consul en 580 /174, naquit sans doute vers 593 /161 (1). Il fut disciple de Panetius le célèbre philosophe stoïcien (2). Ayant épousé Laelia, fille aînée de Laelius, il était très estimé de son beau-père, qui le choisit pour entrer au Collège des Augures, le préférant à son autre gendre bien que ce dernier fut plus âgé que Mu-

(1) En 625 on le représente comme un jeune homme instruit et il est déjà questeur (CICÉRON *de républ.*, I, 12, 18). D'après la loi Vallia, il fallait trente et un ans pour exercer cette charge ; et comme il fut prêteur vers 633 et que l'âge de quarante ans était requis, il ne faut pas qu'il soit né après 593 (SCHNEIDER, *des trois Scævola Cicéros*, note 4). TEUFFEL, dans Pauly, place la préture en 633 aussi (d'Arnaud en 631). Schneider incline à croire sa naissance un peu antérieure à 593, mais assez près de cette année à cause de la date de sa questure, en 625.

(2) Il appela les stoïciens *suos* (CICÉRON *de Orat.*, I, 11, 45).

cus (1). Laelia, qui fut une Romaine digne de Cornélia mère des Gracques, (2) lui donna, croyons-nous, deux filles dont l'une aurait épousé le jeune Marius et l'autre le grand orateur L. Crassus. Peut-être eut-il aussi un fils qui serait le Scævola tribun du peuple en 700/54 et membre du collège des Augures en 705/49 comme son père et son grand père (3).

Questeur en 625/129, Quintus, Scævola l'Augure fut préteur vers 633/121, puis gouverneur de province (4). A son retour de province il aurait été accusé de concussions par un certain T. Albuccius dont il s'était moqué à son passage à Athènes à cause de sa manie de l'hellénisme (5). Il se défendit seul et il fut acquitté (6) ; ce procès ne lui causa aucun tort, semble-t-il, puisqu'il fut choisi pour le consulat en 637/117 avec L. Cæcilius Metellus (7).

Au Sénat il ne joua pas un rôle de premier plan, sans doute par suite de son manque d'éloquence. Cicéron rap-

(1) C. FANNIUS, d'où un dépit de ce dernier (PLINE N. H., 10, 7, 8. CIC. *B ut*, 21, 100). Q. Mucius appréciait fortement l'intelligence de son beau-père nous dit CICÉRON (*Lael*, I, I).

(2) CICÉRON, *Brutus*, 58, 221.

(3) C'est l'opinion de Schneider et de Teuffel. Schneider formule cependant un doute en objectant qu'on remplissait le tribunal avant quarante ans, et dans ce cas il serait né alors que son père avait 66 ans ; ou bien son tribunal aurait-il été tardif ? Quoique Cicéron parle de lui à plusieurs reprises (*ad. Q. fr.* I, 1 ; IV, 13-*Ad Att.* IV, 16, 7. IV, 18, 2. III, 5, 5 ; II, 9, 3) on est peu renseigné sur ses aptitudes, il n'aurait d'ailleurs pas exercé d'autres magistratures que le tribunal.

(4) En Asie, disent Schneider et Teuffel, d'Arnaud est plus indécis. SCHNEIDER remarque (note 10) que Waddington (*Fastes des provinces d'Asie*, p. 32) croit que Scævola serait allé seulement en qualité de propréteur en Asie, il ajoute (note 17) que Cicéron dans son *pro C. Rabirio* 7, 21, confond Q. Scævola l'augure avec son cousin le *Pontifex Maximus*.

(5) CICÉRON, *de finibus*, I, 3, 8-10.

(6) *Brutus*, I, 1, de *Oratore*, II, 70, 281.

(7) ORELLI n° 3121.

porte pourtant que ses interventions courtes et nettes faisaient impression sur ses collègues (1). Neutre entre les partis politiques et les factions qui se déchiraient alors à Rome, au dire de Cicéron il se rangeait en toute circonstance du côté du Droit et de l'équité (2) : c'est ainsi qu'il désapprouva les violences contre C. Gracchus en 633/121 (3) et qu'il approuva, au contraire, la répression énergique contre L. Saturninus (4) en 633/91. Avec son beau fils L. Crassus il fut contre le Consul L. Mancinus Philippus, du côté des conservateurs et Cicéron le cite comme un modèle de courage civique. dans la guerre marsique, lorsqu'il dit de lui : « *senexque et debilis PRIMUS veniebat in curiam* » (5). Partisan de Marius dans sa lutte contre Sylla, il donna encore à cette occasion une marque de sa force de caractère : en 666/88 après la défaite de Marius, Sylla son vainqueur avait rassemblé le Sénat pour en obtenir la mise hors la loi de ses ennemis... Nul ne protestait et chacun approuvait, quand Scævola se dresse, refuse de s'associer à la mesure et comme Sylla insistait sur un ton menaçant, alors Mucius de lui faire cette fière réponse que nous rapporte Valère Maxime (6). Sylla ne semble pas avoir tenté de se venger par la force de l'auteur de cette fière réponse : Scævola l'augure mourut peu après, de sa mort

(1) Cf. SCHNEIDER, *op. cit.*, p. 6.

(2) CICÉRON, de *Oratore*, I, 49, 214, cité par Teuffel, *op. cit.*

(3) CICÉRON, de *oratore*, II, 67, 229.

(4) CICÉRON, *pro Rabir*, 9, 26.

(5) PHIL., VIII, 10, 31.

(6) III, 8, 5. *Licet mortem identidem miniteris, nunquam tamen efficies, ut, propter exiguum senilemque sanguinem meum, Marium a quo urbs et Italia conservata est, hostem judicem*. Cf. TEUFFEL et SCHNEIDER, *op. cit.* Ce dernier se demande de quel Scævola Valère Maxime parle au livre IV, 1, 11. Teuffel attribue la citation à l'augure, Schneider croit qu'il s'agit du Pontife. Dans ce passage il est question d'un trait de modération de Scævola.

naturelle vers 666/88 (1). Homme politique, il semble avoir possédé la force d'âme que nous avons accoutumé de rencontrer chez les vieux Romains, mais il eut aussi à un rare degré le sens de l'équité et de la justice. Il ne fut pas seulement un homme politique : son père l'avait initié à l'étude du Droit, il devait s'y adonner avec succès. Peu orateur, on l'a vu (2), il était au contraire un jurisconsulte remarquable « *iuris civilis intelligentia atque omni prudentiæ genera præstitit* » dit en parlant de lui Cicéron (3), Il fut également un maître écouté, qui eut de nombreux auditeurs (4) ; il faut compter au nombre de ses disciples Atticus et Cicéron lui-même. (5).

2. — P. Mucius Scævola le Pontife

Appelé volontiers P. Scævola par Cicéron, Pomponius lui donne plutôt le nom de P. Mucius et on ajoute à son nom la qualification de grand Pontife.

(1) Cf. SCHNEIDER, note 25 les raisons qu'il a de croire à cette date de 666 (Cicéron n'étudie plus après 665 près de l'augure ; PLUTARQUE *Sulla*, 36, 474 est invoqué aussi par SCHNEIDER qui fait d'ailleurs des réserves sur la valeur du passage).

(2) Cf. aussi *Brutus*, 26, 102, *de oratore*, I, 10, 39.

(3) *Brutus*, 26, 102.

(4) CIC. *de Orat.*, I, 45, 200. *Philip.*, VIII, 10, 31, *pro Balbo*, 20, 45. VAL-MAX, VIII, 12, 1 et d'autres paragraphes nombreux de Cicéron : *De Oratore*, I, 9, 35 ; I, 55, 254. *Brutus*, 38, 212. *Pro Balbo*, 20, 15.

(5) L'enseignement consistait alors surtout, semble-t-il, en discussion entre maître et auditeurs à la suite des consultations données aux plaideurs. Cicéron, dans *Laelius* et dans le *de Oratore*, nous parle de conversations de ce genre (Cf. SCHNEIDER, *op. cit.*) ; il nous dit que comme maître et consultant P. Mucius n'est pas non plus un orateur, c'est un homme qui donne des avis, par phrases courtes et nettes. La philosophie stoïcienne, observe Schneider, n'empêchait pas Scævola d'être un homme aimable et même volontiers plaisant ; l'incident plus haut relaté d'Albuccius en est une preuve.

La date de sa naissance remonte au plus tard, à 578/176 (1). En 613/141 il est tribun du peuple ; dans cette charge il fit mettre en accusation L. Hostilius Tubulus, prêteur en 612 qui s'était laissé corrompre dans un procès ; cette accusation aboutit à la condamnation du coupable après une enquête menée par le consul. Cn. Servilius Cæpion (2).

Cicéron loue la réputation de sagesse et de justice que P. Mucius acquit dans la charge de prêteur qu'il remplit en 618/136 (3).

Il parvint au consulat en 621/133. C'est pendant son consulat où il avait pour collègue L. Calpurnius Pison Frugi qu'éclata la révolte de Ti. Gracchus (4). A propos de cette affaire on a fait des reproches à P. Mucius : Cicéron en particulier le blâme, sinon d'avoir été favorable au mouvement, du moins d'avoir manqué d'énergie dans sa répression et d'avoir agi avec mollesse (5). Naturellement

(1) Schneider se base pour cette fixation sur la date de sa prêture en 618 (d'après la loi Vallia de 574, l'âge minimum de 40 ans était requis) et sur celle de son consulat, en 621 pour lequel il fallait 43 ans.

Son père, P. Mucius Scævola, consul en 579, avait un autre fils plus jeune qui aurait été adopté par P. Licinius Crassus et qui est connu sous le nom de Mucianus (P. Licinius Crassus Dives Mucianus) cf. PAULY, *v^o Mucia gens*, n^o 19.

(2) CIC., *Ad attic.*, XII, 5, 3. *De fin.*, II, 16, 54 ; IV, 28, 77.

(3) *Pro Plantio*, 36. *In Verr.*, I, 17, 52. En sa qualité de prêteur il eût à présider un procès fameux d'injures contre le poète L. Attius (*Auctor ad Herenn.*, II, 13, 19). Peut-être la condamnation, qui fut infligée à Attius, observe Schneider, vient-elle de ce que Attius était désigné nominativement tandis que d'ordinaire (c'était le cas pour Térence par exemple) les satiriques ne désignaient pas de façon précise leur adversaire.

(4) Cf. MOMMSEN, *Histoire romaine* (traduction Alexandre, t. V, p. 32, sur cette affaire : Scipion Nasica, prenant l'initiative de la répression armée contre le mouvement, dut par la suite partir pour l'Asie, afin d'échapper à la fureur populaire.

(5) *Aux TUSCUL.*, IV, 23, 51, *pro domo*, 34, 91. VALÈRE MAXIME, III, 2, 17. AURELIUS VICTOR, 3, 4, 91.

les auteurs modernes ont cherché à savoir ce que pouvaient signifier ces reproches et cette attitude : Mommsen a pensé que Scævola n'était pas opposé à une réforme modérée ; Schneider, de son côté le justifie en déclarant que, comme consul, il ne pouvait guère agir autrement qu'il ne l'avait fait et il souligne que plus tard il approuva le geste de Scipion appelant les citoyens aux armes contre Ti. Gracchus (1). Au Sénat, il appartenait au parti libéral conservateur et il était adversaire des Scipions.

En 624/130 le frère de P. Mucius, le grand Pontife P. Licinius Crassus meurt (2) et notre P. Mucius est choisi pour le remplacer. C'est une place de premier ordre pour faire valoir ses qualités de juriste. On sait (3) qu'il estimait que l'une des qualités essentielles d'un Pontife sérieux devait être une science profonde du Droit civil : de fait, son pontificat fut fécond et célèbre. Cicéron l'appelle, ainsi que son prédécesseur P. Crassus : *duos sapientissimos et clarissimos fratres* (4).

Nous verrons dans la suite les traces de son passage au Pontificat et les répercussions de ses doctrines et de celles de son fils, en particulier sur la succession aux *sacra* (5).

A la différence de son frère et comme son cousin l'Augure,

(1) Page 14. En note il émet l'idée que les projets de Ti. Gracchus n'auraient pas seulement émané de P. Crassus, beau-père de C. Gracchus, mais aussi de Scævola, frère de Crassus, et il s'appuie pour cela, sur *Cic., academ.*, II, 5, 13, à vrai dire très dubitativement (D'Arnaud est également en ce sens).

(2) Voir note 1, p. précéd.

(3) *Cic. de leg.*, II, 19, 47 et 21, 52.

(4) *Acad.*, II, 5, 13.

(5) D'autres décisions de lui nous sont parvenues touchant les devoirs à rendre aux corps des défunts et touchant les consécrationes. Il faut noter aussi que c'est lui qui prit l'initiative d'arrêter la rédaction par les pontifes, des Annales dites Annales pontificales, estimant que les histoires émanant des personnes privées étaient désormais suffisantes.

il fut assez peu orateur mais aux côtés d'Aelius, de Manilius et de Brutus, il fut l'un des fondateurs du Droit civil à Rome. On sait qu'il écrivit un ouvrage en dix livres, avant d'avoir été élevé au Pontificat suprême (1). Cet ouvrage ne nous est malheureusement pas parvenu : encore entre les mains des auteurs du II^e siècle de notre ère, il ne l'était plus entre celles des compilateurs du Digeste ; cependant, nous rencontrons l'opinion de P. Mucius mentionnée dans quelques fragments du *Corpus*, nous en avons également chez des auteurs littéraires, en particulier chez Cicéron (2).

Grand jurisconsulte, il fut en outre un professeur réputé, plusieurs de ses auditeurs furent dignes de leur maître : P. Rutilius Rufus, un familier de sa maison, se forma à son école (3) ; son fils Quintus reçut de lui ses premiers enseignements et il en tira le plus grand profit (4).

En dehors de ce fils, P. Scævola eut une fille qui épousa le tribun du peuple M'Acilius (5). De cette union naquit un fils, le prêteur M'Acilius Glabrio qui nous est connu

(1) Son prédécesseur Mucianus en parle : Cic., *De Orator.*, I, 56, 240. SCHNEIDER, et TEUFFEL dans PAULY, soulignent que c'est notre P. Mucius et non son père qui écrit cet ouvrage.

(2) La propriété du part de la femme esclave, comparer la loi 68. D., VII, 1 *de usuf.* avec Cic. *De fin.*, I, 4, 12. Cf., loi 28, § 1. D. *de usur.*, XXII, 1. PAUL, *Sent.*, 3, 9, 16. La loi 66 pr. D. *soluto matrim.* xxiv, 3, nous donne un exemple intéressant de ses doctrines juridiques à propos d'un procès célèbre concernant la dot de Licinia, femme de C. Gracchus.

(3) Cic. *De officiis*, II, 13. Il fut très lié avec Quintus Mucius, fils de notre Publius. Schneider place la naissance de P. Rutilius en 595 au plus tard : outre qu'il se présenta en 638 au Consulat (Cic., *Brut.*, 22, 85), Cicéron nous rapporte qu'il fut ami de jeunesse de l'Augure né, on l'a vu, vers 594.

(4) AULU GELLE, XVII, 7, 3. Et d'après CICÉRON, *De legibus*, II, 19 : *Saepe, inquit Publii filius, ex patre audiui*, etc...

(5) *Pseud. Ascon. Verr.*, p. 143-165 ; ORELLI (n° 12, p. 163 de PAULY, *ed.* v°).

par le fameux procès de Verres devant lequel il fut intenté (1).

Sur la mort de P. Scævola nous n'avons aucun renseignement. Certains auteurs (2) placent l'événement en 640, il aurait eu alors 62 ans.

Homme d'honneur, rigide et indépendant, on a pourtant reproché (3) à P. Mucius d'avoir été plus accommodant qu'énergique : il est difficile de se ranger à cet avis, car P. Mucius a montré son énergie. Ses contemporains et les générations qui suivirent la sienne apprécièrent grandement son savoir comme son sens des questions juridiques et son souci du Droit (4).

Il fut supérieur à son cousin, puisque davantage orateur que lui et il fut en outre un écrivain. Cependant P. Mucius Scævola ne fut pas le personnage le plus célèbre de sa famille : la renommée du fils de P. Mucius devait dépasser de beaucoup celle de son père et celle de son cousin. C'est de ce fils que nous nous occuperons désormais en étudiant sa vie et ses œuvres, autant du moins que les sources nous permettront de le faire.

(1) CIC., *Brut.*, 68, 239. *Verr.*, I, 17, 51.

(2) TEUFFEL et SCHNEIDER (*op. cit.*).

(3) SCHNEIDER, *op. cit.*, note 65, faisant allusion à TEUFFEL, *Römische Literatur Geschichte*, III, p. 213.

(4) SCHNEIDER, *op. cit.*, p. 21 et 22. Cet auteur cite une anecdote rapportée par Cicéron qui témoigne de la haute estime dans laquelle ses concitoyens le tenaient. CICÉRON, *Catil.*, I, 1, 3 ; *De Orat.*, II, 70, 285 : Dans un procès, P. Mucius ayant été désigné comme juré, Scipion Nasica, l'assassin de Ti. Gracchus le récusait comme partial ; et comme un murmure de réprobation s'élevait, Scipion s'empessa d'ajouter : *non ego mihi illum iniquum eiero, verum omnibus.*

Les préoccupations juridiques ne le rendaient d'ailleurs nullement maussade. VALÈRE MAXIME (8, 8, 2) et CICÉRON (*De Oratore*, I, 50, 217)

3. — Q. Mucius Scævola le Pontife

Quintus Mucius Scævola (1) est né sans doute vers 614/140, d'après les témoignages de Cicéron rapportant des paroles de L. Crassus (il serait un peu plus âgé que ce dernier) (2).

Comme son père, la première magistrature qu'il exerça fut le tribunat, en 648/106 (3).

En 651/103 nous le trouvons édile curule avec L. Crassus : désormais d'ailleurs toutes les charges qu'il va remplir vont l'être en compagnie du même collègue, son parent. L'édilité de Scævola et de Crassus demeura célèbre entre toutes : Cicéron en parle comme d'une *œdililem ornatissimam* (4) ; les deux hommes déployèrent en effet tous leurs efforts dans la magnificence des jeux ; ils donnèrent

nous le dépeignent comme un amateur du jeu de paume et du jeu des « 12 scripta » (Cf. SCHNEIDER, p. 20 sur les références au sujet de ce jeu).

(1) Le prénom de Quintus est bien établi ; cependant *Liv. Epit. LXX*, l'appelle Gaius. Cf. aussi chez d'Arnaud § 26 d'autres hésitations et notamment celle qui est soulevée par D. *de auro argento*, XXXIV, 2, loi 33 où il est question d'un Quintus Titius qui est, très probablement, une altération de copiste pour Quintus Mucius.

(2) *Cic. de or.*, I, 30, 180 — *Brut.*, 39, 145. Mayans et d'Arnaud adoptent cette année également, d'Arnaud avec quelque doute. Ce L. Crassus, futur compagnon de charge de P. Mucius était le frère adoptif de P. Crassus Mucianus dont nous avons parlé précédemment, p. 16 note 1.

(3) CICÉRON, *Brutus*, 43, 161 ; D'Arnaud écrit qu'il fut questeur en province en 642 (64?) : il existe, dit-il, des pièces d'argent avec la tête de Rome et les dioscores, ainsi que l'inscription Q. Mucius P. F. Scævola ; ces pièces, d'après Pighius cité par d'Arnaud, seraient de cette année de la questure de Scævola : Schneider, Teuffel, Bauduin ne parlent pas de cet événement dont aucune trace ne subsiste chez les auteurs. Noter aussi que d'Arnaud critique Mayans qui avait placé l'édilité antérieurement à la questure.

(4) *Verr.*, IV, 59, 33. Dans le *de officiis* II, 16, 57, Cicéron parle également de la réputation laissée par leur édilité.

à Rome un spectacle nouveau, que les Romains par la suite devaient beaucoup rechercher, les combats de lions (1).

En 654/100, Quintus Mucius prend part, du côté des *optimales*, à la campagne contre le tribun de la plèbe Saturninus, il est avec son cousin l'Augure et L. Crassus ; il est très vraisemblable qu'il exerçait alors la prêture (2).

Quelques années passent, et en 659/95 Mucius et L. Crassus sont tous deux consuls (3). Pendant leur année de charge ils proposent et font voter une loi dite *Licinia et Mucia* qui fut fort critiquée. Cette loi enlevait aux Latins le bénéfice du droit de la cité romaine du fait de leur établissement à Rome (4) ; elle donna lieu à une recherche soigneuse des vrais citoyens et certains descendants des anciennes villes unies de la Ligue latine furent cités en justice et leur droit à la cité romaine vérifié de près (5). Asconius justifie cette loi en déclarant qu'elle était nécessaire devant la conduite des Italiques qui désiraient la cité romaine et se faisaient passer pour Romains afin d'avoir les avantages de la cité. Nécessaire, cette loi

(1) PLINIE *Histor. natur.* VIII, 16, 59.

(2) CICÉRON, *pro Rabir.*, 7, 21, et 9, 26 : Teuffel observe que la mention de notre Mucius parmi les six premiers énumérés et près de L. Crassus, rend vraisemblable cette hypothèse.

(3) SCHNEIDER note p. 23, d'après CICÉRON, *Brut.*, 64, 229 que ce fut devant eux que l'auteur Hortensius, plus tard si célèbre, fit son premier discours.

(4) GIRARD, 6^e éd. p. 113 ; cf. aussi p. 110 n^o-5. Elle fut, dit-il, l'une des causes de la guerre sociale, après laquelle tous les latins d'Italie acquirent le droit de cité.

(5) Cicéron observe qu'il est inhumain de chasser les étrangers et rappelle que Rome n'est pas inhospitalière (*de officiis* III, 11, 47). Le même Cicéron (*pro Cornelio*, 10) et Asconius (p. 67 Orelli) parlent de cette loi (autre allusion encore dans Cicéron, *Brutus*, 16, 43) : « *legem Liciniam et Muciam de civibus regundis quam duo Consules, omnes quos vidimus sapientissimi tulissent, video constare inter omnes, non modo inutilem sed perniciosam Reipublicæ fuisse* ».

était fâcheuse, le même Asconius explique en effet que par elle Rome s'aliéna les chefs des cités italiques et que cette loi fut la grande cause de la guerre italique qui devait éclater trois ans plus tard (1). Doit-on rejeter la responsabilité de l'initiative de cette loi sur l'un des deux consuls ? S'il est difficile de voir la part personnelle qu'a pu prendre à cette occasion Q. Mucius, et d'en tirer un indice sûr de ses tendances politiques (2), il est un autre événement qui permet de juger directement son caractère ; le geste qu'il fit eut l'admiration de tous ceux qui le rapportent. Son collègue et ami, Crassus, avait remporté quelques succès militaires en réduisant des bandes de rebelles dans le Nord de l'Italie ; Cicéron prend soin de nous dire qu'il ne s'agissait que d'opérations secondaires contre des gens qui n'avaient pas mérité d'être appelés ennemis du peuple romain (3). Le Sénat voulant plaire à Crassus, qui jouissait d'une haute considération et qui possédait une situation élevée dans l'Etat, s'apprêtait à lui accorder la faveur suprême du triomphe, lorsque Scævola estimant qu'il ne fallait pas diminuer la valeur dans laquelle les Romains tenaient le triomphe, s'opposa à la mesure du Sénat en

(1) MOMMSEN, *Rechtsgeschichte*, V, 2, 214 cité par Schneider, fait un rapprochement avec l'acte du Parlement anglais d'où sortit la séparation du Nord de l'Amérique d'avec l'Angleterre. Cf., sur cette loi, MOMMSEN *Droit pénal*, III, 186-187 et *Histoire romaine*, traduction Alexandre V, p. 203 et suivantes. Bauduin, grand admirateur de Scævola, expose que la dignité de la République romaine exigeait cette mesure, et il rejette la responsabilité et la faute de la guerre sur les Latins cherchant à extorquer *vi et armis* ce qu'ils n'avaient pu obtenu du Droit, et sur le consul Fabius Flaccus ainsi que le tribun Drusus qui, par leurs demandes séditieuses, bouleversaient la cité avec leurs nouveautés.

(2) MOMMSEN, (*H^{re} romaine*, *loc. cit.*) y voit un exemple de la doctrine de Mucius plus attachée à la lettre qu'à l'esprit de la loi.

(3) CICÉRON *de Invent.*, II, 37, 111. In *L. Pison*, c. 26 et ASCON., in *Pison*, 62, p. 14, Orelli.

faisant *intercessio* contre le Senatus consulte projeté (1).

Q. Mucius exerça certainement une magistrature en Asie, mais c'est avec intention que nous ne précisons pas à quel titre et en quelle année il l'exerça ; ces points en effet sont obscurs et discutés. Fut-ce avant son consulat, en qualité de propréteur ? ou au contraire après son consulat, comme proconsul ? la grande majorité des auteurs semble admettre la première hypothèse ; elle place ce séjour en Asie entre 654/100 et 656/98. Cette opinion (2) est fondée sur l'interprétation d'Asconius (3) où il est dit parlant de Q. Scævola : *idem provinciam, cuius cupiditate plerique etiam boni viri delinquebant deposuerat ne sumpturi esset aerario* ; on entend par là que Scævola, en sortant de charge de consul, renonça à exercer un proconsulat en province comme le faisaient tous les consuls sortants, afin d'épargner des frais à l'Etat ; on en conclut que son administration provinciale fut antérieure à son consulat.

(1) « Crasso, collega fuit Q. Scævola Pontifex, qui cum animadverteret, Crasso propter summam eius in Republica potentiam ac dignitatem, Senatum in decernendo triumpho gratificari, non dubitavit Reipublicæ magis quam collegæ habere rationem, ac, ne fieret, S. cto. intercessit. » (CICÉRON, *loc. citat.*)

(2) TEUFFEL dans *Pauly*. Waddington (Fastes des provinces d'Asie, p. 36) le qualifie de propréteur en 656. Pour Teuffel il est prêteur *proconsule* en 654 et Bremer est du même avis. Mommsen (Droit public, II 604, Rem. I) le fait prêteur *proconsule* vers 656, s'appuyant sur Diodore (XXXVII, 5) et Cicéron (*De oratore*, I, 17, 75). Cette dernière référence, offre matière à juste critique de la part de Schneider, (p. 60 op. cit.), car elle ne se rapporte pas à notre Q. Mucius mais à son cousin l'Augure.

Bauduin, d'Arnaud, Mayans lui donnent le titre de proconsul ; Mayans place sans hésitation la fonction postérieurement à l'exercice du Consulat. M. Cuq, au *Dictionnaire des Antiquités*, écrit que Mucius aurait été en Asie en qualité de prêteur en 654 : cette date semble difficile à admettre puisque cette même année nous l'avons vu prendre part à la campagne contre Saturninus. (Il est vrai que sa charge en province n'a duré que neuf mois).

(3) *In Pisonem*, p. 15, Orelli.

D'autres auteurs tirent de la phrase d'Asconius une toute autre opinion ; leur argumentation n'est pas sans valeur ; Asconius indiquerait là que Scævola aurait abandonné sa province avant l'expiration du délai habituel et il est vrai en effet qu'il ne demeura que neuf mois en Asie (1) ; on fait valoir aussi pour fixer le proconsulat en 660/97 que le procès intenté contre son compagnon Rutilius (2) 1^e fut seulement en 661 au témoignage de Tite Live (3). Il nous semble donc plus probable, surtout en raison de ces derniers arguments, de fixer le proconsulat de Q. Mucius en 660/94, après son consulat (4).

(1) Schneider place la charge en 660 ; il a peine à croire, (p. 60 note 78) qu'une province soit demeurée une année entière sans gouverneur. Dans cette note il cite l'opinion de Zumpt dans Pauly qui émet l'idée d'un retour prématuré de Scævola à Rome afin de poser sa candidature au Consulat en laissant Rutilius en Asie : seulement ce n'est qu'une hypothèse. On a soutenu aussi que Rutilius serait allé deux fois en Asie, avec l'Augure d'abord, puis avec le Pontife.

Dans la longue note qu'il consacre à cette question, Schneider fait une critique des textes : il élimine sans insister Pseudo Asconius qui ne mérite pas grande créance, dit-il : contre Diodore il se sert du contexte où on appelle Rutilius par erreur κοίντος au lieu de πωλιος et s'appuyant sur Waddington (op. cit, p. 4), il constate que στρατηγός et ἀνδραγατος sont souvent mis l'un pour l'autre chez Diodore.

(2) Voir plus loin, p. 29.

(3) Momm en place le procès en 662 dans son histoire romaine, traduction, V p. 187. Il est difficile d'expliquer le long délai qui se serait écoulé dans le cas où les accusations portées contre Rutilius remonteraient à 654 ou 655. Mommsen dit qu'une série d'autres procès contre les légats de Scævola avaient peut-être été engagés : seulement Schneider objecte que ce n'est qu'une hypothèse que rien ne vient confirmer ; il reconnaît d'ailleurs que les gouverneurs d'Asie furent le plus souvent des prêteurs ou des propréteurs, mais on rencontre également des proconsuls avant Auguste dit-il et d'après l'ouvrage déjà cité de Waddington il cite P. Licinius Crassus Mucianus, M. Perperna, M'Aquilius, C. Julius Caesar ; il accorde à Waddington que c'était seulement pendant les périodes de guerres qu'on envoyait des consuls en Asie, mais pour les proconsuls il n'en était pas forcément de même dit-il.

(4) Il faut noter que les auteurs récents sont de cet avis : cf. en particulier l'article Rutilius dans Pauly-Wissowa.

Si la date exacte de son passage en Asie n'est pas connue de façon certaine, il est un point, beaucoup plus essentiel, sur lequel tout le monde au contraire est d'accord : c'est la maîtrise avec laquelle il exerça cette charge. Nous savons que, par la suite, le Sénat romain donnait Mucius en modèle à ses gouverneurs (1). En effet Q. Mucius Scævola, que nous avons vu sacrifier l'amitié à l'amour de la justice durant son consulat, ne devait pas être inégal dans la nouvelle mission qui lui était confiée. Cicéron nous le dépeint (2) comme un administrateur intelligent, intègre et d'une remarquable fermeté de caractère.

Ménager des deniers de l'Etat, il paya même de ses propres ressources tous ses frais de représentation, et bien loin d'imiter ses collègues et de pressurer ses administrés, il combattit tout luxe personnel pour lui et ses auxiliaires (3). Comme le fait remarquer Mommsen, il fit de sa province la plus riche et la mieux administrée et lui rendit son ancienne prospérité. Les précédents gouverneurs avaient souvent partie liée avec les fermiers d'impôts et les compagnies de publicains qui se recrutaient volontiers parmi les chevaliers. Ils fermaient les yeux sur les gestes de leur entourage ; d'ailleurs la répression n'aurait-elle pas été vaine puisque d'après la loi Sempronia (4) les jurés étaient pris sur les listes des chevaliers ? Les exactions pouvaient être à peu près impunément commises, la répression judi-

(1) VALÈRE MAXIME, VIII, 15, 6. Les provinces étaient considérées bien souvent, en effet, de la part des gouverneurs comme une prébende dont il fallait tirer le plus de revenus possible ; Rome n'avait d'ailleurs pas toujours la conscience tranquille, non plus, sur ce point.

(2) *De Divinatione*, 17, 57. Cf. aussi Julius Capitolinus : Gordien, 5, et Diodore 36, 5.

(3) *Loc. cit.* Cf. aussi Schneider, *op. cit.* p. 27.

(4) De 632/122.

ciaire ne pouvait guère être sérieuse. Scævola rompit avec ces coutumes déplorables et ces méthodes iniques et, entrant hardiment en lutte contre les injustices des publicains, il parvint rapidement à y mettre un terme. Non seulement il réduisit les excès, mais il assura à ses provinciaux une équitable organisation des tribunaux : autre innovation, il leur donna pour juges des compatriotes, des Grecs et non pas les romains qu'il aurait pu avoir dans sa suite ; et si les juges donnaient tort aux traitants, il les faisait remplacer et condamner (1).

Soulignons l'habileté et l'importance de son Edit d'entrée de charge qui demeura célèbre dans les Annales des gouverneurs ; ses successeurs s'inspirèrent largement de ses heureuses réformes, et, détail qui montrera à quel point il exerça son influence par la suite, près d'un demi-siècle après, Cicéron déclare encore s'en être inspiré pour son Edit de Sicile et l'avoir pris comme modèle (2). On sait que Scævola fut l'un des premiers à donner un grand rôle dans son Edit, et bien entendu dans son administration, à *la bonne foi* dans la sanction des rapports d'affaires et des contrats (3). Sur un autre point encore, Cicéron nous

(1) Cf. DIODORE *loc. cit.* Schneider rapporte qu'il fut inflexible sur l'application des peines et qu'il fit exécuter sans délai un esclave d'une compagnie fermière d'impôts bien qu'il réclamât son affranchissement moyennant promesse de somme d'argent, et cela afin que cet esclave coupable ne pût échapper à une juste punition qui serait devenue inadmissible contre un affranchi ou un citoyen romain (*op. cit.* p. 28).

Plus tard la misère devait revenir de nouveau en Asie avec les traitants, d'après une lettre de Cicéron à son frère Quintus, propréteur d'Asie en 634 (*ad Quintum fratrem* I, 1, 11, 32).

(2) CICÉRON *ad atticum* VI, 1, 15.

(3) « Extra quam si ita negocium gestum est ut eo stari non oporteret esse fide bona » (*loc. cit.*). Nous nous proposons d'étudier avec quelques détails la bonne foi dans les doctrines de Q. Mucius.

apprend qu'il copie son devancier, dans l'organisation des procès entre Grecs (1), qui était faite d'après leur propre droit personnel, le droit grec, les juges étant choisis parmi les pérégrins et non parmi les Romains, à l'imitation des procès jugés par les récupérateurs.

Tous ces détails feront aisément comprendre combien fut naturelle cette popularité (2) de Q. Mucius Scævola auprès des populations, popularité qui nous est attestée par de nombreux témoignages. L'un de ces témoignages les plus probants est, semble-t-il, la fondation que firent ses administrés, de jeux en son honneur et qui portèrent son nom. Un certain nombre d'inscriptions ont conservé le souvenir de ces fêtes et nous permettent de savoir comment et par qui elles furent instituées. M. Pierre Foucart (3)

(1) Ses provinciaux, Cicéron, *loc. cit.*

(2) Son nom est célèbre et aimé chez les Grecs nous dit Cicéron. *De inventione*, II, 9, 28.

(3) *Revue de Philologie*, 1901, p. 85-88. La plus ancienne est une dédicace d'Olympie (*Inscr. von Olympia*, 327) malheureusement très mutilée. M. Foucart dans l'article précité le restitue d'après une inscription de Mysie dont une bonne transcription a été donnée au *journal of hellenic studies* (1897 p. 276).

[Οἱ ἐν τῇ Ἀσίᾳ δῆμοι καὶ τὰ ἔθνη καὶ οἱ κατ']
 [ἄνδρα κεκριμένοι ἐν τῇ πρὸς Ῥωμαιο[υς] φιλίας καὶ
 [τῶν ἄλλων Ἑλλήνων οἱ μετέχειν ἐλόμενοι τῆς
 [ἄγ]ομέν[ης πεντετηρίδος τῶν Σωτηρίων καὶ Μουικίων
 Κό]ντον [Μουκιον ποπλίου υἱὸν] Σκαίολαν
 δια[φανεστατον ἀνδρα, στρατη]γὸν ἀνθύπατον
 Ῥωμαίων, σωτῆρα καὶ [εὐεργέτην γε]νόμενον ἐκυτω
 [Κ]αὶ διενέγκαντα ἀρετῇ καὶ δικαιοσύνῃ καὶ καθαριότητι.

M. Foucart signale aussi une lettre de Scævola aux habitants de Sardes et d'Ephèse, dont une copie avait été gravée à Pergame et qui paraît se rapporter à la fondation des jeux en l'honneur de Mucius (*Inscr. von Pergamon*, 268). Malheureusement elle est très mutilée et n'a que deux fragments contenant le commencement et la fin des lignes. M. Foucart cite la restitution donnée par M. Max Fraenkel, à laquelle il propose quelques modifications.

estime que ce serait une réunion de délégués des villes et fédérations de la province auxquels se joignirent des Grecs qui avaient reçu le titre d'amis du peuple romain avec les privilèges que ce titre emportait (Ces Grecs auraient voulu participer personnellement aux dépenses). Cette assemblée aurait décidé de célébrer un jour de fête annuelle en l'honneur de Scævola ; cette fête devait rappeler qu'il avait été le sauveur de la Province ; cette réunion avait consacré une statue à Olympie dont elle aurait fait les frais ; pour M. Foucart le monument aurait été érigé l'année même du gouvernement de Scævola (1) et il lui semble que cette fête et ces jeux muciens devaient être célébrés alternativement dans chacune des grandes villes de la province (2). Ces jeux étaient célèbres et populaires à ce point que lors de la conquête de l'Asie par Mithridate, ce prince dut, par bonne politique, en maintenir la célébration (3).

Cette si grande popularité des administrés n'allait pas, on s'en doute facilement, sans une contre partie redoutable : les chevaliers et les publicains que Scævola empêchait de continuer leurs fructueuses opérations devaient maudire son administration. Leur haine fut-elle cause de son retour prématuré ou bien est-ce vraiment afin d'économiser les deniers du Trésor que Scævola, dont on connaît le désintéressement, ne demeura pas là-bas l'année entière ? Il est difficile de répondre à cette question (4) ; la

(1) A cause du titre de *στρατηγος* qui est donné à Mucius.

(2) Comme le furent sous l'empire, les jeux d'Asie, indice d'une œuvre commune, observe M. Foucart.

(3) CICÉRON, *Verrines*, II, 21, 51. VALÈRE MAXIME, 8, 15 à comparer avec CICÉRON, *Verrines*, II, 10, 27.

(4) Il est bien vrai qu'on peut se demander s'il n'y a pas eu à ce retour prématuré d'autres raisons sérieuses : la préparation de sa candidature au consulat au cas où il aurait rempli sa charge en 655 ou 656 ? l'animosité

seule chose certaine, c'est qu'il revint à Rome, comme on l'a déjà dit, au bout de neuf mois. Quoi qu'il en soit, les traitants ne semblent pas avoir réussi quelque chose contre lui ; mais ils s'en prirent à son compagnon et *légal*, P. Rutilius Rufus (1). Apicius éleva contre lui en 661/93 une plainte et Rutilius fut traduit devant la *quæstio de repetundis*, composée de jurés choisis parmi les chevaliers (2). A ce procès, Rutilius refusa de suivre le conseil qu'on lui donnait, de confier sa défense aux deux plus fameux orateurs du temps, L. Crassus et M. Antoine (3) ; il se défendit lui-même assisté cependant de son neveu Cotta et de notre Q. Mucius (4). Cicéron nous rapporte que Scævola parla *more suo, nullo apparatu, pure et delucide* (5). Mais

des publicains ne pouvait-elle lui faire craindre une impopularité à Rome à son retour, si son absence de la ville se prolongeait et permettait aux calomnies et aux intrigues de faire leur chemin ? le procès qu'on allait faire à Rutilius ne peut-il être un argument à l'appui de cette thèse ?

(1) BREMER fait observer justement (*iurisprudentia antehadr.*, t. I, p. 48), que MOMMSEN (dans son *Droit public romain*) attribue à tort le procès contre Scævola lui-même. Cf. sur ce procès, le pseudo Asconius, *in divin.*, p. 122. Orelli.

En quelle qualité Rutilius accompagnait-il Mucius ? C'était un vieil ami de sa famille, on l'a vu p. 18 ; était-il son questeur, comme le dit Asconius (*Cic., Divin.*, 17) ou *legatus*, comme le dit l'*Epitome Liv.* au livre LXX ? D'Arnaud (§ 30) rapporte l'idée émise que Rutilius serait allé deux fois avec les deux Q. Scævola ; la première fois comme questeur, la seconde comme *legatus*, cela semble douteux ajoute-t-il justement. Teuffel déclare que la qualification de questeur chez Asconius est erronée ; c'est assez probable.

(2) DION CASSIUS, 236.

(3) CICÉRON, *De Oratore*, I, 53, 229. *Brutus*, 30, 115.

(4) *Cic., De Oratore, loc. cit.*

(5) *De Oratore*, I, 1. *Brutus, loc. cit.* : Q. Mucius *enucleate ille... caussæ postulebat.* » C'est sur ce dernier passage que Teuffel s'appuie, suivi par Schneider, pour refuter l'idée qu'il s'agirait de Q. Mucius l'augure ; ce dernier n'était pas orateur, de même le « *polite et nullo apparatu* » qu'on prétend se rapporter à l'augure est en contradiction avec l'*impolite* du *De Oratore*, 49, 214 qui, lui, le concerne bien. (SCHNEIDER, *op. cit.*, note 105, consacre une longue note au sujet de cette discussion.)

il s'agissait là d'un procès politique et non pas d'une affaire vraiment sérieuse, les juges avaient leur décision prise, la plus belle défense n'aurait rien pu y changer ; Rutilius fut donc condamné à l'exil et à la confiscation des biens (1). La manière dont on conduisit la confiscation montra bien la passion avec laquelle on poursuivait Rutilius : la vente de tout son patrimoine n'atteignit pas le montant de ce que, d'après le jugement, il aurait rapporté d'Asie, et il fut entièrement dépouillé (2).

Comme son oncle et comme son père, Quintus Mucius fut *Pontifex Maximus*. Cette situation devait lui permettre de faire valoir ses profondes connaissances juridiques et son pontificat demeura célèbre et glorieux à Rome (3).

Nous aurons à examiner le rôle qu'il a joué dans l'éla-

(1) TACITE, *Annales*, 4, 48 ; Liv. *Epit.*, LXX. Cf. aussi VALÈRE MAXIME 6, 4, 4. DION CASSIUS, rapporte Schneider, dit au contraire que Rutilius quitta librement Rome.

(2) Ce jugement, observe Cicéron, fit une impression énorme à Rome ; personne dit Asconius ne se sentait plus en sécurité. Florus constate que c'était une victoire de la chevalerie sur le Sénat. CICÉRON : *Pro Scauro* I, 2. *In Pison.*, 39, 95. QUINTILIEN, 5, 2, 4. VELLEIUS, PATERCULUS, 2, 13, 2 (cités par Schneider sur l'appréciation du jugement). FLORUS, 13, 17, dit « *Senatus exilio metelli, damnatione Rutilii, debilitatus omne decus maiestatis amiserat...* » SCHNEIDER, p. 33, rapporte ce que devint Rutilius : réfugié à Mithylène, en Asie, là même où il était censé avoir commis ses dépradations, il y fut reçu comme un vainqueur (*Val. Max.*, 2, 10, 5) puis la guerre de Mithidate l'obligea à fuir à Smyrne où il demeura, avec la qualité de citoyen, jusqu'à sa mort et continuant ses études et ses travaux dans cette ville. Cf. SÉNÈQUE, *de benef.*, VI, 37). Quand le parti de Sylla revint au pouvoir, il refusa de rentrer, malgré une invitation formelle de Sylla, ne voulant pas, disait-il, agir contre la sentence du juge (SÉNÈQUE, *epistolæ*, 24, 67, 79, 82, 98. *De provid.*, 3. QUINTILIEN, 11, 1, 12 cités par SCHNEIDER). Cicéron alla le voir à Smyrne en 676. Nous ignorons la date de sa mort, qu'il faut placer après 679 date du *de natura deorum* où il est encore en vie (3, 32, 80).

(3) SCHNEIDER, p. 38. Il était *Pontifex maximus* avant son consulat : Cf. ASCONIUS, p. 14 Orelli : *Crasso collega fuit Q. Scævola pontifex*.

boration du Droit (1), et nous verrons alors qu'il fut non seulement un homme politique mais surtout un jurisconsulte ; ses antécédents familiaux et son éducation devaient le faire prévoir. Il eut d'ailleurs sur son père et son cousin la supériorité appréciable d'être aussi un grand orateur.

Nous aimerions avoir quelques détails sur la vie privée de Q. Mucius ; mais la vie publique domine chez lui, c'est à peu près uniquement d'elle que nous parlent les auteurs ; par suite, étant peu renseignés sur son intimité, nous sommes presque réduits à de simples conjectures sur ce côté de son existence. Columelle (2) rapporte un trait qui fournit un bel exemple de son équité poussée jusqu'à un rare souci de délicatesse ; ayant acheté une maison de campagne sans l'avoir vue de près, il estime, l'opération faite, que le prix de vente est trop faible et il paye davantage qu'il ne devait ; voilà, dit Cicéron, qui relate aussi le fait, un geste qu'on admirera plus qu'on ne l'imitera (3). Econome des deniers de l'Etat, il devait l'être de ses propres ressources. On pourrait douter qu'il fut bon administrateur de son patrimoine d'après les témoignages de Columelle et de Pline (4). Ces auteurs racontent en effet qu'il avait fait bâtir une villa bien trop petite eu égard à ses propriétés environnantes ; ce détail doit-il nous faire penser qu'il était moins habile en économie domestique que dans la science juridique ?

Ces quelques anecdotes ne suffisent pas à nous faire connaître sa vie privée ; nous sommes, par contre, très bien renseignés sur sa mort ; il est vrai qu'elle touchait à la

(1) Voir chapitre II, page 35.

(2) I, 4, 6.

(3) *De officiis*, III, 15, 62.

(4) *Historia naturalis*, XVIII, 6, 7 (cité par TEUFFEL et SCHNEIDER.)

vie publique de Rome ; les circonstances en sont assez dramatiques pour nous y arrêter quelque peu.

Scævola était-il un partisan de Sylla ? Nous devons le croire car il était suspect au parti de Marius. En 668 /86, à l'occasion des funérailles de Marius, un attentat avait été dirigé contre lui à l'instigation de C. Flavius Fimbria ; Scævola s'en était tiré avec une simple blessure, et Fimbria, fanatique, avait voulu le poursuivre, regrettant que l'arme n'eût pas donné un coup mortel (1). Quelques années après, alors que la guerre civile faisait rage à Rome, il était frappé de nouveau, et cette fois mortellement. C. Marius, le fils du grand général, consul de l'année, venait d'être battu par Sylla près de la porte sacrée et il se retranchait à Preneste, demandant l'appui de ses amis de Rome. Le préteur Damasippus, partisan de Marius, convoque le Sénat à la *Curia Hostilia* ; mais les sénateurs étaient à peine rassemblés que Damasippus et ses gens frappent à coups de poignards ceux qu'ils pensent appartenir au parti de Sylla (2) ; en même temps la Curie était

(1) Parce qu'il faisait partie des Optimates, dit Teuffel : CICÉRON, *Pro Roscio Amerino*, XII : « *Hominem longe audacissimum nuper habuimus in civitate, C. Fimbriam, et quod inter omnes constat, insanissimum. Is cum curasset, in funere C. Marii, ut Q. Scævola vulneraretur, vir sanctissimus atque ornatissimus nostræ civitatis... diem Scævolæ dixit, postea quam comperit eum posse vivere. Quum ab eo quæreretur, quid tandem, accusaturus esset eum, quem pro dignitate ne laudare quidem quisquam satis commode posset : aiunt, hominem, ut erat furiosus, respondisse, quod non totum telum corpore recepisset.* »

En 669 Fimbria partit comme lieutenant du proconsul L. Valerius Flaccus, qui prétendait ôter à Sylla le commandement de la guerre contre Mithridate. Fimbria fit assassiner son général dans un soulèvement de soldats à Byzance ; il prit le commandement des troupes et obtint des succès qui firent accorder la paix par Sylla à Mithridate. Sylla poursuivait alors en Lydie Fimbria qui, abandonné de ses troupes, se donna la mort.

(2) Schneider donne un récit dramatique de cette fin de Mucius, c'est

incendiée. Alors Scævola, avec l'autorité de sa personne et du Pontificat suprême dont il était revêtu, s'efforce d'arrêter l'effusion du sang ; la rage des assassins s'en prend à lui ; il s'enfuit vers le temple de Vesta tout proche, mais à peine en a-t-il atteint le parvis qu'il est frappé, il se traîne à l'autel, l'entoure de ses mains, et rend l'âme (1). Cicéron raconte même que la fureur des meurtriers ne fut pas apaisée par la mort : leurs esclaves frappèrent les cadavres à coup de pioches, et la foule, dit-il, muette d'effroi, vit jeter à la rue et dans le fleuve les dernières victimes de cette terreur.

Cette mort survenue à l'âge de 58 ans, Cicéron nous raconte que Scævola la pressentait et qu'il connaissait le danger qui le menaçait ; il avait cependant refusé de partir et de se défendre, préférant, disait-il, mourir que de combattre les armes à la main contre des concitoyens ; il avait voulu demeurer à Rome au lieu de se joindre à Sylla et à ses amis qui s'avançaient contre les partisans de Marius. Sa mort, disait l'année suivante le même Cicéron (2), a plongé la ville dans le deuil et la consternation : avec lui en effet était tombé l'un des plus nobles caractères de Rome, l'une de ses plus belles intelligences, l'un de ses meilleurs concitoyens.

Scævola eut une fille qui lui fit peu d'honneur ; appelée

là la version admise par Teuffel et Schneider, et auparavant par D'Arnaud qui exposait quelques variantes (§ 46).

(1) *Ad Atticum*, VIII, 3, 6. Cf. *LUCAIN, Pharsale*, II, V, 126 :
Te quoque neglectum, violatæ, Scævola, dextræ
Ante ipsum penetræle Dæ, semperque calentes
Mactavere focos : parvum sed fessa senectus
Sanguinis effudit iugulo, flammisque pepercit.

Cf. aussi SAINT-AUGUSTIN, *De civitate Dei*, III, 28 et suiv.

(2) *Pro Sexto Amerino*, loco citato.

Mucia Tertia (1) elle fut la troisième épouse de C. Pompée auquel elle donna trois enfants Lucius, Sextus et Pompéia (2), mais pendant la longue absence de son mari en Asie, elle eut des relations adultères avec César, et Pompée divorça, avant même son retour à Rome en 692/62 (3).

(1) ASCONIUS, *in Scauro*, p. 19. Pourquoi ce nom ? parce qu'elle eut deux sœurs se demande d'Arnaud (§ 47) ? ou parce qu'elle fut la troisième femme de Pompée comme le dit Teuffel ?

(2) SUÉTONE, *César*, 50.

(3) SUÉTONE, I, 1. PLUTARQUE, *Pompée*, 42. Cf. d'autres références dans TEUFFEL, PAULY, V^o *Mucia gens*, n^o 15 ; l'article se termine par une appréciation de CICÉRON, *ad. attic.*, I, 12, 3 déclarant que « chacun trouvera cela dans l'ordre ». Elle aurait épousé après son divorce M'Æmilius Scaurus et lui aurait donné un fils Marcus (ASCONIUS, I, 1). Cf. Teuffel qui note ensuite qu'elle tenta de réconcilier Octave avec son fils Sextus et qu'en 723 elle vivait encore.

On s'est demandé (Teuffel) si la Mucia dont il est question dans VALÈRE MAXIME (IX, 1) ne serait pas une fille plus jeune de Q. Mucius. Il s'agit dans ce passage du dîner offert en 702/52 par Genellus, *Tribunicus viator* (messager des tribuns) au cours duquel « *lupanari domi suæ instituto Muciam tum a patre tum a viro inclitam prostituit* ». La phrase soulignée ne pouvant, observe Teuffel, s'appliquer aux femmes de C. Marius et de Pompée, et l'époque (702) ne pouvant d'ailleurs s'appliquer à elles non plus. Qui fut le mari de cette Mucia ? on l'ignore. (Cf. n^{os} 18 et 19 de l'article de Pauly Wissowa).

CHAPITRE II

LE JURISTE. — LES ŒUVRES

Nous avons vu combien Quintus Mucius Scævola s'était montré rompu au maniement du Droit dans les charges qu'il avait exercées : Son Edit d'Asie, en particulier, lui permit de mettre en pratique ses idées juridiques.

Ses aptitudes et ses connaissances juridiques, Quintus Mucius les fit valoir dans trois sphères différentes : comme orateur juridique, comme Maître et jurisconsulte, enfin comme écrivain. Dans chacune d'elles il tint une place de choix.

Contrairement à ses deux parents dont nous avons parlé en commençant, Q. Scævola le Pontife fut en effet un orateur remarquable : à propos de deux procès célèbres Cicéron nous parle de la réputation d'éloquence qu'il avait acquise.

Il nous laisse entendre que sa manière de parler ne pouvait convenir au procès de Rutilius dont il avait assisté la défense (1) : cette affaire était, on s'en souvient, toute de passion politique.

Nous avons des détails plus précieux dans la description que nous fait le même Cicéron de la deuxième affaire, la fameuse *causa curiana*. Dans ce procès, Scævola se trouve en face de son compagnon de charge L. Crassus. Il s'agissait

(1) On l'a vu précédemment, p. 29.

d'un procès de succession devant le tribunal des *Centumvirs* : une personne avait fait un testament qui instituait pour héritier l'enfant qu'elle espérait de sa femme ; dans le cas où cet enfant décéderait étant encore mineur, le testateur laissait la succession à Curius. Le testateur meurt, l'enfant attendu ne vient pas au monde, Curius réclame les biens aux héritiers, quand, au nom de ces derniers Coponius prétend au contraire que le testament est caduc, et par suite que la succession doit être dévolue aux successeurs *ab intestat*.

L. Crassus soutenait le demandeur Curius, Coponius était assisté de Scævola. Juridiquement, il s'agissait de savoir si le substitué pupillaire devait être considéré comme substitué vulgaire : question qui sera résolue plus tard affirmativement par la jurisprudence (1) ; c'était en ce sens que parlait Crassus ; Scævola déclarait au contraire que la situation prévue par le testateur était différente de celle qui se présentait : n'être jamais né ou mourir mineur ne sont pas deux situations comparables (2). En même temps qu'il nous rapporte le fond du procès, Cicéron nous parle du talent des deux rivaux : chacun d'eux, dit-il, fut dans son genre, le meilleur orateur et il les compare l'un à l'autre ; puis il place dans la bouche même de Crassus cet éloge de Scævola « *iurisperitum eloquentissimum, eloquentium iurisperitissimum* » (3).

(1) Cf. SCHNEIDER, *op. cit.*, p. 34 et note 122 citant CICÉRON, *Brutus*, 39, 145. Sur la question générale, cf. en particulier, GIRARD, 6^e édition, p. 845 et note 2 ; CUQ, *manuel*, p. 699.

(2) Scævola fut battu. Et CICÉRON (*loco citato*) approuve l'arrêt : le fond doit l'emporter sur la forme ; les mentions du testament doivent être interprétées comme des précisions de la pensée du testateur et de ses intentions, elles ne doivent pas contredire cette pensée.

(3) CICÉRON, *De Oratore*, I, 39, 180. *Brutus*, 39, 145. Schneider se demande si cette phrase ne cacherait pas une équivoque : la première partie s'appliquant à Crassus et seulement la dernière à Scævola.

Ayant un sens très aigu des questions, ce qui lui permettait d'en bien posséder le fond et d'en discerner les difficultés, il exposait ses idées avec clarté et simplicité (1) ; la précision du langage qui lui faisait éviter l'abondance n'allait pas cependant sans une rare élégance : « *verbis erat ad rem cum summa brevitale mirabiliter aptus... Scævola erat paucorum elegantissimus* » écrit de lui Cicéron (2), qui ajoute que, malgré le tour sérieux d'esprit qui était dans sa nature, il savait se montrer, à l'occasion, aimable et enjoué dans ses discours (3).

Grand orateur, Scævola ne fut pas moins célèbre comme consultant. Notre source habituelle, Cicéron, rapporte dans de nombreuses pages (4) la renommée qu'il s'était acquise dans les *responsa* ; d'autres auteurs, Aulu Gelle, Varron, Macrobe, Velleius le signalent également comme un jurisconsulte idéal (5). Il est fort probable (6) que la

(1) *De Oratore*, I, 63, 229. *Brutus*, 30, 115.

(2) *De Oratore*, I, 39, 145.

(3) *Scævola multo in severitate non deerat tamen comitas* (*De Oratore*, I, 40, 148) et dans *Brutus*, 44, 163, le même Cicéron déclare : « *Scævola dicendi elegantiam satis ex iis orationibus quos reliquit habemus cognitam.* »

(4) *De Oratore*, I, 39, 70. *De officiis*, I, 32, 116. *De legibus*, II, 19, 47.

(5) « *Q. Mucium iureconsultum dicere solitum* ». AULU-GELLE, *Nuits attiques*, III, 2, 12. VARRON, *De lingua latina*, VI, 4, 30 ; VI, 5, 83. POM-
PONIUS, au *D. L.*, 7, 18 : « *Q. Mucius... solitus est respondere* ». VELLEIUS, II, 26, 2 ; MACROBE, *Saturnales*, I, 16, 10. Toutefois, bien qu'on puisse sans doute lui appliquer ce que rapporte CICÉRON au *De Oratore* 7 ; 45, 200, nous ne croyons pas que ce passage vise notre Quintus, mais nous pensons qu'il parle de l'augure (contrairement à BREMER, p. 56, et suivant Teuffel dans Pauly : *est enim sine dubio domus iurisconsulti totius oraculum civitatis testis est huiusce Q. Mucii ianua et vestibulum, quod in eius infirmitissime valetudine affectaque jam ætate maxima quotidie frequentia civium ac summorum splendore celebratur* : les mots soulignés semblent en effet s'appliquer à l'augure d'après ce que nous en avons dit précédemment, alors que notre Scævola est mort à 58 ans.

(6) Ainsi que le fait remarquer BREMER, p. 56, *op. cit.* D'après lui toute une série de citations de Mucius rapportées par les auteurs ne pro-

matière de ses livres provenait de son expérience personnelle de consultant.

La véritable forme d'enseignement à cette époque était constituée principalement par l'audition *des responsa* du Maître. Partant des cas d'espèces qui lui étaient fournis, le maître proposait ensuite d'autres exemples analogues à ses auditeurs, ou bien ceux qui l'entouraient, les disciples, interrogeaient et posaient des questions, demandaient des explications. Notre Scævola, de même que ses devanciers, Quintus Scævola l'augure et son propre père Publius, fut un maître dont l'enseignement fut très suivi. Un trait de son influence et de son prestige ne nous est-il pas fourni par la petite anecdote rapportée par Pomponius au Digeste (1) ? Il raconte comment les reproches de Scævola le Pontife auraient conduit Servius Sulpicius à se consacrer à la science juridique : Servius, qui était avocat, l'avait consulté, et, après avoir entendu sa réponse, il demande des explications sur cette réponse, le Pontife explique de nouveau....., ne se fait pas mieux comprendre et, agacé, de déclarer vertement à Servius qu'il est honteux pour un patricien de vieille famille et qui plaide, d'ignorer le droit

viendraient pas de ses livres, mais de son enseignement verbal. Il faut avouer que c'est peut-être un certain arbitraire de la part de Bremer d'opérer un partage entre les traces de ses *responsa* et celles de ses ouvrages, étant donné le peu de certitude que nous avons sur le contenu de ces derniers.

Parmi ces fragments qui proviendraient des *responsa*, BREMER cite : VARRON, *De l. l.*, VI, 4, § 30 rapproché de MACROBE, *Sat.*, I, 1, 16, 10. MACROBE, *Sat.*, I, 1, 16, 11. FESTUS, V^o *pétitam* et V^o *nefrendes*. VARRON, *De l. l.* V, 15, 83. Bremer observe que dans ses consultations Scævola innove : Cf. ULPEN, au *D. L.*, VII, t. 8, f. 4, § 1, pour le legs d'une maison à une femme, ULPEN, au *D. L.*, XXXV, t. 1^{er}, f. 7, pr. pour la caution mucienne.

(1) Livre I, titre 2, fragment 2, § 43.

sur lequel il parle (1). Cicéron fut également son disciple après la mort de son cousin l'Augure (2). Mucius eut encore d'autres auditeurs (3) : Aquilius Gallus, L. Lucilius Balbus (4), S. Papirius et C. (?) Juventius (5). Eux aussi, nous dit Pomponius (6), écrivirent des ouvrages de Droit ; mais très vite il devint difficile de les consulter ; du temps même de Pomponius on avait peine à se les procurer (7). Pomponius ne les eût pas à sa disposition et il n'en eût connaissance que par les œuvres de leur condisciple et maître Servius. Si ces personnages sont pour la plupart assez obscurs aujourd'hui, il n'en va pas de même cepen-

(1) Ainsi que le fait remarquer VERNAY ((*Servius Sulpicius*, p. 16) l'authenticité de l'anecdote a été contestée. (Cicéron dans son *Pro Sexto Roscio* de 675, son premier discours, parle du meurtre de Mucius, survenu en 672 et Servius ne revint de Rhodes qu'en 676 pour se consacrer à la jurisprudence. Mais Vernay reconnaît que Servius avait pu plaider plus tôt que Cicéron. D'autre part le même Cicéron (rapporté par VERNAY, *op. cit.*) déclare que Servius se consacra au Droit parce qu'il n'avait pu réussir à tenir la première place au barreau.

(2) *Laelius*, I, 1.

(3) Cf. KRUEGER, *Sources*. Teuffel dans Pauly, SCHNEIDER, *op. cit.*

(4) Sur Balbus, cf. Pomponius, fragment 43 déjà cité : Servius dit qu'il fut « *institutus a Balbo Lucilio* ». Cicéron, *Brutus*, 154, dit en parlant de Balbus « *Balbi, docti et eruditi hominis, in utraque re (respondere et agere) consideratam tarditatem vicit expediendis conficiendisq. rebus* ». Cf. Jörs, *Röm. Rechtsgeschichte*, I, p. 236 et note 2.

(5) Cf. KRUEGER (Traduction Brissaud, p. 80, note 1), il est probable que c'est le même que le T. Juventius mentionné par Cicéron au *Brutus*, 48, 178 qui dit de lui, *magna cum iuris civilis intelligentia* ». Or Schneider (note 137) est également de cet avis. Bremer, après Mommsen (mais plus dubitativement que lui, il est vrai), ajoute à ces noms celui de Volcatius d'après Pomponius au § 45 de la loi 2 citée (D. I, 2) « *Aulus Cascellius Quintus Mucii Volusii auditor* » ; Mommsen, en effet, après Bauduin rétablit ainsi le passage : « *Quinti Mucii auditoris Volcatii auditor* » en s'appuyant sur Plin., 18, 40, 144 qui déclare que Volcatius apprit le droit à Cascellius. Schneider dans sa note 37 trouve le passage surprenant et il hésite à suivre cette opinion de Mommsen.

(6) Au D. § 2, loi déjà citée.

(7) KRUEGER, traduction Brissaud, p. 80.

dant pour l'un d'eux, Aquilius Gallus, qui, au contraire, est demeuré célèbre (1).

Quintus Mucius ne fut pas seulement le consultant et le maître dont les décisions faisaient autorité : ses idées juridiques, il les fit passer, en dehors de ses *responsa*, dans des ouvrages écrits. Il composa, dit-on, deux ouvrages : un exposé en dix huit livres du *ius civile*, et un livre de définitions et de règles portant le titre grec d'ῥῶνι (définitions).

Ce *liber singularis* ῥῶνι a fourni des éléments aux commissaires de Justinien pour la rédaction du Digeste, c'est même la source la plus ancienne qui soit citée dans cette compilation.

Certains auteurs (2) n'attribuent ce livre à notre Scævola qu'avec les plus expresses réserves. On a émis l'opinion (3) qu'il pourrait bien ne dater que des maîtres du temps de Marc Aurèle : Q. Cervidius Scævola pourrait en être l'auteur. On objecte en effet que Mucius Scævola n'était pas connu comme hellénisant (4). On reconnaît cependant que l'ouvrage ne paraît contenir rien de particulièrement hellé-

(1) Cf. KRUEGER, *loc. cit.*, et les références. Il fut prêteur en 668-86, chargé de la *quæstio ambitus* et, ajoute Krueger, ne voulut pas briguer le consulat afin de se consacrer tout entier à sa profession de jurisconsulte. Il avait composé plusieurs de ses écrits dans la petite Syrte, à Cercina et il mourut entre 699-55 et 710 /44. Il aurait été l'auteur du *iudicium de dolo* et (cf. critiques et objections chez Krueger, note 8) de la stipulation aquilienne ; il est connu aussi par l'institution des posthumes dits aquiliens. Quant aux autres disciples de Mucius il n'y a aucun renseignement sur leurs travaux : Lucilius fit partie en 673 /81 du *consilium* d'Aquilius dans le procès de Quinctus (cf. Cicéron *pro Quinctio*. 16, 52, 17, 54. Krueger renvoie aussi sur lui et sur Aquilius, à *Brutus* 42, 154. BREMER (p. 132) donne Papirius comme l'auteur du *ius papirianum*.

(2) BREMER, par exemple.

(3) Teuffel dans Pauly.

(4) Cf. BREMER, p. 50. Schneider souligne surtout cet argument, i penche pour l'attribution de l'ouvrage à notre Mucius.

nique : seul le titre serait grec. D'autre part l'usage des définitions est fréquent chez les stoïciens : c'est un des procédés de leur philosophie et nous savons que Q. Mucius a des affinités stoïciennes, il connaît cette doctrine par l'intermédiaire de Panétius et par sa famille, notamment son cousin l'Augure. Le titre donné à son livre ne serait-il pas une marque de l'influence exercée sur lui par les maîtres de sa pensée ? Enfin, on peut ajouter qu'à la même époque d'autres écrivains composaient aussi des ouvrages de définitions (1). Si ce genre était inconnu jusqu'alors à Rome, il était en usage dans la littérature grecque, le titre même d'ῥῶν y était employé.

Quoiqu'il en soit, ce livre est le type d'une littérature juridique particulière qui allait se développer par la suite dans les nombreux petits ouvrages de *définitiones* et de *regulæ*.

Nous possédons de ce *liber ῥῶν* quatre fragments insérés au Digeste de Justinien (2) : de leur examen ressort cette idée qu'il s'agissait moins de définitions dogmatiques proprement dites que de règles précises d'applications (3). Peut-être les compilateurs de Justinien n'ont-ils recueilli ces fragments que de seconde main (4).

(1) L. Accius compose des livres de διδασκαλικῶν et de πραγματικῶν ; Soranus, des livres de ἑποπτικῶν. Laevinus de ἑρωτοπαγιῶν ; Sphaeanus, Stoïcien, de même que Chrysippus, écrivent des περὶ ῥῶν (BREMER, *op cit*, p. 50),.

(2) D. L, 17, 73. D. XLI, 1, 64. D. XLIII, 20, 8. D. L, 16, 241.

(3) Cf d'Arnaud § 38, qui mentionne que l'idée est déjà dans Grotius, *de vita iurisconsultorum* I, 8, § 4. Mayans 1, 181 : d'autres encore, cf. Schneider également.

(4) Schneider et Bremer ; en sens contraire, Krueger. Bremer dit que la mention du livre parmi les sources directes du *Digeste* peut fort bien n'être qu'un désir de gloire de la part de Tribonien : cf, les remarques p. suivante note 2 sur le style, qui sont pour Schneider et Bremer autant de preuves que l'ouvrage n'a été connu d'eux que de seconde main.

Il faut noter que la ressemblance de certains passages du *ius civile* (la seconde œuvre de Mucius dont nous allons nous occuper dans un instant) avec ces extraits du *liber ὅρων* que nous possédons a troublé les auteurs : ils se sont demandés quel lien pouvait exister entre les deux ouvrages (1).

On a supposé que les *regulæ* qui composaient le *liber ὅρων* pouvaient fort bien n'être que des extraits des *libri iuris civilis* de Q. Mucius, son œuvre capitale : ces extraits auraient pu être rassemblés par lui-même, ou peut-être après sa mort seulement (on retombe ainsi dans le doute sur l'attribution à Mucius même), A notre sens, peu importe cette ressemblance qui est au contraire fort naturelle : traitant des mêmes matières, quoi d'étonnant que les mêmes choses aient été décrites de la même façon et avec des paroles semblables et cependant par Mucius lui-même les deux fois ? (2)

Laissant de côté cet ouvrage très court, arrivons au second ouvrage, l'œuvre principale de Scævola : son commentaire du *ius civile* en 18 livres. Quelles sont les raisons de la célébrité de cet ouvrage ? qu'a-t-il de particulier ? Avant Q. Mucius bien d'autres jurisconsultes avaient écrit sur le *ius civile*, et sans remonter à Sextius Aelius et à ses *Triperlita*, il n'est besoin que de rappeler le père même de notre Quintus, le grand Pontife Publius Mucius, qui avait écrit un ouvrage en 10 livres. Manilius et Brutus, contem-

(1) Conjectures sur les rapports entre les deux : SANIÓ ; *Zur geschichte der römisch. Rechtswissenschaft* (1858) p. 41 et suiv. Cf. BREMER, I, 50 cité par Krueger, *loc. cit.*

(2) Cf. BREMER, p. 50. La langue du *liber ὅρων* semblable à celle du *ius civile* paraît à Schneider un argument supplémentaire en faveur de l'attribution des deux ouvrages au même auteur.

porains de P. Mucius, avaient eux-mêmes composé des ouvrages de Droit. Dès lors il semble étonnant qu'on ait pu écrire en parlant de notre auteur : « *Mucius Scævola qui primus iurisconsultus apud veleres scripsit* » (1).

C'est qu'une différence essentielle existe entre la composition du travail de Q. Mucius Scævola et celle de ses prédécesseurs.

Ces derniers avaient uniquement mis par écrit leurs consultations, ils se bornaient à donner des règles pour la solution de cas pratiques, ceux-là mêmes qu'ils avaient eu à résoudre. Si l'on a pu appeler Brutus, P. Mucius et Manilius les créateurs du Droit civil, c'est seulement parce qu'ils s'étaient efforcés de fonder leurs divisions d'après une certaine méthode : en effet il n'y avait encore dans leurs œuvres aucun exposé systématique ; ces premiers auteurs ne s'étaient pas élevés au-dessus des cas particuliers qu'ils avaient à résoudre. La systématisation qui crée vraiment une œuvre scientifique c'était à Q. Mucius qu'il appartenait de la réaliser. Pomponius dès lors pouvait à juste titre écrire de lui « *Q. Mucius... ius civile primus constituit generalim in libris xviii redigendo* » (2).

Il importe de bien voir les étapes par lesquelles était passée la science du Droit à Rome : d'abord exclusivement religieuse et secrète aux mains des seuls Pontifes, l'interprétation de la Loi, en se laïcisant dans le courant du ^{vi}e siècle, avait donné naissance à une école de Prudents. Ces derniers ne traitent que de ces cas particuliers et se conforment à la méthode de leurs prédécesseurs les Pontifes : leurs œuvres ne sont que des compilations de cas d'espèces ; puis la science véritable du Droit se crée au moment où une œuvre

(1) *Acron ad Horat.* Ep. 2, 2 v 89 (cité par Schneider, p. 69).

(2) D. I, 2, 2 § 41.

de synthèse est effectuée avec un esprit scientifique. Cette œuvre, Mucius est le premier qui la constitue.

Comment Mucius l'a-t-il réalisée ? Sous quelles influences, à quels éléments a-t-il emprunté ses ouvrages ? Il s'est servi naturellement, ou peut l'affirmer sans hésitation, de sa propre expérience de consultant, de ses propres décisions données sous la forme *des responsa* ; il s'est servi également des ouvrages de ses prédécesseurs, de leurs écrits comme des traditions léguées par leur enseignement oral et leurs propres *responsa* (1).

En recueillant et triant ainsi toute cette œuvre antérieure à lui, *le ius civile* de Q. Mucius présente déjà ce grand avantage de pouvoir renfermer l'essentiel des traditions et des connaissances juridiques du passé ; désormais, et au seul point de vue pratique qui importait le plus, les Romains pouvaient se dispenser de remonter plus loin ; les jurisconsultes qui vinrent après lui recueillaient toute l'ancienne jurisprudence dans ses ouvrages et apprenaient à la connaître chez lui.

Toutefois quel que soit ce mérite, Q. Mucius en eût un plus grand : il provient de la façon dont il disposa et groupa ces précédents et cette casuistique. Il fit une doctrine coordonnée et cohérente de ces divers cas d'espèces ; il se montra initiateur dans cette présentation scientifique. Sans doute il faut se garder d'un enthousiasme qui serait excessif : son œuvre est très imparfaite ; elle est fortement critiquable, et une génération à peine passera lorsque les *Reprehensa Scævolæ* de son disciple Servius critiqueront *le ius civile* de Scævola, remanieront et démoliront nombre

(1) Sans doute, remarque Krueger (*op. cit.*) en remontant jusqu'à Sextus Ælius. Aulu Gelle (*Nuits Attiques*, XVII, 7, 1 à 3) nous donne un exemple de la tradition de ses prédécesseurs utilisée par Scævola.

de ses fondements ; le premier essai ne pouvait être qu'une ébauche que ses successeurs devaient modifier en la rendant méconnaissable.

Pouvons-nous savoir comment l'idée de cette systématisation a pu venir à Mucius ? Une première réponse toute empirique est que le nombre des cas d'espèces était déjà suffisant : les applications pratiques du Droit provoquées par le développement de la civilisation et des relations tant commerciales que juridiques postulaient et nécessitaient une science plus complète qu'une série d'énumérations ; quelque praticien intelligent aurait pu s'employer à réaliser cette science. Mais une autre réponse plus profonde et plus satisfaisante peut être donnée : au VII^e siècle, la civilisation romaine subit fortement l'influence grecque, l'influence de la philosophie grecque et du stoïcisme en particulier : déjà on a vu (1) que la composition d'ouvrages de définitions et de règles était courante chez les disciples de cette doctrine ; or la systématisation est un autre caractère de la formation stoïcienne. Aux Grecs dont il connaissait les disciplines pour les avoir pratiquées, Q. Mucius dut certainement emprunter : il prit à la philosophie l'art de présenter des notions juridiques dans un ordre systématique et de développer les idées dans un ordre logique ; à la rhétorique grecque il demanda des principes nouveaux et plus sérieux d'interprétation des lois et des actes de la vie juridique. Comme on l'a fait remarquer (2), le premier, Mucius applique à la

(1) Page 41.

(2) DAREMBERG ET SAGLIO, *Dictionnaire des Antiquités romaines* V^o *jurisconsulte* (article de M. Cuq ; cf. aussi son manuel, p. 40). Dans cet article l'auteur ajoute cependant cette remarque très fine qu'il ne faut pas trop exagérer cette influence : les conditions mêmes où étaient arrivées

composition des ouvrages de Droit les principes de logique d'Aristote classés dans les matières d'après un ordre établi ; on divise les matières ou genres en parties, on groupe et rapproche dans une même catégorie les cas d'espèces selon des traits qui peuvent leur être communs. En même temps qu'il avait fixé le sens des notions juridiques par des définitions, et par là même introduit de la précision dans les idées, Q. Mucius donnait une base solide aux raisonnements et créait un premier essai de science véritable du Droit (1). On a reproché à Mucius et à ses disciples d'être allé trop loin dans cette voie, on leur a reproché surtout d'avoir établi des distinctions sans portée juridique et par suite sans valeur scientifique (2) ; mais ces reproches n'entament

la culture juridique postulait en effet une science plus formée et qui ne fut plus simplement casuistique.

(1) Le choix plus ou moins heureux de ces traits communs formant des catégories va donner l'intérêt et la valeur plus ou moins grande à la doctrine. Suivant que ce choix sera basé sur des ressemblances extérieures ou sur des ressemblances plus intimes la doctrine sera plus ou moins critiquable : précisément on reprochera à Mucius ses naïvetés de rapprochement, souvent toutes formelles : on n'en suivra pas moins sa méthode. C'est ce que veut dire M. Cuq en écrivant (*op. cit.*) que l'exécution de l'œuvre de Scævola ne répond pas à son intention et en citant à l'appui Cicéron (*Brutus*, 41, 52) qui reproche aux classifications de Mucius d'être sans valeur doctrinale, à ses définitions d'être insuffisantes.

(2) Remarquons bien que Mucius ne crée pas non plus un fossé entre lui et ses prédécesseurs, il reste fidèle à l'esprit de ses devanciers en ce sens qu'il est plus casuiste qu'homme de principes généraux, et son ouvrage est encore un recueil de sentences plus qu'un ouvrage doctrinal.

Schneider a bien observé ce caractère (*op. cit.*, p. 44) ; Vernay (Servius Sulpicius) fait ressortir le caractère différent et le progrès réalisé entre l'œuvre de Mucius et celle de Servius : la première a le mérite d'avoir été la première à traiter le Droit comme une science, mais elle garde les matériaux traditionnels des *responsa* ; la seconde a un souci d'art, elle est plus abstraite ; c'est, dit Vernay, l'exposé d'une thèse et non la classification d'une énumération d'hypothèses et le même auteur compare les *libri iuris civilis* au Décret de GRATIEN, les *Reprehensa Scævola* aux sentences de P. Lombard ; (il avait rapproché de même le *liber ἔργων* des Institutes de Loysel).

pas la valeur de la méthode, ils soulignent simplement le fait que ce ne fut là qu'une ébauche qui avait besoin d'être remaniée et perfectionnée (1).

Comment nous est parvenue cette œuvre de Mucius ? Connaissons nous directement ces *libri iuris civilis* ? En répondant à ces questions nous nous rendrons compte par là même de l'influence que Mucius a exercée sur ses successeurs qui nous ont transmis ses doctrines.

Le *ius civile* de Mucius est cité assez fréquemment par les compilateurs du Digeste de Justinien : à plusieurs reprises ses propres paroles sont mêmes reproduites (2) ; toutefois et sans aucun doute l'œuvre de Q. Mucius n'était plus entre les mains des auteurs du VI^e siècle de notre ère : jamais, en effet, le *ius civile* n'est cité directement contrairement au *liber* ἑρμηνεύων, mais toujours il apparaît au travers d'un écrivain postérieur. Etant donné l'orgueil de Tribonien à citer les références, même modifiées, qu'il a pu avoir directement, il n'aurait pas manqué de mentionner cet ouvrage qui avait une si grande réputation, s'il en avait consulté le texte même. D'autre part, parmi les références indirectes à l'œuvre de Q. Mucius qui sont assez nombreuses huit seulement (3) rapportent ses propres paroles. Comme

(1) KRUEGER, *op. cit.*, p. 79 ; il ajoute que ces premiers systématisateurs ont rapproché parfois les unes des autres des règles entre lesquelles n'existait qu'une ressemblance apparente, et (ce qui serait plus grave) donné sur ces points une fausse direction à la jurisprudence : il convient de ne point exagérer ce reproche.

(2) Nous aurons à nous demander lorsque nous nous servirons de ces textes si ces reproductions sont fidèles ou si elles n'ont pas été interprétées.

(3) SCHNEIDER, *op. cit.*, dans son appendice (p. 76) en fait le récolement : ce sont les fragments suivants du Digeste : D.IX, 2, *ad leg. Aquil.*, 39 ; XVII, 1, *de contr. empt.*, 66 § 2 ; XIX, 1, *de act. empti vend.*, 40 ; XXIV, 1 *de donat. inter vir et uxor*, 51 ; XXXIII, 1, *de ann. leg.* 7 ; XXXIV, 2 *de auro arg.* loi 10 ; h. t., 34 ; XL, 7, *de statulib.*, 29 § 1 ; Schneider ajoute un neuvième fragment mais hors du Digeste : dans AULU GELLE, *Nuits attiques*, VI, 15, 2.

nous n'avons rien de plus direct dans nos autres sources, nous pouvons conclure que c'est uniquement dans les œuvres des autres auteurs, et en particulier des commentateurs, que nous pourrions tenter d'avoir une idée des *libri iuris civilis*.

En effet, un certain nombre de commentaires sur l'œuvre de Mucius, de livres *ad Quintum Mucium*, ont été composés. Ils attestent par ricochet le succès de l'ouvrage lui-même, le besoin auquel il donnait satisfaction dans la littérature juridique ; ils témoignent également de l'influence qu'il exerça sur la pratique et la doctrine. Soulignons aussi ce fait que Mucius est le premier jurisconsulte sur l'œuvre duquel nous ayons des renseignements assez précis (1). Pomponius qui, pour les siècles antérieurs ne donnait sur les *Veteres* que des renseignements de seconde main, donne ici des renseignements directs : ces *libris iuris civilis* il en fait une critique en ayant sous les yeux l'œuvre elle-même ; ce n'est pas là effet du hasard, cela tient à la situation éminente de Mucius et à ce fait que son œuvre a été le point de départ des travaux juridiques qui ont suivi (2).

Voyons maintenant comment l'ouvrage s'est transmis de génération en génération. Les premiers disciples, auditeurs de Scævola, firent connaître déjà ses idées, au témoignage de Pomponius (§ 42 cité) et les exposèrent dans leurs livres. Mais le premier emprunt direct aux *libri iuris civilis* émane de Servius Sulpicius (qui fut un peu son élève également) : malheureusement l'œuvre de Servius ne nous est transmise que dans un nombre restreint de fragments ; nous savons cependant que Servius composa un ouvrage institué *Reprehensa Scævolæ capita* ou *Nota*

(1) Comme le remarque Krueger, *op. cit.* (traduction), p. 77.

(2) KRUEGER, *loc. cit.*

Mucii (1). Ce n'est pas un commentaire proprement dit mais bien plutôt une série de notes où les opinions de Mucius sont rectifiées ou rétablies sur d'autres bases qui lui semblent plus solides. Peut-être les citations de Q. Mucius que nous rencontrons chez Varron et Festus proviennent-elles des ouvrages de ses auditeurs immédiats (2).

Les œuvres de Cicéron, qui fut quelque temps l'élève de Q. Mucius, nous fournissent une autre source intéressante à consulter : Cicéron connaît d'ailleurs la famille de Mucius, et ses renseignements sont assez précis, (il est contemporain de Servius), pour que nous puissions y ajouter foi. Sans doute faut-il faire la part de phraséologie oratoire et d'exagération qui provient de sa nature ardente et enthousiaste, encore convient-il de ne pas diminuer trop sa sincérité : ce n'est pas, en effet, seulement dans les allusions de ses discours que nous pouvons puiser ; mais dans ses œuvres écrites, philosophiques et rhétoriques, Cicéron donne des renseignements précieux : au *de legibus* (datant de 702/52 à 708/46), dans les *Topiques* (de 710/44), le *de officiis* (même époque), *Brutus* (vers 707/47), le *de oratore* etc (3). Les œuvres de Cicéron, il faut l'avouer, sont sinon la seule source directe que nous possédions sur la vie et les doctrines de Mucius, du moins la plus importante.

(1) Cf. VERNAY, (*op. cit.*), p. 26-27. *Reprehensa Scævolæ capita* : AULUGELLE, IV, 1, 12 ; *Nota Mucii* : Paul au D. XVII, 2, 30.

(2) Vernay pense d'ailleurs (*loc. cit.*), que Sulpicius s'est servi non seulement du *ius civile* mais aussi du *liber ὅριον*. A noter la conjecture rapportée par le même auteur que cet ouvrage de critique serait une revanche de Servius contre les reproches que lui avait faits Mucius (cf. plus haut, p. 38) ; rien, ajoute Vernay, n'autorise à penser que l'œuvre de Servius ait pu être conçue dans un esprit systématiquement hostile.

(3) C'est une observation de Bremer (p. 52).

(4) On a pu voir au chapitre précédent les nombreuses références à Cicéron.

Nous arrivons à des ouvrages de seconde main contenant quelques indications : Varron, Festus, que nous avons déjà cités. Puis nous parvenons à Pline l'ancien et Aulu Gelle. Ce dernier mérite une mention plus étendue : il rapporte à plusieurs reprises des phrases de Mucius, des extraits de son *ius civile* (1) En a-t-il eu connaissance directe ? c'est assez probable, mais de plus, il nous apprend dans l'une de ces citations qu'il existait un commentaire *ad Quintum Mucium* en plusieurs livres, composé vraisemblablement sous le règne d'Hadrien, au début du II^e siècle de notre ère, par un juriste et grammairien du nom de Lælius Félix (2).

Ce second siècle de notre ère voit d'ailleurs s'élaborer d'autres commentaires du *ius civile* : Gaius parle d'une œuvre de ce genre qu'il aurait écrite (3). Malheureusement cet ouvrage est perdu et ne nous est pas parvenu. Par contre nous possédons des fragments assez abondants d'un autre commentaire *ad Q. Mucium* écrit par Pomponius à la même époque sous Antonin le Pieux (4). Cet ouvrage était considérable puisqu'il ne comptait pas moins de 39 livres, il était intitulé dans l'index du Digeste (5) *πομπωνίων ad Q. Mucium lectionum Βιβλία τριῆκοντα εννέα*.

(1) *Nuits attiques*, VI, 15, 2. « *Q. Scævola in librorum, quos de iure civili composuit, XVI verba hæc posuit : quod cui servandum datum est, si id usus est, sive quod utendum accepit, ad aliam rem atque accepit usus est, furti se obligavit.* »

(2) AULU GELLE, N. A, XV, 17, 1. Il est question de Lælius au D. V, 4, *si pars hered.* loi 3 et D. V, 3, *de hered. petit.*, loi 43. Schneider (note 146) se demande s'il s'agit du même Lælius Félix.

(3) I § 188 : à propos des différentes sortes de tutelle, où il est en désaccord avec lui. DI MARZO (*Saggi critici al Q. Mucium*) conjecture, à la suite de HUSCHKE, de BREMER (*Rechtslehrer und Rechtsschulen*, p. 65) et de PERNICE (*Miscellanea*, p. 50 n. 17) que ce serait un ouvrage destiné aux écoles.

(4) Après la mort d'Hadrien, car il parle de *divus Hadrianus* (loi 22 D. VII, 8).

(5) Index du Digeste XI, 1. DI MARZO, (*op. cit.* p. 8 et suiv) discute

Un autre auteur enfin, plus tardif, aurait écrit également un ouvrage sur Q. Mucius, c'est Modestin ; du moins le Digeste semblerait le faire supposer. Mais il est unanimement acquis de nos jours qu'il s'agit en l'espèce d'une négligence de référence des compilateurs : en dehors des indications négatives du l'index du Digeste sur les traces d'un tel ouvrage de Modestin, on peut constater que Mucius n'est cité qu'une seule fois par le même Modestin dans la compilation justinienne (au D. XLIX, 15, 4) (1).

Le nombre de ces commentaires permet de se rendre compte de l'importance de l'ouvrage de Q. Mucius et de son influence ; une autre marque de cette importance est donnée par les rappels que font des doctrines de Mucius de

l'opinion émise que ces *lectiones ad Q. Mucium* et les *Variae lectiones* ne formaient primitivement qu'une seule et même œuvre (Pernice, p. 42 et suiv. n. 12) et il la repousse. (p. 12 et 13).

(1) Teuffel dans Pauly mentionne encore Modestin au nombre des commentateurs. Schneider, lui, en doute (note 148 *op. cit.*), il remarque d'ailleurs qu'il est incompréhensible que Teuffel parle de 48 citations au Digeste de ce prétendu commentaire. Bremer, et plus récemment encore di Marzo, réfutent de façon suffisante l'hypothèse : di Marzo déclare qu'on ne peut admettre l'existence du commentaire de Modestin *ad Q. Mucium* du seul fait de la mention *Idem ad Q. Mucium* dans les fragments 53 et 54 du Digeste L. XLI, t. 1 (*de adquir rer. dominio*) qui d'après l'auteur du fr. 52 devrait être attribués à Modestin : c'est la seule référence du D. à cet ouvrage. Or c'est une erreur, et qui s'explique facilement : le fragment fut tiré du 6^e livre *ex Plautio* de Pomponius, à ce passage devait être joint primitivement deux autre passages du même auteur extrait des livres *ad Q. Mucium* ; seulement les commissaires intercalèrent entre ces morceaux un fragment de Celse (51 actuel) et un de Modestin (52 actuel), ils placèrent à la suite les fragments de Pomponius *ad Q. Muc.* (53 et 54 actuels) en oubliant de modifier la mention *Idem*. Di Marzo renvoie à Krueger, *Geschichte der Quellen*, p. 227 (traduction Brissaud, p. 302, n. 4). Schulting déjà cité par Mommsen faisait la même conjecture ; tout récemment encore, Arno (*Archiv. Giuridic.* 1925 tome II p. 212-245) semble encore se rallier à cette thèse. Déjà d'ailleurs d'Arnaud ne plaçait Modestin que dubitativement parmi les commentateurs (cf. Schneider note 148 parlant de cette conjecture déjà faite au xvi^e siècle par d'autres auteurs).

nombreux jurisconsultes de l'empire : s'il ne faut adopter l'authenticité des opinions émises qu'avec prudence, une certitude se dégage cependant le plus souvent de ces citations, celle que Mucius a traité de la question. Nous pourrions avoir là des points de repère et des jalons pour le récolement des matières traitées dans les *libri iuris civilis*, jalons qui pourraient être précieux pour l'établissement du plan de l'œuvre Mucienne.

Ces auteurs ayant parlé des opinions de Mucius sont nombreux au Digeste (1) : Trebatius Testa, l'ami de Cicéron comme Servius Sulpicius, Aulus Ofilius, ami de César, le mentionnent. Antistius Labéon et Masurius Sabinus le citent également : nous verrons que dans son grand ouvrage de droit civil Sabinus s'inspire du plan du *ius civile* de Mucius (2). Ariston, contemporain de Pline, le cite ; Juventus Celsus également. Au second siècle, Salvius Julianus (Julien) de même que Venuleius Saturninus, au contraire Cervidius Scævola qui mentionne les opinions de Servius et d'Aquilius ne parle jamais de Mucius. Papinien, Ulpien, Paul le citent, ces deux derniers même dans leurs ouvrages *ad Sabinum* alors que jamais Mucius n'est cité dans les livres *ad Sabinum* avant eux (3).

(1) Cf. BREMER, *op. cit.*, p. 51.

(2) Au contraire Bremer observe (*loc. cit.*), que Cassius Longinus et Proculus ne parlent pas de lui.

(3) Observation de Bremer. Au iv^e siècle saint Augustin semble faire grand cas de sa science juridique et pontificale. Le fait que le nom de Mucius, observe Bremer, p. 55 *op. cit.*, n'est jamais mentionné chez Alfenus Varus, Cassius, Proculus, Pedius, Pegasus, Octavenus, Plautius, Florentinus, Marcellus, Cervidius Scævola, Callistrate peut s'expliquer par deux motifs : Tribonien aurait ordonné de détruire le nom de Mucius en transcrivant leurs fragments (?) ; ou bien plus simplement parce que jamais avant les Sévères on ne trouve Mucius mentionné dans les livres *ad Edictum*. Ce qui est rapporté au Digeste sous le nom des *Veteres*, ajoute Bremer, pourrait bien être ajouté aux références que nous possédons sur Mucius. L'hypothèse est vraisemblable, elle n'est tout de même qu'une hypothèse.

CHAPITRE III

LE PLAN DES LIBRI IURIS CIVILIS DE Q. MUCIUS

Nous venons d'examiner rapidement comment nous sont parvenues les doctrines de Q. Mucius, et nous avons apprécié en même temps l'influence de ses ouvrages sur les jurisconsultes qui l'ont suivi ; une autre question, très importante, se présente à nous maintenant ; il nous faut la résoudre avant de passer à l'examen du fond des doctrines de notre auteur.

Pouvons-nous, à l'aide des renseignements que nous possédons, nous faire une idée du plan qui a été suivi par lui ? Pouvons-nous reconstituer ce plan avec quelque sûreté ? Il est bien évident en effet, qu'avant d'étudier les doctrines d'un auteur, il est absolument nécessaire de connaître les matières dont il s'est occupé ; l'ordre dans lequel il les a traitées pourrait offrir également quelque intérêt qui permettrait de tirer un indice utile sur le système au moyen duquel cet auteur entendait exposer le *ius civile*.

Il est aisé de se rendre compte, d'après ce que nous avons exposé au chapitre précédent, que nos renseignements directs sur Mucius sont assez pauvres et assez peu nombreux ; mais, à défaut de ces références immédiates, les textes indirects que nous pouvons avoir sont-ils assez précis pour que nous puissions reconstituer l'ossature du système de Q. Mucius ? Malheureusement, non seulement

nous n'avons pas la substance de l'œuvre, mais de plus il nous est extrêmement difficile, à l'aide des fragments que nous possédons, de rétablir la nature et l'ordre des titres traités par Mucius.

Afin de parvenir à quelque résultat, nous partirons de ce que nous savons de façon à peu près certaine et nous verrons si nous pouvons tirer quelque chose de ce qui est moins connu ; nous examinerons ensuite quelles sont les reconstitutions qui ont été tentées par les auteurs modernes et quelle est la valeur de ces plans proposés en essayant enfin de dégager ce qu'il est possible de conclure, sinon de certain, du moins de probable, voire même de simplement hypothétique.

Une chose est certaine : la rédaction par Q. Mucius d'un ouvrage, sur le *ius civile* en 18 livres, premier essai d'un exposé d'ensemble systématique du Droit civil (1). Que contiennent ces 18 livres, de quelles matières traitent-ils ? Plusieurs fragments nous rapportent les doctrines de Mucius, sinon ses paroles, et donnent la référence au livre de l'ouvrage. Nous n'avons aucune raison de suspecter les précisions qui nous sont données sur ces points ; on ne voit pas bien en effet l'intérêt qu'on aurait pu avoir à donner une fausse indication de livre ; à moins donc de *lapsus calami*, nous pouvons y ajouter foi ; ces fragments sont les suivants :

1. D. XXXII, fr. 55 pr. (tiré d'Ulpien XXV *ad Sabin*).
Q. Mucius libro secundo refert, si cui ligna legata essent, quæ in fundo erant, arbores quidem materiæ causa succisas non deberi, etc...

2. D. XXXIII, 9, 3 pr (Ulpien XXII *ad Sabin*.):

(1) *Pomponius* au D. déjà cité I, 2, fragment 2 § 41.

Q. Mucius scribit libro secundo iuris civilis penu legata contineri, etc...

3. D, XXXIV, 2, 27 pr (Ulpien XLIV *ad Sabinum*) :
Q. Mucius libro secundo iuris civilis ita definit argentum factum...

4. D, XVII, 2, 30 (Paul VI *ad Sabin.*) « *Mucius libro quarto decimo scribit non posse societatem coiri, ut aliam damni... etc.*

5. Enfin, en dehors du Digeste, Aulu Gelle, Nuits attiques, VI (VII) 15, 2, écrit : « *Q. Scævola in librorum « quos de iure civili composuit sexto decimo verba hæc « posuit quod cui servandum datum est, si id usus est, sive, « quod ulendum acceperit, ad aliam rem, atque accepit, « usus est, furti se obligavit.* »

Ces cinq citations nous permettent de conclure à peu près sûrement que dans le livre II, Q. Mucius traitait des legs (*de legatis*), dans le livre XIV de la société (*de consortio et societate*), dans le livre XVI des vols (*de furtis*). Ce sont là les seules précisions que nous ayons : l'établissement de l'ordre des matières des 15 autres livres ne peut-être qu'hypothétique. Cependant il convient de rechercher sur quelles bases on pourrait fonder ces hypothèses de reconstruction.

Une idée fort plausible paraît être celle qui voudrait partir des travaux des commentateurs ; ces travaux peuvent-ils nous servir pour le but que nous nous proposons ? Nous avons vu précédemment que Servius Sulpicius, Laelius Félix, Gaius, Pomponius avaient faits de tels ouvrages. Mais celui de Gaius ne nous étant pas parvenu, et les fragments de Laelius Félix et de Servius étant assez restreints — ceux du premier en particulier — seul nous demeure l'ouvrage de Pomponius ; nous possé-

dons dans ce commentaire une abondance relative de références. La méthode qui consiste à se servir des commentateurs semble assez naturelle : on est en droit de penser que le commentateur a suivi l'ordre de l'ouvrage commenté. Cependant, la disproportion qui existe dans le nombre des titres des deux ouvrages (1) ne doit-elle pas nous faire mettre en doute la valeur de la méthode ? l'objection n'est pas péremptoire : il est permis de penser que Pomponius a développé beaucoup son modèle, ce qui est dans l'ordre (2). Nous pouvons d'ailleurs vérifier cette assertion en constatant que les legs traités par Mucius dans le seul livre II sont traités en 7 livres chez Pomponius (III à IX) : en effet Pomponius parle au livre IX *de auro et argento legalo* alors que Mucius en parle encore au même livre II de son œuvre. D'autre part le livre XIV (*de societate*) de Mucius correspond aux livres XXV et XXVI de Pomponius et le livre XVI (*de furtis*) au livre XXXVIII, on voit que l'ordre des matières semble être le même.

Un autre auteur, Voigt (3), a cherché à retrouver le plan de Mucius en partant d'une autre source. Ayant reconstitué le plan de l'ouvrage de Sextus Aelius Paetus, les *Tripertita*, Voigt s'est demandé dans quelle mesure Mucius avait pu modifier ce premier essai dont il serait parti nécessairement. Nous exposerons plus loin les ré-

(1) 18 livres chez Mucius ; 39 chez Pomponius.

(2) Il l'a même développé de façon très irrégulière comme nous pourrions le constater par ce qui suit : selon toute probabilité, suivant que la matière lui inspirait des réflexions plus ou moins considérables. Plusieurs auteurs se sont occupés de l'ouvrage même de Pomponius, *ad Q. Mucium* : le plus récent semble être celui de Di Marzo : *saggi critici sui libri di Pomponio « ad Q. Mucium »*, Palermo 1899.

(3) *Über Ælius und Sabinus System, Abhandlungen der königlich-sächsischen Gesellschaft der Wissenschaften — historisch philologische Klasse*, VII. 1879.

sultats auxquels Voigt est arrivé, toutefois dès à présent, nous nous hâtons de remarquer tout ce que cette méthode comporte de hasardeux puisqu'elle repose sur des modifications prétendues apportées à un système dont la reconstitution n'est elle-même qu'hypothétique ; elle n'en est pas moins intéressante malgré cette apparence théorique, car il est bien probable qu'en effet Mucius s'est servi de ce qu'il avait sous les yeux, en le transformant en une œuvre composée plus scientifiquement et plus méthodiquement que les *Triperlita*.

Pour connaître ce plan de Mucius nous allons donc exposer les systèmes des auteurs qui sont partis des travaux de Pomponius, puis nous examinerons les idées de Voigt et nous verrons enfin quelles conclusions nous pourrions tirer de ces examens.

Bremer (1) et di Marzo (2) sont partis de Pomponius ; Lenel (3) (et Krueger ne fait dans son Histoire des Sources que reprendre les opinions de Lenel du *Sabinus System*) ainsi que Schneider sont partis du même travail. Nous pouvons mettre de côté Schneider qui se borne à rappeler les quatre livres dont nous sommes sûrs, et à citer en appendice neuf fragments rapportant des paroles de Mucius sans chercher à les classer ; Di Marzo ne donne pas non

(1) *Jurisprudentia ante hadriana*, I, p. 62 et suiv.

(2) *Saggi critici*, *op. cit.*

(3) Palingénésie, où les fragments sont disposés d'abord dans les trois titres connus, puis les autres dans l'ordre des titres de Pomponius. Dans son *Sabinus System*, p. 11, il donne le plan possible de Pomponius inspiré de celui de Mucius, mais avec des lacunes ; Krueger dans *l'Histoire des Sources* s'est borné à reproduire ces dernières données de Lenel. Cf. appendice à la fin du présent ouvrage. Signalons aussi Costa qui dans sa *Storia delle Fonti del Diritto romano* (page 50, note 3) donne quelques renseignements sur les matières traitées par Q. Mucius, mais sans essayer, lui non plus, une reconstitution complète.

plus un plan complet, il indique simplement quelques matières qui lui semblent avoir été traitées, en dehors des trois dont nous sommes sûrs. Lenel (et Krueger à sa suite), énumère un certain nombre de matières — plus nombreuses il est vrai, que celles données par di Marzo —, en rapprochant le numéro du livre de l'ouvrage de Pomponius sur le même sujet. Seul Bremer essaie de reconstituer à peu près complètement les 18 livres. C'est donc le résultat de ses recherches que nous allons donner.

Livre I. De testamentis (et peut-être *de legalis* ajoute-t-il interrogativement). Que ce premier livre ait traité des successions testamentaires et des testaments, les auteurs précédemment cités semblent bien l'admettre également, les raisons qui militent en faveur de cette opinion sont fort plausibles : Pomponius traite *de testamentis* dans ses livres I et II ; Lælius Félix s'occupe de la matière également dans son livre 1^{er} *ad Q. Mucium* (1). Enfin Bremer remarque fort justement que c'est dans l'ordre même des choses : le livre II qui suit traitant des legs, il est fort probable en effet que le livre I traite des testaments ; nous pouvons donc l'admettre sans trop de doute (2).

Livre II. De legalis. Tout le monde est d'accord, seules peuvent différer les précisions à apporter dans l'intérieur même du livre (3).

(1) D'après AULU GELLE, N. A. XV, 27.

(2) Bremer ajoute, en outre du fragment d'Aulu Gelle précité, Gaius Commentaire II, §§ 101 et suiv., comme ayant été inspirés de ce livre.

Krueger déclare que ce 1^{er} livre contiendrait en particulier des formes du testament, de l'institution d'héritier, de l'institution et de l'exhérédation des *sui*, de la condition, de la rupture d'un testament par la confection d'un autre ou par suite de la captivité du testateur, de l'addition d'hérédité et de la répudiation.

(3) BREMER, *de fundo legato*, *de servo legato*, *de penu legata*, *de suppellectili legato* (?), *de vestibus legatis*, *de lana legata*, *de argento facto legato*, *de auro*

Livre III. De legalis (1) ? La caution mucienne ferait partie de ce livre, c'est une simple hypothèse.

Livre IV. De legilimis hæredibus ? Krueger estime également que Mucius a traité de ce sujet après les testaments et les legs ; il est bon de remarquer que Pomponius en traite au livre X, après les legs également : la vraisemblance est très forte (2).

Livre IV. Livre V ? Familiæ erciscundæ ? Bremer fait entrer dans ce livre l'étude du legs partiaire ; un titre *de mortis causa donationibus* y figurerait aussi ; ajoutons que le même Bremer attribue le même titre au livre XI de Pomponius.

Livre V ? VI ? Communi dividundo. Même titre attribué au livre XIV de Pomponius (3). On remarquera que les deux livres que nous examinons (le précédent et celui-ci) sont séparés chez Pomponius, d'après Bremer lui-même, par les livres XII et XIII : s'il laisse sur une interrogation le titre du livre XIII, Bremer attribue au livre XII le titre de *libertate legata* (4). Doit-on dès lors supposer que

legato, de domus usu relicto. Lenel (Paling.) dans les rubriques rassemblées sous ce livre II : *de lignis legatis, de penu legata, de auro et argento legato*, mentionne encore sous la rubrique générale « *ex incertis libris* » un certain nombre de titres donnés par Bremer : *de domus usu relicto, de fundo legato, de vestibibus legatis*. Les fragments contenus sous chacune de ces rubriques ne correspondent d'ailleurs pas toujours chez les deux auteurs. !

(1) Les points d'interrogation se trouvent dans l'ouvrage même de Bremer.

(2) Bremer pense qu'appartiennent à ce livre : Gelle V, 19, 5-6 où il est question des adrogations ; Gelle III, 2, 12-13 sur l'usurpation trinocitii ? et enfin Cicéron, *Topiq.* VI, 29 sur la définition des *gentiles*. Ce sont de simples hypothèses semble-t-il.

(3) Cette appellation est faite sur le simple passage de D. L, 16, 25, § 1 (Paul 21 *ad Edict.*) où Mucius définit la partie par rapport à une chose indivise : c'est peut-être insuffisant.

(4) D'après le fragment placé sous le n. 266 de la Palingenesie de Lenel (de Pomponius).

rien ne correspondrait à ce titre chez Mucius ? N'est-il pas préférable, dans le doute où nous sommes, de voir chez ce dernier un titre *de manumissionibus* correspondant à un titre analogue chez Pomponius, livre XII (1) ?

Livre VII. De rei uxoriæ arbitrio ? Bremer pose l'interrogation ; bien que les opinions de Mucius sur la dot, rapportées par Servius, soient suspectes, il est possible que notre Mucius ait traité *de sponsalibus et de dolibus dictione, et de rei uxoriæ cautionibus*. Pour Bremer d'ailleurs, Pomponius aurait traité le même sujet à son livre XV ; di Marzo attribue à ce livre XV le titre *de stipulationibus* en général. Krueger est également de cette opinion : tout cela est assez hypothétique, il est probable en effet que Mucius a traité *de stipulationibus*, mais nous n'avons aucun fragment qui nous apporte des précisions nous permettant plus de certitude.

Livre VIII ? De tutelis. Pomponius a traité en effet de ce sujet dans son livre XVI ; Mucius s'en est occupé lui aussi : nous savons en particulier qu'il parle des différentes tutelles.

Livre IX ? De noxalibus actionibus ? la même interrogation est posée par Bremer pour le livre XVII de Pomponius. Ici Bremer est en désaccord avec di Marzo et Lenel pour ce livre XVII auquel ces derniers donnent pour titre *de lege Aquilia* ; quant au titre de Mucius, di Marzo l'intitule *de lege Aquilia* et Lenel *de pauperie et de lege Aquilia*. Les fragments inscrits par chacun des trois auteurs sous cette rubrique sont les mêmes. Est-il plus conforme à la raison, comme le voudrait Bremer, que le titre qu'il donne ait été le vrai ? Mucius ayant peut-être surtout insisté sur le loi Aquilia comme modèle d'action noxale ? Il est

(1) Cf. dans ce sens, di Marzo, qui n'est d'ailleurs pas absolument affirmatif.

possible que Mucius ait traité des actions noxales à propos de la loi Aquilia et de l'action *de pauperie* (1).

Livre X ? De statuliberis ? Les vraisemblances sont assez fortes en faveur de ce titre : Pomponius (di Marzo, Lenel, Krueger sont du même avis) a traité au livre XVIII de ce sujet : Di Marzo et Lenel sont d'accord au surplus pour attribuer un livre à Mucius sur cette matière.

Livre XI ? De possessionibus et usucapionibus (2). Il est certain en effet que Mucius a traité des possessions ; en particulier on sait qu'il a donné une division des genres de possessions (comme il avait établi une distinction entre les genres de tutelles) ; la place du livre dans l'ouvrage est plus douteuse, car Pomponius ne s'occupe de la matière qu'aux livres XXIII et XXIV. Il est vrai que quelques-uns des livres dont nous connaissons le sujet chez Pomponius, qui séparent le livre XVIII des livres XXIII et XXIV s'occupent des personnes en puissance (3) ; ils peuvent avoir été inspirés par le titre de *de statuliberis* de Mucius lequel comprenait peut-être l'étude de la *dominica potestas*, en sorte que le livre X précédent de Mucius devrait être intitulé *de dominica et patria potestate et de statuliberis* ?

(1) Krueger comme di Marzo, intitule donc le livre XVII de Pomponius « de lege aquilia » : Bremer oppose à ce titre Gaius Commentaire IV, §§ 75-79 qui traite bien des actions noxales, déclarant que c'est plutôt à ce sujet que se rapportent les 3 fragments.

(2) Outre ce que Mucius a pu dire de la possession et de l'usucapion, Bremer ajoute comme faisant partie de ce livre des fragments sur les *sacra* et l'obligation aux *sacra* par l'usucapion *pro herede* Mucius a-t-il traité de cette obligation aux *sacra* dans son *ius civile* ou ces fragments ne proviennent-ils pas des décisions qu'il a rendues en sa qualité de Grand Pontife ?

(3) DI MARZO, livre XX de Pomponius : *de his qui alieno iuri subiecti sunt* ; XIX et XXI ? , XXII de *operis servorum et libertorum* ? Bremer XIX ?- XX : *de dominica et patria potestate* ; XXI et XXII de *libertis* (et de *procuratoribus* ?), XXIII dubitativement *de fructibus*.

Livre XII ? Livre XIII ? De acquirendo rerum dominio (1). Les sous-titres groupés sous ce titre général renferment, semble-t-il, des choses bien différentes : les fragments appartiennent à des livres différents de Pomponius allant du livre XXVII au livre XXXII (2). Di Marzo estime, avec quelque raison peut-on croire, que Mucius a traité *de emptione venditione* : Pomponius en effet a dû s'occuper au livre XXXI de la vente (3). Quant au livre XXXII de Pomponius il a pour sujet l'étude d'au moins une servitude, celle des eaux (4). Lenel et Krueger attribuent à Mucius deux titres *de emptionibus et de aqua* ; il faut ajouter enfin qu'avec la vente il est probable que le titre s'occupait de la *locatio conductio*.

Livre XIV. De consortio et societatis. C'est un des trois livres sur lesquels nous avons des références ; aucun doute sur ce point.

Livre XV. De fœderalis et hostilibus. Les autres auteurs donnent de préférence comme titre *de postliminio* (5). Bremer estime à l'appui de son opinion qu'il devait être question aussi des alliés dans le livre correspondant de

(1) Plusieurs sous titres : *de mancipatione, de venditione fundi, de arboribus venditis, de itinere aquæ vendito, de hominis usufructu vendito*.

(2) Di Marzo donne aux livres XXIII à XXVI la rubrique *de possessionibus et usucapionibus* ; aux livres XXVII à XXX ? ; au livre XXXI *de emptionibus et venditionibus*, XXXII *de aqua*, et XXXIII *de contractibus servorum filiorumque familias*. Quant à Bremer : XXIII à XXVI comme di Marzo, XXVII *de donatione* ? XXVIII à XXX ? XXXI *de emptione venditione hæreditatis, fundi, servi*, XXXII *de aqua vendita*, XXXIII *De contractibus servorum filiorumque familias*.

(3) On vient de voir (note précédente) que di Marzo et Bremer sont d'accord : Bremer précise davantage que di Marzo.

(4) LENEL et di MARZO : *de aqua* (cf. note 2) ; Krueger : des servitudes en général ; Bremer (note 2) *de aqua vendita*.

(5) LENEL, Di MARZO *de captivis et de postliminiis* KRUEGER, *de postliminiis*.

Pomponius (d'après le n° 319 de la Palingénésie de Lenel (1)).

Livre XVI. De furtis. Aucune difficulté, les sources nous renseignent sur ce livre, nous l'avons vu précédemment.

Livre XVII ? De repetitionibus ? Mucius traiterait ici ce qui plus tard, déclare Bremer, fut appelé *condictiones*. Mucius, dit-il, a dû traiter de la *condictio* et la transition avec le livre précédent peut être fournie par la *condictio furtiva*. Les autres auteurs avouent leur impuissance à savoir de quelle matière traite ce livre ainsi que le suivant (2).

Livre XVII. De publicatione prædiorum bonorumque, vel de iure populi ? — Bremer estime que deux des fragments extraits de Pomponius (Palingénésie nos 323 et 324) dénotent l'existence d'un titre semblable chez cet auteur, le 39^e), Di Marzo ne donne aucun titre à ce livre (3). A l'appui de cette analogie qui devrait exister entre les derniers titres de Mucius et de Pomponius, Bremer se borne à émettre l'opinion que le fragment sur la *capitis deminutio maxima* au D. XL, 12, 33 pr. pourrait être attribué à ce livre (4) : c'est une simple hypothèse semble-t-il,

(1) *Postlimini ius competit in bello aut in pace*, etc ; (D. XLIX 15 fragment 5, de Pomponius Livre 37 *ad Q. Mucium*).

(2) DI MARZO, KRUEGER. Des trois fragments rassemblés par Bremer sous ce livre XVII, l'un d'eux (D. XIII, 1, 16) appartient au titre de *furtis* de Pomponius, le deuxième émane de Pomponius XXXVII *ad Q. M.* mais Di Marzo ne donne aucun titre à ce livre, le troisième provient d'un des livres de Pomponius sur les legs (livre V. *ad Q. M.*).

(3) Le dernier livre de Pomponius *ad Sabinum* ajoute Bremer traite du *postliminium* mais fait mention également de la *publicatio* : D. XLIX, 15, 20 § 1^{er} : « *Verum est expulsis hostibus ex agris quos ceperint, dominia eorum ad priores dominos redire nec aut publicari aut prædæ loco cadere : publicatu renim ille ager qui ex hostibus captus sit* ».

(4) Il figurait chez Bremer sous le chapitre XIII de Mucius.

les autres auteurs ne donnent aucun avis sur la matière de ce livre.

On voit que la tentative de reconstitution du plan de Mucius cherchée en partant des *libri Pomponii ad Q. Mucium* est susceptible de fournir quelques résultats assez satisfaisants ; Bremer cependant, en voulant reconstruire complètement les sujets de chacun des 18 livres s'est montré assez hardi en ses hypothèses.

Nous allons examiner à présent un autre essai de reconstitution qui est certainement encore plus audacieux, c'est celui de Voigt (1). Quelques explications sont nécessaires sur la méthode suivie par cet auteur qui est toute différente de celle que nous venons d'étudier.

Voigt part de cette idée que le premier ouvrage écrit sur le Droit civil, les *Triperlila* de Sextus Ælius Pætus, a sans doute servi de modèle aux compositions ultérieures. Cette œuvre d'Ælius faite sans grand souci de composition scientifique aurait servi de modèle en particulier au plan de Sabinus. On sait que le système des *Triperlila* est assez mal et assez peu connu, cependant Voigt en fait une reconstitution intéressante. La première partie, dit-il, contient l'exposé de la loi des XII tables, la seconde, l'*interpretatio*, donne l'extension des cas non prévus par la loi, la troisième enfin, la *legis actio*, moyen de faire reconnaître son Droit en justice, sanction de ce Droit. Cet exposé de Voigt, quelque intelligent qu'il puisse être, n'en est pas moins, il faut le confesser, une simple hypothèse ; la meilleure preuve en est que d'autres auteurs ont pu émettre d'autres vues sur le système des *Triperlila*, construire d'autres hypothèses, aussi plausibles, sur le plan de l'ouvrage ; on voit le côté faible de la méthode de Voigt qui est très dan-

1 *Über Aelius und Sabinus System* (op. cit.).

gereuse ; c'est de construire le développement — ou les modifications — d'un système juridique sur un premier qui est mal connu ; c'est de construire une hypothèse sur une première hypothèse (1).

(1) C'est en effet le grand reproche qu'on a fait à Voigt : cf. Krueger (*Histoire des sources*, traduction p. 78 n° 2 *in fine*) : « la restitution donnée par Voigt, dit-il, a été faite en empruntant les divisions du système de Sabinus, mais c'est là un procédé que rien ne justifie. » Krueger critique également la reconstitution du plan des *Tripertita* donnée par Voigt, et Lenel (*Sabinus system*, page 8) est encore d'un autre avis.

D'après Voigt ce plan des *Tripertita* serait le suivant :

1^{re} PARTIE. — LEX XII TABULARUM

1. — a) *De testamentis.*
b) *De hæreditate (ab intestato delata).*
c) *De legatis.*
2. — a) *De his qui alieni iuris sunt.*
b) *De liberis hominibus.*
3. — a) *De mancipatione et fiducia.*
b) *De emtione et venditione.*
4. — *De nexu.*
5. — *De actione familiæ erciscundæ et communi dividundo.*
6. — *De dotibus.*
7. — *De tutelis et curationibus.*
8. — *De delictis.*
a) *De furtis.*
b) *De pauperie.*
c) *De damno iniuriâ dato.*
d) *De iniuriis.*
c) *De noxia infecta.*

2^e PARTIE. — INTERPRETATIO

1. — *De stipulatione.*
2. — *De expensilatione.*

3^e PARTIE. — LEGIS ACTIO

1. *De legis actione sacramento.*
2. *De legis actione per iudiciis arbitrive postulationem.*
3. *De formulis.*
4. *De legis actione per manus iniectionem.*

En effet, Voigt déclare que les systèmes d'exposition des jurisconsultes contemporains de Sextus Ælius Pætus et ceux qui suivirent jusqu'à Q. Mucius se rattachent à ce système ; en particulier, Caton, et M' Manilius dans leurs livres, P. Scævola dans ses 10 *libri iuris civilis*, C. Brutus dans ses 3 *libri iuris civilis*, (1).

A l'époque de Q. Mucius, et par suite du développement des relations commerciales et de l'extension des affaires, un nouveau Droit a pris naissance, l'ancien ne suffit plus aux besoins, les moules anciens des XII tables se rompent. D'autre part la pénétration de la philosophie grecque à Rome apporte avec elle une discipline et des méthodes nouvelles dont le Droit s'inspire. Mucius, qui le premier applique ces nouveautés au Droit, utilise tout de même ce qu'il a sous la main, tout en le modifiant pour le mettre en harmonie avec les besoins nouveaux (2).

(1) De plus récents auteurs ajoute-t-il, tels que Varron par exemple (qui a composé 15 livres sur le Droit civil) et jusque sous l'Empire même, comme Labéon et ses *Posteriores*, Sabinus et son *ius civile*, Urséius Férox et Minicius Natalis dans leurs recueils de responsa (ces deux derniers appartenant à l'école sabinienne) auraient encore suivi le même plan.

(2) Les principales différences qu'il devine intuitivement avec le système d'Ælius, Voigt les classe méthodiquement de la façon suivante :

A. — La partie III des *Tripertita* qui d'après lui était consacrée aux moyens d'action destinée à faire reconnaître le Droit, demeure à sa place, à la fin de l'ouvrage.

B. — La partie II, celle de l'*interpretatio de la loi*, subit de profonds changements :

1. Elle est modifiée, et en outre considérablement étendue ;

a) à la place des deux titres d'Ælius de *stipulatione et expensilatione*, Mucius aurait donné un livre de *solutionibus et liberationibus* et un autre de *obligationibus et actionibus*.

b) de la partie I d'Ælius, la *lex*, aurait été détaché le titre de *nexo*, et Mucius y aurait ajouté de *mutui datio*.

Ainsi, observe Voigt, ces trois groupes de *negotia stricti iuris* se trouvent rassemblés comme leur fondement commun le réclamait ; (à l'appui de son affirmation, Voigt cite CICÉRON au *Pro Roscio*, V, 13, 14, rassemblant

Dès lors, après ses remaniements, Voigt trouve dans l'ouvrage de Mucius les parties générales suivantes dans l'ordre ci-dessous :

I, Successions. II, Contrats de droit strict, dans lesquels il fait entrer la *condictio*. III, Droit des personnes et Droit familial. IV, *iura in re et bonæ fidei contractus : emptio et locatio*. V, *Actiones adjecticiæ qualilalis, et bonæ fidei contractus* plus récents. VI, *Postliminium*. VII, *Delictis*. VIII, Procédure.

L'auteur trouve un progrès par rapport au classement d'Ælius, le rattachement des institutions d'après leurs ressemblances dans un même groupe constitue pour lui un signe de supériorité scientifique (1).

l'un près de l'autre « *numerare sive pecuniam dare, expensum ferre, stipulari.* »

2. Cette ancienne II^e partie des *Tripertita* augmentée comme on vient de le voir, aurait été déplacée par Mucius et portée dans la I^{re} partie, après le Droit successoral auquel elle aurait formé une sorte d'appendice.

C. — Enfin l'ancienne I^{re} partie aurait elle-même subi un certain nombre de changements :

1. Les titres de *his qui alieni iuris sunt, de liberis hominibus, de dotibus et de tutelis et curationibus* auraient été déplacés corrélativement au déplacement des *negotia stricti iuris* : ces titres auraient été placés par Mucius après le *de nexo* et les matières de l'ancienne partie II des *Tripertita* ; puis la matière de *mancipatione*, celle de *actione familiæ erciscundæ* auraient été reportées plus loin en arrière.

2. Aux quatre titres précédents (*de his qui alieni iuris...* etc.) aurait été ajouté l'ancien titre de *mancipatione et fiducia* qui aurait subi une coupure en trois titres particuliers : *de dominiis, de emptione venditione, locatione conductione* et de *servitutibus* auxquels on aurait ajouté un titre de *dolo malo et culpa præstanda*.

3. Le titre de *familiæ erciscundæ et communi dividundo* qui suit désormais ceux que nous venons d'énumérer (sous le chiffre 2) donne trois nouveaux titres, *de peculio, de cognitoribus et procuratoribus, et de societatibus* ; enfin le titre de *postliminio* qui existe dans tous les systèmes et même encore chez Justinien.

4. L'ancien titre de *delictis* suit désormais, augmenté d'ailleurs des innovations de Droit récent.

(1) Le point faible, dit-il, c'est le Droit des obligations qui est dispersé en trois groupes par suite du souvenir d'Ælius insuffisamment chassé

Nous avons déjà dit tout ce que malheureusement il y avait d'arbitraire — et de simplement hypothétique — dans une semblable reconstitution de plan : l'idée qui est à la base semblait intéressante à souligner, la modification

ce défaut est disparu, ajoute-t-il, dans l'ouvrage d'un disciple du système de Mucius : les *quæstiones* de *Sextus Cæcilius Africanus*. Cet écrivain réunit dans une seule masse les deux groupes de *bonæ fidei negocia* en y joignant en outre les nouvelles institutions du Droit civil (*fidei commissum* et les *b. f. negocia* plus récents (*negotiorum gestio, depositum, commodatum, pignus, præscriptis verbis*) et les *condictiones ob causam*. Constatons, là encore, que Voigt a dû faire des hypothèses à l'appui de son opinion : KRUEGER (*Hist. des Sources*, traduction Brissaud, p. 23, note 2) montre tout ce qu'il y a d'arbitraire dans cette assertion.

Il est intéressant de remarquer que Voigt souligne l'importance de l'œuvre de Mucius en observant très bien qu'alors qu'il n'existe aucun commentaire *ad Servium* (Servius, critique de Mucius), le *ius civile* de Mucius avait fait l'objet de commentaires. Cicéron lui-même, ajoute-t-il, quoique ami de Servius, et quoiqu'il exagère même la portée de l'œuvre de son ami, donne encore Mucius comme la plus haute autorité juridique du passé : A son avis les exemples cités aux *Topiques* doivent avoir été pris par Cicéron chez Q. Mucius.

Les 18 livres de Q. Mucius, d'après Voigt seraient les suivants :

- I. — *De testamentis.*
- II. — *De legatis.*
- III. — *De Hæreditatibus (ab intestato).*
- IV. — *De solutionibus et liberationibus.*
- V. — *De obligationibus et actionibus.*
- VI. — *De Tutelis et curationibus ?*
- VII. — *De dotibus ?*
- VIII. — *De liberis hominibus ?*
- IX. — *De his qui alieno iure subiecti sunt ?*
- X. — *De dolo malo et culpa præstanda ?*
- XI. — *De dominiis. — De possessionibus ?*
- XII. — « ». — *De suis hæredibus ?*
- XIII. — *De peculio, in rem verso, quod iussu, de institoria et exercitoria actione ?*
- XIV. — *De societatibus.*
- XV. — *De postliminio ?*
- XVI. — *De furtis.*
- XVII. — *De damno iniuria dato ?*
- XVIII. — *De legis actionibus et formulis ?*

du système d'Ælius dans un sens plus scientifique, mais; en définitive, cette hypothèse de Voigt est surtout une œuvre d'imagination.

En résumé, et après ce que nous avons vu dans ce chapitre, que pouvons nous conclure, quel plan probable a suivi Mucius ?

Nous ne pouvons être affirmatifs que sur les premiers livres :

I. *De Testamentis*.

II. *De legatis*.

III. (sans doute). *De legitimis hæredibus* (1).

Pour la suite nous sommes obligés d'être très prudents, tant sur les matières traitées que sur le numérotage lui-même des titres : le plan donné par Bremer devrait pouvoir, dans l'ensemble, servir de précieuse indication : il paraît vraisemblable d'admettre que l'ouvrage de Mucius ait été traité dans un ordre voisin du suivant : IV, de *familiæ erciscundæ, communi dividundo* (dans ce titre Mucius aurait parlé des *sacra* ?). V, *De manumissionibus et de servitutibus* ?. VI, *de rei uxoriæ et de stipulationibus* ?. VII, *De tutelis*. VIII, *De lege aquilia et de noxalibus actionibus*. IX, *De statuliberis et de his qui alieno iuri subiecti sunt* ? X, *De possessionibus et usucapionibus*. XI, *De emptione venditione*, (ou *de acquirendo rerum dominio*, traitant également de la *localio conductio* ?). XII, *de aqua (et de iure prædiorum urbanorum et rusticorum* ?). XIII, (*De contrac-*

(1) Il nous semble préférable d'y voir le sujet au livre III plutôt qu'au livre IV, parce que Pomponius en a traité au livre X ; et dans son livre IX, Pomponius s'occupait de certains legs traités par Mucius à son livre II ; il nous semble difficile d'admettre que la *cautio muciana* ait fait l'objet du livre III comme l'indique dubitativement Bremer, Pomponius n'aurait donc pas alors traité dans un livre spécial cette matière du livre III de Mucius ?

libus servorum filiorumque familias (1). XIV, *de consortio et societatibus*. XV, *de postliminiis, de fœderatis et hostibus* ? XVI, *De furtis*.

Quant aux deux derniers livres, la perplexité demeure très grande, bien difficile l'opinion que l'on peut avoir à leur sujet. Si l'on essaie de tirer parti des fragments que nous pouvons avoir sur le dernier livre de Pomponius, la difficulté persiste encore : l'un d'eux (Palingenesie, 324) a trait à la *subsignatio prædiorum* ; doit-on suivre dès lors Bremer et attribuer au livre XVIII de Mucius le titre *de publicatione prædiorum bonorumque vel de iure populi* ? mais un autre fragment du même livre de Pomponius (Palingénésie, 325) semble plutôt se rapporter aux actions. Y a-t-il un titre de *actionibus* ? ?

Du simple point de vue rationnel — et à défaut de toute indication donnée par les textes ; — ne peut-on émettre l'hypothèse que ces deux livres concernaient en effet les moyens d'actions, dont les *Tripertita* d'Ælius s'occupaient précisément dans leur troisième partie ?

(1) Ce titre semble postulé par le livre 23 de Pomponius, *de peculio, institoria et exercitoria actione, quod jussu* ?

DEUXIÈME PARTIE

LES DOCTRINES DES SCÆVOLA SUR LE DROIT PONTIFICAL

Préambule

Parmi les doctrines de Q. Mucius, il est difficile de prétendre faire une séparation nette entre les doctrines qui touchent au Droit pontifical et celles qui appartiennent au Droit civil. Si pour certaines matières, en effet, la difficulté ne se pose pas, il en est d'autres qui sont soumises aux deux Droits. Cependant, il convient d'étudier séparément le rôle qu'a pu jouer Q. Mucius en sa qualité de Pontife suprême puisque ce pontificat demeura si célèbre qu'il lui valut le surnom que l'on sait. Toutefois, à l'occasion nous pourrons montrer que telle réforme opérée par Mucius, telle idée émise par lui sur le Droit pontifical, touchait à des points de Droit civil, voire même provenait de conceptions civilistes.

Mucius était déjà un jurisconsulte célèbre lorsqu'il fut choisi par les collèges d'électeurs pour être *Pontifex Maximus* (1) ; comme son père, il estimait que la connaissance du Droit civil était très importante pour un Pontife qui voulait faire œuvre utile en Droit religieux.

(1) Depuis longtemps déjà les collèges des Pontifes avaient été dépouillés du Droit de choisir librement par cooptation leur *Pontifex-Maximus* : cette liberté n'existait déjà plus du temps du pontificat de Ti-Coruncanius.

Le P. M. était désigné par élection : le peuple romain choisissait préalablement parmi les membres du collège. 17 tribus, tirées au sort, votaient. (CAUVET Droit pontifical *op. cit.* explique le choix de ce nombre de 17 :

Mais, avant d'examiner la façon dont Q. Mucius a compris son rôle de P. M. et les réformes qu'il a opérées dans le Droit pontifical, une étude préliminaire se pose à notre esprit. Nous aimerions savoir quelles ont été les idées de ce grand Pontife sur cette religion romaine dont il était à la fois grand dignitaire et gardien. Nous avons indiqué précédemment (1) que l'influence de la philosophie grecque s'était fait sentir sur lui, il convient d'y revenir ici avec quelques détails.

Nous examinerons donc d'abord dans un premier chapitre ce que nous connaissons des idées religieuses de Mucius, puis dans un second ses principales interventions connues en Droit pontifical à l'exception de la question des *sacra* que nous réserverons pour un chapitre spécial (2).

c'était une minorité par rapport au chiffre total de 33 Tribus et par ce moyen l'élection n'avait pas l'apparence d'influencer la Divinité dans le choix : l'élection semblait plutôt un vœu du peuple).

(Cf. CICÉRON, *Leg. agrar.*, II, 7, cité par BOUCHÉ LECLERCQ *op. cit.*, p. 326, le système aurait fonctionné ainsi depuis 521-253 ou au plus tard depuis 562-212).

Depuis la loi *Domitia* de 650-104 tous les Pontifes étaient élus par les comices mais la désignation du peuple devait se faire sur les candidats recommandés par le collège pontifical ; toutefois afin de ne pas restreindre trop le choix du peuple, chaque candidat aux suffrages populaires ne pouvait pas être recommandé par plus de deux membres du collège des Pontifes : c'était un système transactionnel entre la cooptation et l'élection. Cf. au surplus BOUCHÉ LECLERCQ *op. cit.* p. 325 ; et 329-330.

(1) Première partie chapitre II.

(2) En terminant ce chapitre mentionnons l'étymologie attribuée par Q. Mucius au mot *Pontifex* ; d'après VARRON (*de. l. l.*, V, 15, 83) il faisait venir le mot de *posse* et *facere* (*facere* ayant ici le sens de sacrifier). M. BOUCHÉ LECLERCQ (*op. cit.*, p. 12 et suiv.) critique cette étymologie que les érudits modernes ont cherchée de différents côtés ; Varron et après lui Denys d'Halicarnasse ont accepté comme origine *pontufex* c'est-à-dire faiseur de ponts (rattachement à la construction du pont *Sublicius*), la plupart des modernes se sont d'ailleurs finalement ralliés à cette étymologie.

CHAPITRE PREMIER

LES IDÉES DE MUCIUS SUR LA RELIGION

Grâce à un père de l'Eglise chrétienne du ^v^e siècle, saint Augustin, nous possédons quelques renseignements sur les idées religieuses de Q. Mucius.

Dans son ouvrage *de Civitate Dei*, saint Augustin nous apprend que Mucius distinguait trois catégories de dieux, ou si l'on veut, trois théologies différentes.

Le passage en question se trouve au chapitre xxvii du livre IV de son ouvrage. Après avoir parlé des dieux païens et de la science de ces dieux d'après Varron, dans le chapitre xxvi qui précède le nôtre, saint Augustin citait avec mépris les jeux célébrés en l'honneur de ces dieux du paganisme, contestant la réalité de divinités qui pouvaient se complaire dans ces réjouissances médiocres et parfois vicieuses que les hommes organisaient pour leur rendre hommage. Pour montrer le peu de respect que des gens sensés et sérieux pouvaient avoir à l'égard de ces divinités, il citait l'autorité et l'exemple de Mucius :

Relatum est in litteras, doctissimum pontificem Scævolum disputasse, tria genera tradita deorum : unum a pœtis, alterum a philosophis, tertium a principibus civitatis. Primum genus nugatorium dicit esse, quod multa de diis fingantur indigna ; secundum non congruere civitatibus, quod habeat aliqua supervacua, alia etiam, quæ obsit populis nosse. De supervacuis non magna causa est : solet enim et a iuris peritis

dici superflua non nocent. Quæ sunt aulem illa, quæ prolata in multitudinem nocent ? hæc, inquit : non esse deos Herculum, Æsculapium, Castorem, Pollucem ; proditur enim a doctis, quod homines fuerint et humana conditione defecerint. Quid aliud ? quod eorum qui sunt dii, non habeant civiles vera simulacra, quod verus deus nec sexum habeat nec ætalem nec definita corporis membra. Pœticum sane deorum genus cur Scævola respuat, eisdem litteris non tacetur : quia sic videlicet deos deformant, ut nec bonis hominibus comparentur, cum alium faciunt furari, alium adulterare ; sic item aliquid turpiter atque inepte dicere ac facere : tres inter se deas certasse de præmio pulcritudinis victas duas a Venere Troiam everlisse ; Jovem ipsum converli in bovem aut cygnum, ut cum aliqua concumbat ; deam homini nubere ; Saturnum liberos devorare ; nihil denique posse confing miraculorum atque vitiorum, quod non ibi reperialur atque a deorum natura longe absit.

Du texte même, il résulte que saint Augustin ne parle de la doctrine de Mucius que d'après d'autres auteurs : la source de ce passage est d'ailleurs facile à retrouver ; elle provient de Varron qui a composé lui-même un grand traité de Religion dans ses *Antiquitatum libri* (en 41 livres) ; 16 livres de l'ouvrage étaient consacrés aux *res divinæ* (1). Varron s'est certainement inspiré des idées de Mucius (2) et les a développées.

Ces idées de Mucius demandent quelques explications. Q. Mucius distingue, croyons-nous, trois théologies. En premier lieu, dit-il, il y a ce qu'il appelle les dieux des

(1) *Rerum humanarum libri XXV et Rerum divinarum libri XVI*, ces derniers écrits à César, grand Pontife.

(2) Cf. *Etudes sur la vie et les ouvrages* de M. T. VARRON de G. BOISSIER (Paris, 1861.)

poètes » Varron appelle la religion de ces dieux religion *mythique* ; Mucius, comme Varron, méprise cette première catégorie de divinités. C'est une œuvre d'imagination qui est indigne de ceux que les hommes prétendent être leurs modèles. Comment en effet prendre au sérieux les aventures et les passions auxquelles seraient en proie ces divinités ? Loin de les dépeindre en types supérieurs, les poètes prêtent à ces dieux tous les déportements humains et non pas certes les caractères des honnêtes gens. Il s'agit donc là d'une œuvre d'imagination avec laquelle la Religion proprement dite n'a rien de commun.

Une seconde catégorie de dieux, d'après Scævola, est celle dont nous parlent les philosophes ; Varron, en reprenant l'idée de Mucius, appelle la religion qui concerne ces dieux la religion *naturelle*. Ces dieux des philosophes ne sont autre chose en somme que les puissances de la nature physique, les forces naturelles ; elles sont divinisées par un concept de l'esprit. Nous avons toutes raisons de penser que cette religion avait les secrètes préférences de Q. Mucius ; mais en bon psychologue le Pontife se rendait compte que des idées aussi épurées ne pouvaient être accessibles à la masse de ses concitoyens. Elles ne pouvaient être introduites dans la vie civile et nationale parce que trop simples et trop abstraites.

Il reste une troisième catégorie de dieux, ceux qu'il appelle les dieux civils ou nationaux : la religion *civile* de Varron. Que veut dire Scævola, en parlant de ces dieux ? il ne s'agit nullement ici d'une doctrine d'Etat sur l'origine de l'homme et sur sa destinée. C'est la religion romaine à laquelle Mucius fait allusion ; or ces dieux honorés par les *principes civitalis* n'ont jamais demandé une inspiration si élevée. Cette religion ne consiste pas non plus, ainsi qu'on

l'a remarqué (1), en un ensemble de traditions sur les dieux du pays, l'étude de leurs attributions, le récit de leurs aventures. Les dieux du Latium, en effet, étaient de plus en plus confondus avec les dieux grecs, et nous venons de voir que Scævola repoussait, en les méprisant, ces légendes. Cette religion officielle consistait donc simplement, semble-t-il, dans les rites consacrés *a principibus civilitalis*, dans les formules de prières que l'on adressait aux dieux. Ces derniers étaient censés veiller sur tous les actes de la vie humaine et jouer un rôle dans chacun de ces actes ; cette religion était essentiellement la pratique des *Indigitamenta* c'est-à-dire le culte tel qu'il était organisé par la cité et par l'Etat.

Pour Q. Mucius, ces dieux ne paraissent être que des fictions : il a laissé voir ses préférences secrètes ; or contrairement à ces tendances c'est le culte traditionnel qu'il veut conserver, c'est de lui d'ailleurs qu'il est grand Pontife.

Quelles sont donc ses raisons d'agir ainsi ? Saint Augustin, dans le texte cité plus haut, nous en donne l'explication : c'est que Mucius regarde comme nécessaire à la société romaine le maintien du culte traditionnel ; les fictions que représentent ces divinités grossières auxquelles les *Indigitamenta* sont adressées sont utiles à la vie quotidienne des Romains ; elles constituent pour eux une sorte de patrimoine idéal formé de ces coutumes nationales. Ces dieux sont les plus importants pour la grande masse des concitoyens de Mucius. L'idée qu'ils s'en font vient d'un respect souverain pour la sagesse des aïeux (2) : il est impossible en effet d'admettre officiellement que les observances reli-

(1) Cf. G. BOISSIER, *op. cit.*, le chapitre sur Varron théologien.

(2) Cf. CAUVET, *Le Droit pontifical chez les anciens Romains dans ses rapports avec le Droit civil* (Paris, 1869), p. 13 et 14.

gieuses transmises par ces ancêtres puissent être le fruit d'erreurs ou d'imaginations. C'est donc cette religion dont on pourrait presque dire, selon la formule connue, qu'elle n'est bonne que pour le peuple, que l'on codifie et que l'on recueille dans les ouvrages du droit sacré ; c'est à elle que Mucius, grand pontife, va consacrer ses réponses dans les consultations qu'on lui demandera ; c'est elle aussi qu'il veut conserver et maintenir intacte dans le pays (1).

Cette distinction des dieux en catégories faite par Mucius, ainsi que la contradiction évidente entre ses préférences et son attitude, demandent plusieurs observations

Tout d'abord, ne peut on pas reconnaître dans cette complaisance pour les distinctions la marque d'un esprit tout rempli des doctrines et des méthodes grecques ? Scævola ne fait en somme qu'appliquer à la religion romaine une distinction subtile des stoïciens ; l'interprétation de la religion romaine ainsi entendue était celle que les stoïciens appliquaient eux-mêmes au culte grec. Cette

(1) CAUVET, *op. cit.*, observe que c'est de cette source religieuse que Cicéron a tiré les préceptes de religion positive qui sont contenus à son *de legibus* : nous en verrons d'ailleurs dans un prochain chapitre (ch. III) un exemple caractéristique à propos des *sacra*. (Cf. sur ce point THIAUCOURT, *Essai sur les traités philosophiques de Cicéron*, au *de legibus* ch. I, p. 22 à 38 et surtout p. 31 à 33 qui concernent le livre 2.

La distinction des trois genres de dieux de Mucius se retrouve, d'une autre manière — plus perfectionnée pourrait-on dire — dans la distinction que fait Varron entre dieux certains, dieux incertains et dieux choisis. Les premiers sont les dieux des *Indigitamenta*, ceux qui sont préposés à telle fonction, à tel acte déterminé de la vie humaine et de la nature des choses ; les dieux *incertains* sont la multitude des dieux étrangers entrés dans Rome avec leurs légendes au moment des conquêtes, les dieux *choisis* enfin sont ceux qui s'appliquent aux forces de la nature, il y en aurait vingt d'après Varron. On voit que cette distinction correspond aux trois catégories de Mucius et aux trois religions du même Varron : civile ou nationale, mythique et philosophique, cf. sur cette distinction BOISSIER, *Etudes sur Varron* déjà citées, p. 231.

interprétation s'était certainement répandue avec leurs doctrines et nous avons là un nouvel argument de l'influence des stoïciens sur Mucius. (1).

Une autre remarque s'impose : « à l'époque de Mucius « la science théologique, aidée d'ailleurs par un levain de « *scepticisme*, entreprend une classification fondée sur une « analyse philosophique » (2). Il importe de remarquer que l'époque où nous sommes n'a plus la foi religieuse des siècles précédents : elle s'efforce dès lors pour la retenir de la rendre raisonnable (3). Peut-être le travail était-il commencé avant Mucius, en tout cas ce dernier eut le mérite de poser nettement le problème et de faciliter la voie à Varron (4).

Il est certain que les gens éclairés de Rome, en commerce avec les philosophes grecs, avaient reçu d'eux une éducation philosophique qui leur avait fourni des notions plus élevées sur la Religion et sur la Divinité. Par suite il leur était difficile de donner leur adhésion sincère à ce vieux culte romain, encombré de pratiques mesquines et de puériles superstitions, sans le contrepoids de notions religieuses élevées (5). Tout au contraire, la religion des forces de la

(1) Cf. BOISSIER, *loc. cit.*, en ce qui concerne Varron.

(2) BOUCHÉ LECLERCQ. *Les pontifes de l'ancienne Rome*, Paris, 1871, 1^{re} partie, chap. 1.

(3) *Ibid.*

(4) BOUCHÉ LECLERCQ, *ibid.*, cette analyse (philosophique dont il a parlé, cf. n° 1) dépassa, dit-il, le cadre borné des *indigitamenta* et traça quelques grandes lignes à travers la masse confuse « des dieux indigènes et exotiques dont une grande partie, à cause de l'analogie de leurs attributs, s'étaient fondus les uns dans les autres, en mêlant tous les traits communs et contradictoires de leurs caractères, de manière à dérouter l'antiquaire le plus patient. »

(5) Sur ce point il est intéressant de lire le *de natura deorum* de Cicéron, Cf. aussi l'ouvrage de Thiaucourt cité, p. 216-217.

nature divinisées, la doctrine stoïcienne en particulier, paraissait à ces gens cultivés singulièrement plus élevée.

Pourquoi cependant ces Romains instruits, et Mucius en particulier, repoussent-ils la doctrine stoïcienne dans l'application générale, et veulent-ils conserver la religion ancienne à laquelle ils n'adhèrent plus ?

Sans doute il y a d'abord chez eux, une part de nationalisme : ces Romains ne veulent rien répudier de l'héritage que leur ont transmis leurs ancêtres.

Mais cette attitude provient elle-même d'une conception plus élevée : Q. Mucius vit à une époque qui est particulièrement troublée, les institutions sont bien menacées par les factions et les partis, lui-même en sera une victime. Il semble que Q. Mucius ait eu la crainte d'un bouleversement encore plus profond si les fondements de l'édifice religieux craquaient à leur tour (1) : la religion romaine d'alors était liée très étroitement à l'Etat ; n'est-ce pas un peu dans ce sens que l'on doit interpréter les mots rappelés par saint Augustin parlant de la religion naturelle. « *non congruere civitatibus quod... alia etiam quæ obsit populis nosse* ». Quelles sont donc ces choses dont la connaissance serait nuisible au peuple ? Le texte que nous avons cité répond déjà à la question : c'est, dit-il que certains personnages dont on a fait des divinités, Hercule, Esculape, Castor, Pollux, ont été en réalité des hommes comme les autres, et d'autre part, que les dieux adorés par eux ne sont que de vaines idoles. Du moins c'est saint Augustin qui l'écrit (2).

(1) Cf. CICÉRON, au *de natura deorum*, I, 2 : « *haud scio, an pietate adversus deos sublata fides etiam et societas generis humani, et una excellentissima virtus, iustitia, tollatur.* »

(2) Cf. CICÉRON cependant, dans le même sens que Saint-Augustin : *De natura deorum*, II, 23 : « *multæ autem aliæ naturæ deorum ex magnis beneficiis eorum, non sine causa, et a Græciæ sapientibus, et a maioribus*

Mais pourquoi serait-il nuisible d'apprendre aux hommes, à la foule, que Dieu ne peut avoir de sexe, d'âge, de corps ? serait-ce au-dessus de sa compréhension ? Il ne le semble pas tout de même. Mais cette divulgation serait une cause de destruction pour la religion romaine et par suite pour la cité elle-même. C'est aussi que personne n'aurait rien trouvé à proposer au peuple romain pour mettre à la place de la religion qu'on aurait détruite. Les doctrines grecques auraient été peut-être plus élevées que la religion coutumière, mais ces philosophies grecques ne sont pas d'accord sur la nature et l'origine des dieux : dès lors, après avoir abattu la religion traditionnelle, qui donc aurait eu qualité pour choisir parmi les nouvelles doctrines celle dont on aurait fait la doctrine nationale ? Or à cette époque l'absence de religion officielle ne se conçoit même pas pour une cité.

En définitive, que pouvons-nous dégager sur les idées religieuses de Q. Mucius ? Comme ses contemporains éclairés, comme ceux de la génération qui lui succède, Cicéron en particulier, il refuse d'ajouter foi au culte national. Ayant rejeté les fictions mythologiques, il donne vraisemblablement une adhésion plus ou moins complète à la philosophie stoïcienne, à la conception de cette doctrine sur la Divinité. Il adhère donc à une sorte de panthéisme naturel. Cependant il se refuse pour des raisons

nostris constitutæ nominatæque sunt. Quidquid enim magnam utilitatem generi afferret humano, id non sine divina bonitate erga homines fieri arbitrabantur. Itaque... ut quum fruges Cererem appellamus, unum autem Liberum... et ch. xxiv : Suscepit autem vita hominum, consuetudoque communis, ut beneficiis excellentes viros in cælum fama ac voluntate tollerent. Hinc Hercules, hinc Castor et Pollux, hinc Æsculapius. . (etc)... alia quoque ex ratione, et quidem physica, magna fluxit multitudo deorum : qui induti specie humana fabulas poetis suppeditaverunt.

d'ordre pratique et national (1), à détruire la religion nationale dont cependant il reconnaît le vide (2).

Mais n'est-ce pas là hypocrisie et mauvaise foi ? Nullement, car il ne faut pas oublier que cette religion romaine si stricte en ses pratiques minutieuses, n'impose en réalité aucun dogme précis. On l'a montré (3) : les vrais Romains, sont en garde contre les témérités des Grecs qui leur ont donné d'autre part des notions plus élevées de Dieu et de la religion. N'ayant rien de bien solide à proposer à la place de ce qu'ils auraient détruit et au lieu de chercher des raisons de doute pratique comme Cicéron et les Académiciens, ces Romains blâment les discussions de principes et soutiennent la religion officielle. (Ils y participent publiquement dans le cas de notre Scævola). Et toutefois ils veulent justifier leur attitude et leur rôle dans la religion populaire à laquelle ils n'adhèrent plus : la doctrine stoïcienne leur donne le moyen de satisfaire leur conscience. Ils interprètent ce culte : le peuple, incapable de saisir dans son ensemble Dieu animant la nature entière, l'a divisé et morcelé (ce sont les dieux des *Indigumenta*) : eux, ils comprennent la divinité comme un être abstrait ; ils voient au delà le Dieu unique et dépouillé de ses attributs humains (4).

Cette conclusion est un peu exagérée peut-être, en ce sens que nous n'avons aucun document positif qui nous

(1) N'est-ce pas là une preuve de cet éclectisme des Romains, dont Cicéron est un autre exemple bien net ? leur sens pratique ne prend de la philosophie que des principes directeurs, sans perdre de vue les réalités elles-mêmes, sans se laisser guider dans les actes mêmes par de pures notions abstraites et vides.

(2) Remarquons, par ailleurs, que cette attitude tendrait à montrer son indépendance relative en face de telle doctrine particulière.

(3) G. BOISSIER, à propos de Varron, dans l'ouvrage cité.

(4) Cf. BOISSIER, *op. cit.*

permette d'affirmer vraiment ce que fut la croyance de Mucius. Cependant les différentes parties du texte de saint Augustin ne nous autorisent-elles pas à conclure dans ce sens, d'après les nombreux textes que nous connaissons sur la nature honnête et loyale de Mucius (1) ?

(1) Il est d'ailleurs extrêmement curieux de rapprocher ici les idées de CICÉRON dans son *de natura deorum*. COTTA, qui donne le fond des idées de Cicéron lui-même, doute de l'existence des dieux romains en privé mais non en public et ce Cotta, un pontife, parle ainsi au L. I, ch. 22 : « itaque ego ipse pontifex, qui cæremonias religionesque publicas sanctissime tuendas arbitror, is hoc, quod primum est, esse deos persuadere mihi non opinione solum, sed etiam ad veritatem plane velim : multa enim occurrunt, quæ conturbent, ut interdum nulli esse videantur ». Et au livre III, ch. 2, le même Cotta déclare après les doutes que nous venons de lire : « ... ut meminissem, me et Cottam esse, et pontificem. Quod eo, credo, valebat, ut opiniones, quas a maioribus accepimus de diis immortalibus, sacra, cæremonias, religionesque defenderem. EGO VERO EAS DEFENDAM SEMPER, SEMPERQUE DEFENDI ; nec me ex ea opinione quam a maioribus accepi de cultu deorum immortalium, ullius unquam oratio aut docti, aut indocti movebit... » et à plusieurs reprises Cotta — c'est-à-dire Cicéron — affirme cette même croyance nécessaire au maintien de l'ancienne religion : III, 2 *in fine* ; III, 4 ; III, 17. Au ch. 40, Balbus, le représentant, dans le dialogue, de la doctrine stoïcienne dit à Cotta : « ... est mihi tecum pro aris et focis certamen, et pro deorum templis atque delubris, proque urbis muris, quos vos, pontifices, sanctos esse dicitis, DILIGENTIUSQUE URBEM RELIGIONE, QUAM IPSIS MŒNIBUS CINGITIS. » Ces rapprochements ne sont-ils pas curieux ? Ils expliquent clairement, semble-t-il, l'attitude de Mucius. Cf d'ailleurs sur les idées religieuses de Cicéron, Thiaucourt, *op. cit.*, p. 247-248.

CHAPITRE II

LES PRINCIPALES INTERVENTIONS DANS LE DROIT PONTIFICAL

Après avoir examiné les idées de Mucius sur la religion dont il était le Pontife suprême, nous pouvons, à présent, étudier son rôle dans le Droit pontifical. Il suffit d'examiner quelles étaient les principales attributions des Pontifes à Rome, dans chacune d'elles nous essaierons de rechercher autant que les textes nous le permettent, quelle fut l'attitude de Mucius ; sans doute pourrons nous extraire de ces observations quelques conclusions utiles sur ses idées directrices.

Les Pontifes avaient de nombreuses occupations ; un certain nombre d'entre elles n'offrent aucun intérêt pour l'objet de notre étude : nous n'avons donc pas à nous étendre sur leurs fonctions sacerdotales ; de même l'autorité administrative qu'ils exerçaient sur certaines personnes revêtues d'un caractère religieux (*Vestales, flamines, rex sacrorum, collèges*) ne nous paraît pas devoir retenir davantage notre attention.

Au contraire, il est une catégorie d'attributions qui doit nous arrêter : les Pontifes, a-t-on pu dire (1), sont les gardiens de la tradition nationale romaine. Nous avons vu

(1) Cf. BOUCHÉ LECLERCQ, *les Pontifes de l'Ancienne Rome*, op. cit : le livre 2^e de l'ouvrage a pour titre général « *les Pontifes et la Tradition* ».

précisément que ce fut là le grand mobile de l'attitude religieuse de Q. Mucius. Il convient donc d'étudier ce qu'il a fait dans ce rôle essentiel de la religion romaine.

Ce rôle de gardiens de la tradition, les Pontifes l'exercent d'ailleurs de plusieurs manières : soit en théologie proprement dite, soit dans la théologie considérée dans ses rapports avec le Droit, soit même dans la chronologie officielle dont ils ont la charge.

Dès que nous pénétrons dans ce domaine de la théologie, le Droit pontifical intervient ; la simple définition du sacré, du saint, du religieux, fait intervenir le sens juridique. Ce n'est, il est vrai, que pour la période postérieure à celle des Scævola que les auteurs nous ont transmis ces définitions, et nous ne pouvons pas affirmer que les Scævola les avaient dégagées (1). Ce qui est certain c'est qu'ils en avaient la notion. Précisément en ce qui concerne les lieux sacrés, les lieux saints, les lieux religieux, plusieurs renseignements intéressants nous sont fournis sur leurs idées.

On sait que les lieux sacrés étaient ceux qui avaient reçu, par une cérémonie spéciale et à la suite de la prononciation d'une formule sacramentelle, (*lex dedicationis*), une affectation aux dieux auxquels ces lieux étaient concédés (2).

(1) MACROBE, *Saturnales*, III, 3, nous rapporte une définition du sacré par Trebatius ainsi qu'une définition — bien vague — du saint par le même auteur : « *Sacrum est, ut Trebatius libro primo de Religionibus refert, quidquid est quod deorum habetur* ». « *Sanctum est, ut idem Trebatius libro decimo Religionum refert, interdum idem quod Sacrum, idemque quod religiosum ; interdum aliud, hoc est nec sacrum nec religiosum est.* »

(2) « L'élément constitutif du lieu sacré, dit M. Bouché Leclercq, p. 133 de l'ouvrage cité, c'est le *fanum*, le terrain soustrait au monde profane et nettement délimité par les Pontifes au moment de la consécration ». Varron, VI, 54, donne l'étymologie de ce *fanum* : « *hinc fana nominata quod pontifices in sacrando fati sint finem.* » Il est bon de remarquer que, par opposition au *fanum*, nous avons le *profanum* dont Trebatius donne une définition rapportée par Macrobe, comme celle de la note précédente, aux *Saturnales*,

Mais la consécration d'un lieu, sa transformation en chose sacrée, était soumise à des règles de Droit : le pouvoir civil devait intervenir en donnant son autorisation sous forme de loi (1). Cicéron, protestant devant le tribunal des Pontifes sur la transformation de sa maison en un lieu sacré, en temple de la Liberté, cite, à l'occasion de sa cause, un *responsum* donné par le grand pontife P. Mucius, père de Quintus : (2) « *P. Scævola, dit-il, pontifex maximus pro collegio respondit : quod in loco publico Licinia, Gai filia, iniussu populi dedicasset, sacrum non viderier.* »

Dans les consécérations qui forment une partie du Droit public, continue Cicéron dans le même passage, les Pontifes avaient dû, dans tous les temps, concilier les rites religieux avec l'autorité du peuple : la loi Papiria de 304/450 ? (3) avait soumis déjà le Droit religieux au Droit civil en rompant la croyance à l'efficacité intrinsèque des formules

III, 3 : « *profanum omnes paene consentiunt id esse, quod extra fanaticam causam sit, quasi porro a fano et a religione secretum...* (et lui-même définit : *quod ex religioso vel sacro in hominum usum proprietatemque conversum est.* » On sait du reste que la cérémonie inverse de la consécration, la désaffectation résultant d'une cérémonie religieuse inverse s'appelait *profanatio*.

(1) Cf. *Les Manuels* : GIRARD, 6^e éd. p. 248, Cuq, Manuel, 1917, p. 240.

(2) *PRO DOMO*, 53, 137. Le fait se produisit en 631/123, sous le Consulat de Q. Cecilius Metellus Balearius et T. Quinctius Flamininus.

(3) Cette loi est fort mal et fort peu connue. Les deux auteurs qui s'y réfèrent : Tite Live (ix, 46) et Cicéron (*pro domo*, 49) sont d'ailleurs assez différents ; le 1^{er} dit « *Itaque ex auctoritate senatus latum ad populum est, ne quis templum aram iniussu senatus aut tribunorum plebei partis maioris dedicaret* » ; Cicéron de son côté : « *Video enim esse legem veterem tribuniciam quæ vetat, iniussu plebis aedes, terram, aram consecrare* ». M. Bouché Leclercq (*Dictionnaire des Antiquités*, V^o Pontifices, p. 572 n^o 4) a déjà remarqué les différences : plébiscite, ou loi ?). Quant à l'opinion émise par Marquardt (*Le culte chez les Romains*, I page 323) qui tente de concilier les textes en affirmant que l'autorisation de consacrer fut d'abord donnée par le Sénat, puis par le peuple, elle n'explique pas la différence des textes et ne donne pas d'explications sur les questions d'origine et surtout de date.

rituelles qui désormais étaient inopérantes pour celui qui n'avait pas qualité pour les prononcer. C'était précisément le cas dans l'espèce qui avait été soumise à P. Mucius telle que nous le rapporte Cicéron ; la Vestale Licinia ayant consacré un autel sans y avoir été autorisée par le peuple, la consécration était nulle au jugement de Scævola. On le voit, bien avant l'époque qui nous occupe, les Romains, dans ce Droit religieux pourtant si formaliste, connaissaient la nullité d'un acte pour « *illicéité* », malgré l'observation des formes. Il ne faut pas oublier en effet que les Pontifes devaient nécessairement prêter leur concours à ces consécérations (1), or la validité n'en est pas pour cela assurée : c'est en vertu d'un principe supérieur aux pratiques mêmes de la Religion que la nullité se produit ; cette nullité existe d'ailleurs de plein droit, il suffit simplement de la constater officiellement : il n'y a pas eu de consécration en droit et aucune cérémonie, aucune *profanatio* ne sera nécessaire pour rendre au propriétaire de la chose consacrée son droit sur sa chose.

A priori, il est peut-être difficile d'admettre que cette loi *Papiria* qui aurait créé ce nouvel état de choses soit si ancienne : les Romains, de si bonne heure, connaissaient-ils des exceptions à leur formalisme si étroit, et cela dans une matière toute de tradition et de méticuleuse observance ? Aussi Bauduin a-t-il émis l'avis que cette loi n'aurait été proposée que plus tardivement, en 623/131 : à cette date C. Papirius Carbo fut tribun de la plèbe (2). Pour Bauduin ce serait donc seulement à l'époque de

(1) Cicéron le dit lui-même au *pro domo* (45).

(2) Sous le Consulat de C. Sempronius et M. Aquilius, dit Bauduin.

P. Scævola que cette nouvelle tendance se serait fait jour ; sans doute cette opinion est très tentante, elle correspondrait bien avec ce que nous savons des tendances de cette époque du dernier siècle de la République. Mais outre que c'est une simple hypothèse (1), nous ne pouvons guère l'adopter, car des faits antérieurs à 623 témoignent de l'existence déjà de prescriptions du genre de cette loi Papiria (2). Par suite, il est difficile de conclure de façon ferme à une innovation sur ce point dans les idées romaines à l'époque des Scævola, au VII^e siècle de Rome.

Si nous quittons le domaine du sacré pour le domaine voisin du *religieux*, nous trouvons aussi quelques interventions de P. Mucius, le père de notre jurisconsulte. Les principaux lieux religieux (3) étaient constitués par les tombeaux. Pourquoi une marque particulière de respect

(1) Ce C. Papirius n'est d'ailleurs pas connu de façon très sympathique : cf. PAULY, *Papiria gens* et en particulier la citation extraite de Cicéron, *de legibus* III, 16 « *Carboni... seditiosi atque improbi civis...* »

(2) D'ailleurs Tite Live (18, 46) comme Cicéron (55) en parlent comme d'une loi ancienne. « *legem veterem tribuniciam* » dit Cicéron en particulier.

Cicéron, *pro domo*, 50, cite explicitement des cas où l'on a respecté la loi Papiria : consultation du censeur Cassius sur la consécration de la statue de la Concorde en 600/154, sous le grand pontificat de M. Æmilius. Faudrait-il croire qu'il s'agissait du grand père de C. Papirius cité par Bau-
duin et qui fut prêtreur pérégrin en 504 (Liv. XLIV, 21) ? c'est une pure hypothèse. En réalité nous ne savons rien sur le Q. Papirius dont parle Cicéron.

(3) Sur la différence entre *religiosus* et *religens*, Aulu Gelle (*Nuits Attiques*, IV, 9), rapporte un vers cité et commenté par le grammairien Nigidius Figulus : « *religentem esse oportet, religiosus nefas* ». Il en résulte que la différence entre les deux mots consisterait en ce que *religiosus* comme tout mot en *osus* indiquerait un excès, *religiosus* signifierait superstitieux. Aulu Gelle blâme au contraire cette interprétation. Dalmasso (*Atti della Accademia della Scienza di Torino*, 1922-1923, p. 80) estime qu'entre les deux mots il n'y eût qu'une différence chronologique d'usage, le second (*religiosus*) ayant supplanté le premier. Et si tous les deux indiquent l'abondance de la piété cela ne voudrait pas dire l'excès,

religieux donnée aux tombeaux ? c'est qu'ils sont habités par des dieux mânes ; mais, comme on l'a fait remarquer (1), ils n'avaient pas été rangés au nombre des lieux sacrés au même titre que les temples des autres dieux parce que, par sa nature même, le culte des morts était quelque chose d'essentiellement privé ; ce n'était pas un culte public et national.

Les Pontifes étaient cependant les gardiens et les défenseurs des droits des mânes comme ils l'étaient des autres Dieux ; au point de vue pratique, nombre de questions leur étaient posées sur le culte à rendre aux morts et les observances à suivre envers les mânes ; ce devait être, pratiquement, l'un des principaux objets des *responsa* donnés par les Pontifes.

Sur ce culte à rendre aux mânes, l'une des premières questions concerne les règles à observer sur les funérailles et l'ensevelissement ; des cérémonies spéciales étaient prévues et ordonnées selon un rite du Droit pontifical. C'est ainsi qu'il était obligatoire de faire reposer dans la terre, dans un tombeau, le corps du défunt. La jurisprudence pontificale avait dû interpréter dans le sens large ces prescriptions lorsque l'usage de la crémation s'était répandu à Rome ; usant de subterfuges, elle avait admis que le rite pontifical serait satisfait lorsqu'un ossement serait enterré (on coupait un doigt ou on retirait un ossement des flammes pour l'enterrer avec le cérémonial exigé) et la jurisprudence déclarait le Droit respecté dès lors qu'une partie quelconque du cadavre était recouverte de terre (2). Mais des cas de conscience se posaient et l'un

(1) BOUCHÉ LECLERCQ, *op. cit.*, p. 148.

(2) Cette jurisprudence avait d'ailleurs donné lieu à deux cérémonies distinctes célébrées par la famille qui provoquèrent des exagérations somptuaires : les pontifes durent se préoccuper de limiter l'appareil pom-

d'eux fut soumis à P. Scævola. Cicéron nous le rapporte au *de legibus* (1), ainsi que la réponse qui fut faite par le Pontife :

Itaque in eo, qui in nave necatus, deinde in mare proiectus esset, decrevit P. Mucius familiam puram, quod os supra terram non extaret porcam heredi esse contractam, et habendas triduum ferias, et porco femina piaculum pati ; si in mari mortuus esset, eadem præter piaculum et ferias.

Le cas est net : le rite oblige la famille à enterrer un ossement du défunt ; que se passe-t-il donc si une personne est mise à mort à bord d'un navire et que, soit par inadvertance, soit par impossibilité, le cadavre tout entier ait été jeté à la mer ? Comment sera-t-il possible de satisfaire à l'obligation de l'enterrement ? Par une interprétation ingénieuse, P. Mucius donne la solution qui était d'ailleurs nécessaire pour apaiser la conscience inquiète des parents et des survivants : ce que la loi ne veut pas, en somme, dit-il, c'est que le cadavre demeure *supra terram*, mais dans le cas de conscience qui est posé, le cadavre n'est pas demeuré *supra terram* ; dès lors la famille est *pura*, c'est-à-dire qu'elle peut participer aux cérémonies publiques, à la vie juridique de Rome ; elle n'a qu'à faire un sacrifice expiatoire et consacrer trois jours de fêtes à la mémoire du défunt (2). Et s'il est mort en mer ajoute Mucius,

peux des funérailles et de défendre de les déployer à l'occasion de l'inhumation après la première cérémonie. Dès la rédaction des XII tables, les Pontifes avaient dû modérer l'ostentation. (Bouché Leclercq, *op. cit.* p. 15 et suiv.) Une exception était d'ailleurs faite pour les citoyens morts à l'étranger ou sur les champs de bataille : la parcelle de leur corps ramenée au tombeau familial avait droit à tous les honneurs funèbres.

(1) *De legibus*, II, 22. Cicéron dans ce passage et dans ceux qui suivent indique les rites des funérailles.

(2) Vraisemblablement pour expier le meurtre, la mort violente criminelle. Il faut signaler que le texte a une variante dans plusieurs éditions.

d'après Cicéron, il en est de même mais il n'y a pas lieu à sacrifice ni à fêtes.

Si ce *responsum* témoigne de la superstition des Romains attachés à la forme et à la lettre des prescriptions, se demandant comment ils pourraient considérer leur parent défunt comme *inhumé*, alors que tout son corps est dans la mer, on saisit au contraire la manière de Mucius. Il s'élève au-dessus de la lettre et interprète l'esprit de la loi... d'ailleurs par une interprétation subtile : *quod os supra terram non exlaret* permettant de considérer comme remplie l'obligation d'inhumer. Il est bon d'observer que cette interprétation devait faire place à une autre, qui n'existait pas encore du temps de Mucius — le *responsum* précédent en témoigne — il s'agit du simulacre d'inhumation pour ceux que le mort avait ravis en entier (1) : le cénotaphe devint un véritable sépulcre. L'extension jurisprudentielle

Dans celle de la Bibliothèque latine française de Panckoucke, (le *de legibus* traduit et commenté par Charpentier) le texte est modifié ainsi : « *non exlaret* : CONTRA, *porcam heredi esse contractam, etc...* » Ce *contra* modifierait beaucoup le sens, le texte indiquerait que du fait qu'il ne reste aucun os sur terre la famille est pure *ipso facto*, sans qu'elle eût aucune cérémonie à célébrer ; dans le cas contraire (c'est-à-dire s'il demeurait un os) elle devrait des sacrifices expiatoires. Mais il faut observer que cela ne signifierait pas grand chose, car du moment, qu'il reste un os sur terre, que la famille le sait, le cas de conscience ne se pose pas : elle est obligée à l'inhumation. Et la fin du texte se comprend bien difficilement, on ne voit pas ce que veut dire Cicéron avec ses cérémonies identiques à celles du cas précédent, moins les fêtes et l'expiation... que reste-t-il alors ?

Bauduin signale une autre restitution du texte : « *quod os supra terram non extra portam heredi esse* ».

On sait, à propos de *familia pura*, que tant que les cérémonies prescrites pour l'inhumation n'avaient pas été accomplies, la famille était considérée comme impure et qu'elle ne pouvait participer aux réjouissances publiques ; la purification des héritiers s'opérait par le sacrifice d'une truie.

(1) Cf. BOUCHÉ LECLERCQ, *op. cit.*, p. 153. Il cite Serv. *Aen.* VI, 366 « Terra

devenait encore moins littérale : ce rite fut dès lors obligatoire.

A propos des lieux sacrés et religieux, il n'est peut-être pas sans intérêt de signaler que d'après un fragment de Pomponius, extrait du 26^e livre de son ouvrage *ad Q. Mucium* (D., XI, 7, 36) ces lieux cessent de posséder leur qualité de *sacer* ou de *religiosus* lorsqu'ils sont pris par les ennemis ; lorsqu'ils sont libérés du joug de l'ennemi le droit de *poslliminium* trouve là une application qui leur rend leur premier état :

Cum loca capta sunt ab hostibus omnia desinunt religiosa vel sacra esse, sicut homines liberi in servitulem perveniunt ; quod si ab hac calamitate fuerunt liberata, quasi quodam poslliminio reversa pristino statui restituuntur.

Ce droit est vraisemblablement celui du temps de Mucius ; le fragment précédent est d'ailleurs intéressant à rapprocher d'un autre, extrait de Paul, liv. 27 *ad edictum prætoris*, au D. XLVII, 12, 4 duquel il résulte que les tombeaux des ennemis ne sont pas des *res religiosæ* pour les Romains (1). Nous pouvons en conclure notamment que la distinction des *loca sacra, sancta, religiosa* concerne uniquement, comme nous pourrions nous en douter, les choses romaines. S'il en est ainsi du temps de Paul, à plus forte raison devait-il en être de même au temps des Scævola.

Une autre question d'ordre pratique va nous permettre

autem iniectu secundum pontificalem ritum poterat fieri et circa cadavera et circa abstentium cadavera corpora quibusdam sollemnibus sacris ».

(1) Ce rapprochement est fait par Dr MARZO, *op. cit.* sur le fragment 36 au D., XI, 7, sans commentaire d'ailleurs. Bauduin signalait déjà cette perte de la qualité de *religiosus* pour une chose tombée sous la puissance ennemie. Cette règle provient-elle d'une subtilité faite pour éviter le deshonneur aux dieux d'être prisonniers ? ou l'application des règles régissant le droit de cité pour les Romains eux-mêmes ?

de connaître les tendances de Q. Mucius lui-même : il s'agit de l'observation des fêtes.

L'observation de ces fêtes était l'un des devoirs de conscience les plus tyranniques pour les âmes scrupuleuses (1). Ces fêtes consistaient en des jours signalés à la dévotion publique pour les sacrifices ; ils étaient enlevés à la vie active pour être exclusivement consacrés aux exercices religieux. A l'origine, ils différaient essentiellement des jours de fastes (*fasti dies*) qui faisaient la part des hommes en leur procurant des réjouissances égayant leurs loisirs ; les jours fériés au contraire étaient exclusivement un hommage rendu aux dieux ; par la suite ils ne furent plus simplement que l'obligation au repos.

Or, au sens propre, cette obligation au repos, si la religion avait tenu à Rome autant de place que chez les Hébreux, elle aurait signifié un repos complet et absolu. Mais l'interprétation des Pontifes se chargea, là encore, d'adoucir l'obligation et de ménager une transition entre « l'utilité de la religion et la religion de l'utilité (2). » C'est ainsi que les œuvres pies furent permises d'abord et très facilement puisqu'elles n'allaient pas contre le but de l'observance qui était d'honorer les dieux ; les nécessités de la vie matérielle furent admises également et c'est précisément à l'époque de Q. Mucius que la question de l'élargissement des tendances fut discutée. Un consultant avait posé la question à notre Pontife d'une façon précise ; dans le *responsum* donné à cette occasion comme les Pontifes avaient coutume de le faire ainsi que les jurisconsultes, Scævola nous apprend sa doctrine et sa tendance. Ce

(1) Cf. BOUCHÉ-LECLERCQ, p. 113, *op. cit.*

(2) BOUCHÉ-LECLERCQ, p. 118.

responsum nous est connu d'après Macrobe, dans ses *Saturnales* (1).

Scævola... consullus, quid feriis agi liceret, respondit : quod præter missum noceret : [si bos in specum decidisset eumque pater familias adhibitis operis liberasset, non est visus ferias polluisse, nec ille qui trabem lecti fractam fulciendo ab imminente vindicavit ruina.]

La deuxième partie du texte semble bien avoir été ajoutée et ne pas faire partie du *responsum* de Mucius (2) : nous reconnaissons facilement en effet le passage similaire de l'évangile de saint Mathieu (3) ; cette similitude est trop frappante pour qu'à la suite de Bremer nous ne doutions pas de l'authenticité de cette partie du texte de Macrobe ; il est fort probable qu'il ne s'agit là que d'un commentaire d'un interprète ultérieur, sans doute de Macrobe lui-même (4). Peu importe d'ailleurs au surplus ; les exemples donnés de travaux d'une nécessité évidente ne font qu'illustrer le principe même de la réponse donnée par le Pontife. Ce que nous pouvons tirer de ce *responsum* c'est la tendance de Mucius à s'écarter de l'interprétation littérale des prescriptions religieuses ; il les entend d'une façon intelligente. Il est bien évident, d'autre part, que ce *responsum* peut s'entendre de façon plus ou moins large, il est donné sous une forme ambiguë propre elle-même à diverses interprétations, et on l'entendit de plus

(1) I, 16 § 11.

(2) Signalé déjà par BREMER, *jurisp. antehad*, I, p. 57.

(3) SAINT MATHIEU, 12, 11.

(4) Il est intéressant tout de même de souligner cette similitude des exemples donnés, l'un par un auteur latin, l'autre par un auteur de l'orient palestinien. Il est fort probable que le rapprochement a été fait par Macrobe lui-même ; sinon il serait curieux de savoir s'il s'agit d'un de ces apologues communs à l'orient dont les commentateurs des Mucius, auraient été imprégnés au contact de la Grèce et de la civilisation du proche orient,

en plus largement ; la barrière qui séparait les choses qu'il était absolument nécessaire et indispensable d'accomplir de celles qui étaient simplement utiles fut vite franchie ; c'est ainsi que les travaux de quasi repos pour les agriculteurs furent tolérés les jours de férie, il ne s'agissait plus simplement de sauver son bœuf tombé dans un puits (1).

Un autre adoucissement avait été assez rapidement apporté à la prohibition du travail les jours de fêtes : certains travaux étaient permis après un sacrifice expiatoire offert par le contrevenant.

Mais il est intéressant de voir le rôle joué par Mucius dans une obligation voisine de celle que nous venons de voir. Le repos, et l'absence de travail qui étaient imposés par le Droit pontifical lors de la célébration des fêtes, étaient sanctionnés par des amendes au dire de Macrobe ; les Pontifes ne s'étaient pas bornés à prescrire : ils avaient joint la peine à la défense. Là encore Mucius s'est efforcé de donner une interprétation intelligente dans l'imposition de la peine ; cette fois c'est l'intention qu'il va prendre comme *critérium* de la décision à donner dans chaque cas. Deux textes, l'un de Varron et l'autre de Macrobe nous renseignent sur cette opinion de notre auteur. Le texte de Macrobe précède d'ailleurs celui que nous venons d'examiner sur l'observance des fêtes (2).

(1) Cf. dans l'ouvrage de BOUCHÉ LECLERCQ, des exemples nombreux (p. 119 et 120). Une chose curieuse à signaler est la subtile distinction qui paraît avoir été maintenue, d'après le principe posé par le Droit pontifical, que les travaux exécutés au-dessus de la terre pouvaient seuls être tolérés. C'est ainsi, d'après Macrobe, que les Romains tiraient de là qu'on ne devait pas creuser de nouveaux fossés tandis qu'il était licite de nettoyer les anciens.

(2) Cf. ci-dessus page 93.

Varron (*de lingua latina*, VI, 4, § 30) : *Prætor qui tum (scilicet diebus nefastis tria verba) falus est, si imprudens fecit, piaculari hostia facta piatur, si prudens dixit, Q. Mucius aiebat* (1) *eum expiari ul impium non posse.*

Macrobe, aux Saturnales, I, 16, 10, parle d'une façon plus générale : *præter nullam vero affirmabatur eum, qui talibus diebus (scilicet feriis) imprudens aliquid egisset porco piaculum dare debere, prudentem expiari non posse Scævola pontifex affirmabat.*

Ces deux textes se rattachent au cas dont nous parlions précédemment, du repos à observer les jours de fêtes. D'ailleurs dans le passage qui précède celui que nous venons de citer, Macrobe expliquant ce qu'étaient les fêtes exposait que tout travail était interdit ce jour-là, sous peine d'amende. Mais il en arrive à se poser la question de savoir ce qui se passe si le contrevenant a agi sans malice, sans savoir qu'il était dans un jour férié. Dans ce cas, répond-il, en s'appuyant sur l'opinion de Q. Mucius, le contrevenant peut se faire pardonner : il n'aura qu'un sacrifice expiatoire — d'une truie — à offrir. S'il avait agi en connaissance de cause au contraire, la situation serait plus grave : ne pouvant pas faire expiation, le coupable resterait en quelque sorte excommunié. L'exemple donné par Varron, qui n'est qu'un cas particulier du même *casus*, concernait le prêteur qui prononce les *tria verba*, il confirme les deux solutions, sous le nom et l'autorité de notre Scævola : les jours de fêtes, en effet, de même que tout travail était interdit, le prêteur ne pouvait aller à son

(1) En rapportant ce texte dans la série des textes relatifs à Q. Mucius, BREMER (*op. cit.* p. 57) signale les divergences sur le mot *aiebat* qui est parfois remplacé par *abiebat* (cod. F.) et même *ambiebat* (Lætus).

tribunal ni prononcer les *tria verba*, c'est-à-dire la formule *do, dico, addico*.

Plusieurs remarques découlent de ces deux textes : nous y voyons le rôle important qui est attribué à l'intention ; le juriste se découvre plus profond qui recherche la volonté de la personne qui a agi. N'y a-t-il pas là une préoccupation d'ordre moral sur la responsabilité ? L'*impius* qui a enfreint les prescriptions ne peut attendre la clémence des dieux qu'il a offensés, il ne peut attendre l'indulgence des Pontifes sur la peine qu'il a méritée ; alors que le distrait, par un sacrifice expiatoire, peut mettre sa conscience en repos. Il serait peut-être exagéré cependant de chercher dans ce *responsum* la trace de l'influence stoïcienne ; la qualification d'*impius* qui est donnée par Varron est en effet caractéristique, de même que l'opposition faite avec le coupable qui agit simplement comme un *imprudens* sans être un *impius*. L'*impius*, celui qui a agi en connaissance de cause, avec intention de violer la loi, celui-là ne peut se purifier, sa faute est ineffaçable.

Une autre idée pourrait être soulevée par ces textes, mais elle est plus hypothétique ; elle repose sur des variations dans les éditions qui portent parfois à la place d'*affirmabat* dans le texte de Macrobe le mot *ambigebat* (1).

Si Mucius était moins affirmatif et s'il « doutait » de l'expiation possible pour l'*impius*, il faudrait en tirer cette conclusion probable que notre Pontife était enclin à l'indulgence, même pour le coupable d'intention : cela

(1) De même, dans le texte de Varron, au lieu de *aiebat* certains auteurs lisent *abigebat* ou même, aussi, *ambigebat*. cf. page 95, note 2.

semble difficile à admettre d'après l'opinion si nette qu'exprime Cicéron au *de legibus* (1), à une époque encore plus tardive que celle de Mucius et davantage encline à l'interprétation libérale et intelligente des prescriptions. Il semble donc qu'il faille maintenir le *affirmabat*. D'ailleurs, de toute façon, la recherche de l'intention existe dans la pensée de Mucius, quelle que soit la forme que nous adoptions ; elle aboutit simplement à une réponse moins nette dans la variante.

La religion romaine était une religion toute traditionnelle. D'autre part les Pontifes, étant les gardiens de ces traditions, avaient la charge de l'annonce des fêtes ; par suite ils étaient en même temps les rédacteurs du calendrier qui publiait les jours fastes et néfastes. C'est encore à leur rôle de gardiens des traditions que se rattache la rédaction des Annales, commentaires de ces calendriers : d'abord appendice non officiel des fastes, ces annales ne contenaient que les observations qui pouvaient aider les pontifes à régler le calendrier dans l'avenir ; plus tard ces annales continrent d'autres renseignements historiques et, à partir du milieu du ^v^e siècle, elles furent tenues régulièrement jusqu'au pontificat de P. Mucius, le père de Quintus (2). Ce pontife jugea inutile de poursuivre une chronique sans valeur dès lors qu'il existait une Histoire que

(1) CICÉRON, au *de legibus*, II, 10, commente d'ailleurs d'une façon intéressante cette idée : la loi veut que l'on s'approche des dieux avec pureté, et pureté d'âme ; et, insistant sur cette idée, il déclare que si la pureté du corps est recommandée, la pureté d'âme — d'intention — est encore plus précieuse ; car, ajoute-t-il, les souillures du corps peuvent s'effacer mais « *animi labes nec diuturnitate evanescere, nec amnibus ullis elui potest.* »

(2) CICÉRON nous l'apprend au *de oratore*, II, 15, 52.

Polybe et Caton avaient répandue en Italie. Il est probable que ce fut ce même P. Mucius qui publia à ce moment, en 80 livres, l'œuvre de ses devanciers : jusqu'à lui en effet ces annales étaient conservées secrètes dans la maison du grand pontife. Le texte des documents pontificaux aurait été ainsi définitivement fixé par son édition. A l'époque où cette publication s'opéra, ces documents intéressaient trop peu le public pour qu'on fut tenté de procéder à des interpolations ; la publication dut être authentique (1).

En dehors de ce rôle de gardiens de la religion nationale, nous venons de voir que la protection des traditions romaines avait amené les Pontifes à s'occuper de choses purement profanes comme la rédaction du calendrier ou la rédaction d'annales. Mais la vie juridique des Romains étant pénétrée dès son origine d'idées religieuses, les Pontifes avaient aussi été amenés à s'occuper du Droit civil lui-même. Les actes de la vie civile intéressaient d'ailleurs la religion puisque cette religion était intéressée au maintien des *Sacra*, des dieux familiaux ; cet intérêt explique l'ingérence des Pontifes dans la vie de la famille, dans les actes du droit familial : ils avaient à maintenir la transmission des *sacra*, naturelle ou artificielle ; cela explique l'ingérence des Pontifes dans les mariages, les adoptions, les dispositions à cause de mort. Nous avons ainsi une explication du caractère religieux de la *confarreatio*, de l'*adrogatio*, du testament.

Mais une autre idée se fait jour quand on étudie les institutions romaines. A une certaine époque l'esprit séculier envahit le collège des Pontifes ; les premiers jurisconsultes s'étaient formés dans le sein de ce collège ; les Pontifes

(1) BOUCHÉ LECLERCQ, *op. cit.*

avaient été les premiers consultants, ; ayant à intervenir dans les actes juridiques importants et aussi dans la procédure tant que les formules des *legis actiones* furent entre leurs mains, c'était naturellement les Pontifes que les particuliers allaient consulter lorsqu'ils étaient embarrassés par un point de Droit.

Mais depuis la sécularisation du Droit, depuis la vulgarisation des formules d'actions en particulier, c'est le collège des Pontifes qui, à son tour, attire les jurisconsultes laïques : ces derniers ont tendance à considérer le Droit pontifical comme un complément du Droit civil ; ce sont des jurisconsultes qui entrent dans le collège des pontifes : c'est en tout cas ce qui se produit pour les Scævola.

Seulement on aperçoit le danger : des inconséquences risquent de se produire dans le rôle des pontifes civilistes : Cicéron regrette, dit-il, de trouver chez les Scævola l'antagonisme de deux sciences qu'ils se souciaient plus d'étendre que de concilier ; le reproche est plus grave encore, car Cicéron accuse les Scævola — nous verrons si c'est avec raison — de détruire le Droit pontifical par le Droit civil (1).

Il nous faut donc examiner comment, à l'époque des Scævola, on a tendance à se servir du Droit civil à l'encontre du Droit pontifical ; cela nous permettra de voir quelle est la répercussion du Droit civil sur le Droit pontifical ; nous verrons combien les Scævola ont joué un rôle important à cet égard.

(1) CIC., *de legibus*, II, 21.

CHAPITRE III

L'INFLUENCE DU DROIT CIVIL SUR LE DROIT PONTIFICAL A L'ÉPOQUE DES SCÆVOLA. — LA QUESTION DES SACRA.

Nous avons dit que les Pontifes avaient à intervenir dans nombre de questions du Droit civil en un temps où la Religion, intimement mêlée à chaque acte de la vie des citoyens, l'était plus encore dans les actes importants ; cette ingérence s'expliquait, notamment, par le devoir qu'avaient les Pontifes de veiller au maintien des familles, au maintien du culte, des *sacra* (1).

Qu'étaient-ce donc que ces *sacra* ? Ce substantif désigne les cérémonies du culte et par extension les cultes eux-mêmes. Il en est différentes catégories et parmi celles qui intéressent les Romains, les *sacra romana*, on distingue encore les *sacra privata* et les *sacra publica*. Laissant de côté ces derniers qui concernent, comme leur nom l'indique, les cultes des dieux publics, nous ne nous occuperons ici que des *sacra privata* : d'ailleurs c'est de ces derniers dont les auteurs veulent parler lorsqu'ils emploient le mot *sacra* sans épithète, c'est d'eux en particulier dont parle Cicéron au *de legibus*.

Il est difficile de vouloir donner une définition précise du mot, car les anciens se bornent à classer les différentes

(1) Cf. *Dictionnaire des Antiquités*, V^o *sacra*, article de M. J. Toutain. Cf. LIV. I, 20. MACROBE, *Saturnales*, I, 16, 4. PAULY WISSOVA, V^o *sacra*.

sortes de *sacra privata* (1) : ceux qui concernent les hommes en particulier, ceux des familles, enfin ceux des *gentes*. Du point de vue de l'Etat, c'est le maintien des familles et des *gentes* qui l'intéresse. Par suite les *sacra* dont il veut assurer la protection sont ceux des *gentes* (*sacra gentilicia*) confondus d'ailleurs à cette époque avec les *sacra familia*. Il s'agit donc des fêtes célébrées en l'honneur des divinités domestiques, lares et pénates, ainsi que des défunts de chaque famille. Le prêtre de ces fêtes est le *pater familias*. L'importance de ces fêtes n'est pas niable : les *sacra* forment, a-t-on dit (2), l'un des facteurs essentiels de l'unité gentilice ou familiale, ils constituent le lien le plus étroit entre les vivants et les ancêtres : « c'était à « l'occasion de ces *sacra*, autour du lieu où ils se célébraient, « qu'apparaissait sous une forme concrète l'unité présente « et passée de la *gens* ou de la *familia*, en particulier « dans le mariage et dans la transmission héréditaire (3) ».

Par les *iustæ nuptiæ*, en effet, on sait que la femme participait aux *sacra* de son mari ; d'autre part la charge de la célébration de ces *sacra* se transmettait de génération en génération jusqu'à l'extinction complète de la famille, de la *gens*. Les Romains mettaient un grand honneur à ne pas laisser s'éteindre ce culte familial et ainsi s'explique la recherche artificielle d'un successeur légal de ce culte par l'adoption.

Cette importance des *sacra* se comprend facilement ; en effet cet attachement des Romains aux *sacra* familiaux est très naturel chez un peuple si attaché aux coutumes ances-

(1) Cf. FESTUS, par exemple : *privata sacra, quæ pro singulis hominibus, familiis, gentibus fiunt*.

(2) Article précité du *Dictionnaire des Antiquités*.

(3) *Eod. loco*.

trales (1). De cet intérêt de l'Etat dans le maintien des *sacra privata* résultent les prescriptions que Cicéron énumère au *de legibus* et en particulier celle-ci qui résume le but poursuivi par l'Etat : *sacra privata perpetua manento* (2). De même qu'ils étaient les gardiens des *sacra publica*, des cérémonies et du culte des dieux nationaux, il était naturel de voir le soin de la surveillance des *sacra privata* incomber aux Pontifes.

Examinons donc quelles règles les Pontifes avaient établies pour assurer la fidélité de ce culte, et quelles étaient les personnes frappés de cette obligation. A mesure en effet que le respect des traditions diminuait, les personnes soumises à ce devoir tentèrent de s'y soustraire. Par suite, les Pontifes durent employer des mesures pour remédier à ces défaillances. Enfin nous verrons l'attitude des Scævola dans cette question, et les réformes opérées par eux dans cette matière.

Tant que les mœurs et les idées romaines furent intactes la question de l'obligation aux *sacra* ne devait, semble-t-il, présenter aucune difficulté : le culte dû à ces dieux familiaux était considéré surtout comme un honneur : les successeurs du nom, ceux qui tenaient la place du *pater familias*, héritaient de l'honneur d'assurer le culte par là même qu'ils héritaient des droits de ce *pater familias*, et qu'ils le remplaçaient. C'est en ce sens, semble-t-il, que l'on pourrait

(1) Cicéron lui-même ne parle-t-il pas avec émotion de sa petite patrie où se trouvent ses *sacra*, ses parents, les souvenirs de ses ancêtres : cf. *de legibus*, II, 1 : « *hinc enim orti stirpe antiquissima sumus ; hic sacra, hic genus hic maiorum multa vestigia... quare inest nescio quid, et latet in animo ac sensu meo, quo me plus hic locus fortasse delectet* »...

(2) *De legibus*, II, 9 ; et encore : *deorum manium iura sunt. Hos lato datos divos habento*. Cette ingérence de l'Etat explique également le droit appartenant aux censeurs de punir la négligence des *sacra privata*. Cf. CICÉRON, *de divinatione*, I, 16.

dire que les *sacra* étaient une conséquence de l'hérédité, (on ne peut pas encore, comme on le fera plus tard, dire une charge), aucune difficulté sérieuse ne devait se présenter en pratique.

Mais le culte des *sacra* entraînait des obligations assez minutieuses ; il entraînait aussi des frais ; et il arriva un moment où l'on eût tendance à faire des *sacra* une charge non plus de l'hérédité au sens moral (hérédité du sang ou de la loi) mais une charge des biens même de l'héritage, un passif de la succession. Celui qui recueillait la fortune, en même temps qu'il était tenu des dettes, était tenu des obligations religieuses : les unes comme les autres découlaient du titre de successeur aux biens, de successeur à la *pecunia*.

Ce furent naturellement les pontifes qui posèrent les règles de dévolution de cette charge des *sacra* ; Cicéron nous le dit très nettement, et, en effet, c'était bien leur rôle (1). Ce furent les prédécesseurs — et non immédiats — des Scævola qui durent édicter ces règles : *nam illi*, écrit Cicéron (2), *quidem his verbis docebant tribus modis sacris adstringi : hereditate, aut si maiorem partem pecuniæ capiat, aut si maior pars pecuniæ legata est, si inde quippiam ceperit...* »

(1) Si ce fut sous forme de loi civile ou sous forme de contrainte sacrée, la question est discutée : cf. BONFANTE, *Scritti giuridici*, I, p. 236-237 ; la question est du reste secondaire à notre point de vue ; l'essentiel est qu'il y eut obligation sanctionnée par le Droit romain ; et d'ailleurs les Pontifes avaient le pouvoir d'édicter des règles sur ces questions religieuses.

(2) *De legibus* II, 20 : *illi* se rapporte aux prédécesseurs des Scævola. Cette première réglementation serait même assez ancienne si on la rattache à Ti. Coruncanus, le premier grand pontife plebeien (mort en 511/243) ; mais, ainsi que le fait justement remarquer M. J. Lambert dans sa thèse sur la règle catonienne, p. 123, Cicéron ne cite vraisemblablement Coruncanus que comme étant le plus célèbre des pontifes anciens, le même Cicéron disant simplement que la première règle était celle des grands pontifes anciens, et que les Scævola ont réformé cette règle et posé une nouvelle doctrine.

Cette obligation attachée désormais aux biens entraînait avec elle des conséquences : les *sacra* n'étaient plus attachées à la succession en vertu des liens du sang ; par suite des étrangers à la famille se trouvèrent chargés d'assurer le culte de dieux lares qui ne leur étaient liés par aucune parenté.

Une fois entrés dans cette voie, les Pontifes ne devaient pas s'arrêter. Puisque les *sacra* faisaient partie du passif en quelque sorte, il devenait logique de faire supporter cette charge par *tout successible*. Précisément c'est ce qui se produisit à l'époque de notre Quintus Mucius qui opéra un nouveau classement des personnes assujetties à l'obligation des *sacra* : Cicéron, au même endroit, nous apprend quelle fut la réforme opérée par Mucius (1). Cicéron nous explique, en effet, qu'une fois le principe posé que l'obligation des *sacra* serait dévolue à celui qui hériterait des biens du défunt, des questions pratiques nombreuses se présentèrent à résoudre (2) ; la première était de déterminer le classement des assujettis ; Mucius opéra une refonte de ce classement de la façon suivante :

Heredum causa iustissima est : nulla enim persona, quæ ad vicem eius, qui e vita emigraverit, propitius accedat.

Deinde, qui morte testamentove eius tantumdem capiat, quantum omnes heredes. Id quoque ordine est enim ad id, quod propositum est, accomodatum.

Tertio loco, si nemo sit heres, is, qui de bonis, quæ eius fuerint, cum moritur, usu ceperit plurimum possidendo.

(1) De legibus, loco citato.

(2) Hoc uno posito, hæc iura pontificum auctoritate consecuta sunt, ut ne morte patris familias sacrorum memoria occideret, iis essent ea adiuncta, ad quos eiusdem morte pecunia venerit. Hoc uno posito, quod est ad cognitionem disciplinæ satis, innumerabilia nascuntur, quibus implentur iuris-consultorum libri. Quæ untur enim, qui adstringantur sacris.

Quarlo, si nemo sit, qui ullam rem ceperit, de creditoribus eius, qui plurimum servet.

Extrema illa persona est, ul, is, qui ei, qui mortuus sit, pecuniam debuerit, neminique eam solverit, perinde habeatur, quasi eam pecuniam ceperit.

C'est donc, d'après la doctrine de Quintus Mucius (1), l'héritier qui est d'abord tenu en premier lieu.

Puis, à défaut d'héritier, celui qui prend la *maior pars* de la succession. Il faut remarquer la différence de formules employées par Scævola et par les Pontifes antérieurs : les anciens obligeaient simplement celui qui prend « *maiorem partem pecuniæ* » (2), Scævola spécifie : celui qui prend « *tantumdem quantum omnes heredes* » ; dans un cas comme dans l'autre il s'agit du légataire partiaire, mais depuis la loi Voconia le legs d'une quote part supérieure à la moitié était interdit.

En troisième lieu, à défaut d'héritier ou de légataire partiaire, (assimilé à l'héritier), est tenu celui qui usucape les biens héréditaires, le bénéficiaire de l'*usucapio pro herede*. Il est inutile de remarquer que l'*usucapio pro herede* provenait pour une grande part de la même nécessité de ne pas laisser les *sacra* sans culte (3).

(1) Des auteurs (Bremer) ont supposé que c'était dans son ouvrage du *ius civile* que Scævola traitait de cette question ; ils s'appuient pour cela sur le texte même de Cicéron : « quibus implentur jurisconsultorum libri ». C'est sur cet argument principalement que Bremer se fonde pour supposer, ainsi qu'on l'a vu (1^{re} partie, chapitre III) que Q. Mucius traitait du legs partiaire à propos du livre IV ou du livre V, sous la rubrique *familiæ erciscundæ* ?.. Bremer suppose d'ailleurs (p. 82) que Mucius aurait traité de l'obligation aux *sacra* de chacun des assujettis en divers endroits de son ouvrage, suivant les matières.

(2) Cf., page 103 *in fine*.

(3) Cette nécessité résulte de plusieurs causes, en particulier de l'intérêt pour les créanciers d'avoir un débiteur, et aussi de l'intérêt de ne pas laisser sans maître et sans culture des biens utiles.

Les deux dernières catégories d'assujettis sont intéressantes à souligner, elles témoignent de la subtilité d'esprit de celui qui les a inventées, Q. Mucius : elles comprennent le créancier qui recueillera le plus de profit de la succession et enfin le débiteur du *de cuius* qui n'ayant rien payé sera considéré comme ayant prescrit la somme qu'il devait : il est certain qu'en droit strict ces deux dernières catégories de contribuables qui ne sont nullement des héritiers du défunt ne sont pas non plus ses successibles ; mais Scævola s'attache au fait : ces deux catégories retirent tout de même un certain profit de la mort du *de cuius*, l'un puisque la mort du débiteur lui permet de récupérer partie de sa créance, l'autre parce qu'il frustre la succession en ne payant pas sa dette. Mucius fait de ces personnes des ayant cause du *de cuius* ; à ce titre, elles retirent un profit de la succession, Mucius les fait contribuer au passif religieux de cette même succession et il leur impose le culte des *sacra*.

Cette nécessité de recourir à de tels moyens indirects, si elle nous édifie sur l'habileté juridique de Mucius, n'est pas moins édifiante sur la tendance des Romains de cette époque à considérer avec assez peu de respect le culte des ancêtres : pour que la loi ait besoin de recourir à de tels subterfuges, il ne faut pas que les héritiers du sang se montrent enthousiastes à remplir leurs propres devoirs familiaux.

Et en effet cette charge des *sacra* semblait lourde aux contemporains des Scævola, la foi religieuse n'est plus très vive, le respect des ancêtres, s'il existe encore tout de même, n'est plus aussi ardent. On connaît la signification de bonheur sans mélange attribué à la locution « *hereditas sine sacris* » ; le génie inventif des personnes assujetties à cette obligation afin de s'en libérer n'est pas moins connu :

c'est encore Cicéron qui nous apprend en particulier que par des ventes faites à des vieillards on se débarrassait de ces *sacra* que les Romains des générations antérieures mettaient un tel honneur à ne jamais voir disparaître (1). Par ce dernier exemple on voit que les jurisconsultes savaient conseiller leurs clients, et leur suggérer les procédés qui leur permettraient de se débarrasser d'un fardeau gênant.

Précisément les Scævola furent du nombre de ces jurisconsultes : le même Cicéron, au *de legibus*, nous apprend en effet que Q. Mucius fut l'auteur de ruses semblables et qu'il mit au service des intérêts des particuliers sa science et son habileté juridiques. Cette habileté lui fit inventer plusieurs moyens de décharger des *sacra* des personnes assujetties à cette obligation ; il nous faut les examiner l'un après l'autre.

Les légataires partiaires étaient peu soucieux de rendre des hommages et de faire les frais d'un culte à des morts qui souvent ne leur étaient pas liés par le sang : or, on vient de voir que la loi pontificale les soumettait aux obligations du culte. Q. Mucius lui-même va leur suggérer les moyens d'échapper à l'obligation.

Un premier procédé repose sur l'étendue de la quotité héréditaire recueillie par le légataire partiaire : pour qu'il soit tenu du culte, le légataire doit avoir une part égale à celle de tous les héritiers ensemble ; si donc, pour une raison quelconque, ce légataire recueille moins qu'eux, il ne sera pas tenu de l'obligation : que le testateur ne laisse pas tout à fait la moitié au *parliarus*, qu'il déduise une petite somme de cette moitié, cent *sesterces* et ce sera suffisant pour le libérer (2). Telle est la ruse imaginée par

(1) *Pro Murena*, XII, 27.

(2) Cf. *Zeitschrift der Savigny-Stiftung*, ix, p. 305-314, article de Bur-

Scævola au dire de Cicéron ; le procédé est ingénieux ; mais l'ingéniosité de Scævola se développe encore davantage.

Il peut arriver, que le *de cuius* n'ait pas fait cette déduction de cent sesterces dont on vient de parler, soit par mégarde ou soit pour toute autre raison ; Scævola donne au légataire le moyen de se tirer d'affaire tout de même : que ce légataire prenne moins qu'il ne lui est laissé, qu'il fasse lui-même la déduction des cent sesterces, qu'il répudie en somme une part de l'hérédité. Ici, il faut bien l'avouer, le texte de Cicéron est assez obscur ; des difficultés se présentent qui permettent malaisément de se faire une opinion (1). « *Atque etiam dant hoc Scævola, quam (2) est partitio, ut si in testamento deductio scripta non sit, ipsique minus ceperint, quam omnibus heredibus relinquatur, sacrisne alligentur* ».

Une grave objection vient à l'esprit tout de suite (3) : n'est-il pas impossible d'accepter un legs pour une partie seulement ? une telle acceptation n'est-elle pas nulle même d'après des auteurs postérieurs à Mucius ? (Pomponius, Paul en particulier) (4). Or les Scævola semblent

écart où le moyen pratique est examiné ; sans doute, fait-il remarquer, dans le testament le *de cuius* ordonne le partage « *deducto H S nummo* ». Cf. aussi Kuebler (*Z. der Sav. Stift.* XI, p. 37-45) qui critique l'interprétation de de Caqueray (*explications des passages de Cicéron*, p. 518-528) : ce dernier conjecturait que le testateur devait laisser un legs de la valeur du legs partiaire et non la moitié même des biens héréditaires ; Kuebler estime que l'héritier prenait 100 à titre de préciput, puis partageait par moitié avec le légataire.

(1) Cf. d'ARNAUD, II, 2.

(2) Ou *quod* ? cf. édition Teubner, p. XLII.

(3) BAUDUIN, *op. cit.*, la faisait déjà.

(4) POMPON, 6 *ad sabin* : D. XXX, *de legatis* 1^o loi 38 : *legatarius pro parte adquirere, pro parte repudiare legatum non potest*. Paul 8. *ad Plautium*, D XXXI, *de legatis* 2, 4 : *neminem eiusdem rei legatæ sibi partem velle, partem nolle verius est*.

nettement admettre, d'après Cicéron, que le légataire qui ne prend pas tout l'émolument qui lui est laissé est libéré des *sacra*, tout en recueillant la portion qu'il a acceptée (1). Doit-on remarquer que Paul d'après le Digeste (XXXI, 4) se bornerait à une phrase dubitative lorsqu'il se demande si un légataire peut accepter partie d'un legs et en refuser une autre partie (2) ? « *Verius est* » dit-il : il n'affirme pas ; dès lors doit-on supposer que Mucius était d'avis que l'acceptation partielle était possible et cette opinion aurait-elle été suivie par la jurisprudence de son temps ? Le texte de Cicéron semblerait l'indiquer, mais nous n'acceptons cette idée qu'avec bien des réserves. La suite du texte de Cicéron est d'ailleurs tout aussi difficile : Cicéron expose qu'une telle opération ne serait pas possible dans une donation ; dans cette opération, explique-t-il, rien n'est valable si le donateur ne ratifie pas ce qui a été fait ; si donc il n'approuve pas les conventions passées à son insu la donation est nulle (3).

(1) Bauduin essaie de faire une application pratique au cas où plusieurs choses ont été léguées et où le légataire peut en accepter une et en refuser une autre, mais Bauduin observe justement que dans le cas où un fardeau est joint à l'un des legs (ce qui est ici le cas), la répudiation partielle n'est pas admise (D. XXXI, de *legatis* 1^o, fragment 5) ; en outre il est étonnant que non seulement Scævola permette de répudier partiellement le legs, mais encore d'exiger de l'héritier cette partie répudiée, contrairement à l'opinion des juriconsultes postérieurs ; il fait de plus remarquer qu'il s'agit de legs partiaire, donc de legs de *quotité* et non du legs de différentes choses énumérées, par suite on ne comprend pas du tout comment le légataire peut en refuser une partie et l'exiger après.

(2) Déjà cité page précédente note 4. Il faut remarquer d'ailleurs que « *verius est* » est un critère d'interpolation et que par suite il n'est pas sûr du tout que Paul ait eu cette hésitation de pensée et d'expression.

(3) « *In donatione hoc iidem secus interpretantur, et, quod paterfamilias in eius donatione, qui in ipsius potestate est, adprobavit, ratum est ; quod eo insciente factum est, si id is non adprobat, ratum non est* » Ce passage

Il est un second moyen inventé par Scævola pour éviter au légataire partiaire la charge des *sacra* ; ce procédé repose tout entier sur les principes du droit civil ; mais s'il n'est pas fondé comme le précédent sur une subtilité de raisonnement il n'en est pas moins subtil au fond.

Point n'est besoin, cette fois, d'abandonner une part de legs, si minime soit-elle. Le légataire partiaire n'est tenu aux *sacra* qu'en raison de sa qualité de légataire : qu'il recueille à un autre titre et l'obligation aux *sacra* disparaîtra. On ne peut s'empêcher de remarquer combien cette ruse imaginée par Scævola tient à la lettre de la loi qui oblige le légataire à la charge du culte. Nous sommes loin ici du Scævola faisant prédominer l'intention et l'esprit de cette loi dont le but était de tourner un obligé ; il faut même constater que ce stratagème fait bien aisément abstraction de l'idée de *bonne foi* : en définitive cet argent que recueillera le bénéficiaire, que ce soit à titre de legs ou à un autre titre, ce sera tout de même bien un profit tiré de la succession. N'est-ce pas une interprétation de mauvaise foi que donne Scævola en exonérant d'une charge le légataire sous prétexte qu'une novation sera intervenue après le legs ?

Voyons quel est ce procédé novatoire : Cicéron nous

est suspect à Bauduin qui soupçonne la main d'annotateurs maladroits : en effet ce fragment a l'allure d'une glose.

Cf. DE CAQUERAY, *Explications des passages de droit privé contenus dans les œuvres de Cicéron*, pages 518-528. De Caqueray dans le commentaire de tout le passage du *de legibus* II, 19-21, déclare ne pouvoir proposer que des conjectures.

Bremer (p. 84), à la suite de Kuebler (*loc. cit.*) explique ce passage en disant que, du temps de Cicéron, le fils pouvait faire une donation à sa femme analogue à une donation à cause de mort, avec l'approbation de son père. Et la donataire était astreinte aux *sacra* lorsqu'il lui avait été donné autant que le montant de ce que le père retenait,

l'indique : c'est une cérémonie *per aes et libram* contraire au testament *per aes et libram* ; dans cette formalité le légataire partiaire, le *pariarius*, tient la place que tenait le testateur dans le testament ; il vend à l'institué la part qui lui est léguée dans la succession ; l'institué joue le rôle de *familiæ emptor* du testament. Puis, une deuxième opération intervient entre les deux mêmes personnes : l'ex-légataire stipule de l'héritier, à son profit, la somme primitivement léguée qu'il vient de rétrocéder à ce même héritier (1).

Le moyen de Scævola s'analyse de la façon suivante : ne prenant pas en vertu du testament mais en vertu d'une obligation *inter vivos* intervenue entre le *pariarius* et l'héritier, cette novation entraînerait la décharge du culte (2). Ici encore Cicéron est obscur (d'ailleurs l'endroit est très mutilé (3). De même que Cicéron nous a appris en un autre ouvrage (4) que par des ventes à des vieillards on se débarrassait des *sacra* qui gênaient les bénéficiaires de successions, de même Scævola conseillerait aux légataires de se libérer par une novation en stipulant de l'héritier à leur profit le montant de ce même legs qu'ils viennent de lui vendre (5).

(1) ... *quin etiam cavent, ut, cui plus legatum sit, quam sine religione capere liceat, is per aes et libram heredem testamenti solvat, propterea quod eo loco res est, ita soluta hereditate, quasi ea pecunia legata non esset....* (CICÉRON, *de legibus*, II, 20, 51). Et le même Cicéron, un peu plus loin (21, 53) : *ut per aes et libram heredem testamenti solvant et eodem loco res sit, quasi ea pecunia legata non esset, si is, cui legatum est, stipulatus est id ipsum, quod legatum est, ut ea pecunia ex stipulatione deleatur, sitque ea non* (*alligata sacris* ?... importante lacune dans le passage).

(2) Cf. BAUDUIN.

(3) Cf. note 1 ci-dessus.

(4) Au *Pro Murena*, cf. p. 107 et note 1.

(5) Pour Scævola cette double opération libérerait le légataire des obligations qui pouvaient être contenues dans le legs, à tout le moins de

Il faut remarquer que l'emploi de ce deuxième procédé conseillé par Scævola impose une entente entre les deux parties, héritier et légataire partiaire. Or il est évident que l'héritier n'acceptera de se prêter à la combinaison que si personnellement il ne doit pas en souffrir. On serait donc tenté d'admettre que le seul fait pour le légataire partiaire d'avoir été chargé des *sacra* décharge définitivement l'héritier de sa propre obligation quels que soient les événements ultérieurs. Savigny (1) a rejeté cette opinion : quand il y a plusieurs héritiers institués, déclare-t-il, tous sont tenus, de même toutes les personnes soumises à l'obligation des *sacra* à divers titres sont obligées. Le légataire partiaire avait son obligation personnelle aux *sacra* qui s'ajoutait à celle de l'héritier, à une époque où les Pontifes cherchaient à accumuler les chances de survivance du culte familial (2).

On a pensé (3) que l'on pouvait ainsi résumer le développement des situations respectives de l'héritier et du légataire : ce dernier, d'abord exempt des *sacra* dont la charge pèse sur les seuls héritiers, en est tenu à une époque où les Pontifes vigilants grèvent de cette obligation le

celle des *sacra*. Telle n'est pas l'opinion des jurisconsultes postérieurs qui semblent admettre que la stipulation s'ajoute au legs et que la cause du legs demeure toujours : Bauduin fait cette juste remarque en citant à l'appui ULPÏEN (*liv. 79 ad edictum*) au D. XXXVI, 3, 1, § 14 : *si quis sub condicione legatum stipulatus pendente condicione decesserit, stipulatio evanescit, quia nec legatum transmittitur*; HUIUS STIPULATIONI EASDEM CAUSAS ET CONDITIONES INESSE SCIENDUM EST : proinde si qua sit exceptio, quæ petenti legatum opponi solet, eandem ex stipulatu quoque agenti opponendam esse placet.

(1) *Vermischte Schriften*, VIII.

(2) Cette thèse serait donc opposée à la théorie qui voit l'origine du legs partiaire dans un moyen d'éviter l'obligation aux *sacra*.

(3) M. DEGLOS, dans une thèse sur le legs partiaire à Rome (Paris, 1888, p. 91).

légataire de la *maior pars* de la succession, à l'instar de l'institué ; on tourne la difficulté en laissant une *partitio* de moitié de la succession ; cette combinaison devient impossible le jour où les Pontifes — les Scævola — grèvent aussi de l'obligation ce legs de moitié ; mais les Scævola eux-mêmes permettent de nouveau l'exemption par les deux moyens que nous venons de décrire (1).

Cicéron, dans le passage du *de legibus* qui nous a servi durant toute cette explication, blâme fortement les Scævola d'avoir ainsi fait servir le Droit civil à la destruction du Droit pontifical : il leur reproche même leur contradiction qui est assez flagrante. Après avoir cherché à augmenter le nombre des personnes assujetties aux *sacra*, ils ont donné les moyens d'éluder les obligations imposées par eux-mêmes. Nous assistons à la lutte — à la ruse plutôt — entre deux sciences, permettant aux mêmes hommes de défendre et de perdre tout à la fois ce dont ils ont la garde, grâce à leurs connaissances de ces deux sciences (2).

Que devons-nous conclure de cette attitude des Scævola ? Il est assez piquant, et même scandaleux au dire de Cicéron, de voir ruiner le Droit pontifical par la connaissance du Droit civil ; mais quoi d'étonnant cependant que des gens

(1) Il faut observer qu'à toute époque d'ailleurs le légataire partiaire demeurerait exempt des *sacra* quand le partage était effectué entre plus de deux personnes ; si le testateur désirait affranchir de l'obligation un seul de ses ayant causes, ce *partiarius* ne recueillant pas autant que les autres, échappait à la règle pontificale.

(2) Tout commentaire affaiblirait le texte même de CICÉRON : *Hoc ego loco, multisque aliis quæro a vobis, Scævola, pontifices maximi, et homines, meo quidem iudicio, acutissimi, quid sit, quod ad ius pontificum civile appetatis. Civilis enim iuris scientia pontificum quodam modo tollitis. Nam sacra cum pecunia, pontificum auctoritate, nulla lege, coniuncta sunt. Itaque si vos tantum modo pontifices essetis, pontificalis maneret auctoritas ; sed quod iidem iuris civilis estis peritissimi, hac scientia illam eluditis..*

tels que les Scævola, comme leurs prédécesseurs les Ti. Coruncanius et les Scipion, qui sont avant tout des juriconsultes civilistes, soient imbus et pénétrés de cette science du Droit civil dont ils ont été nourris ! ce n'est qu'après une longue pratique du Droit civil qu'ils ont été revêtus de la dignité pontificale. D'autre part, comme *prudentes* donnant des consultations faut-il s'étonner qu'ils aient recours à leur profonde connaissance des subtilités du Droit civil pour leur permettre de donner satisfaction aux désirs de leurs clients ?

Enfin, une autre observation semble devoir être faite : nous avons exposé précédemment les idées religieuses des Scævola (1) : elles ne partent pas d'un esprit si fermement attaché dans son for intime au fond des pratiques coutumières. Et cependant nous avons vu que Q. Mucius voulait conserver ce culte traditionnel. Devons-nous donc voir une contradiction dans les subtilités juridiques que nous venons d'étudier et qui tendraient à la destruction de ce culte ?

Ne peut-on pas dire cependant que là encore Mucius s'élève au-dessus de la lettre ? On attachait la charge des *sacra* à la succession aux biens, cela semblait utile ; mais dès lors il était naturel de traiter ces *sacra* comme une dette quelconque de la succession. De plus, il faut bien avouer que le culte des morts que représente cette charge des *sacra* ne pouvait être sincère pour des indifférents, peut-être sans lien familial avec ceux auxquels ils avaient à rendre hommage. Les pratiques minutieuses des rites étaient peut-être observées, l'intention et le cœur n'adhéraient pas à ces cérémonies où, semble-t-il, l'intention

(1) Cf. chapitre 1^{er}, page 73.

devrait peut-être avoir une part ! Là est peut-être la pensée des Scævola ; nous sommes d'ailleurs obligés de reconnaître que ce n'est qu'une hypothèse : elle expliquerait cette conduite en apparence contradictoire de la part de personnages dont la vie semble assez droite et assez élevée pour qu'on ne puisse leur prêter des mobiles de pure subtilité juridique dans une matière qui demande qu'on la traite avec respect et dignité.

CONCLUSION

D'après le plan annoncé au début de cette étude, nous devrions commencer à présent l'examen d'une troisième partie consacrée aux idées de Q. Mucius sur le Droit civil proprement dit. L'ouvrage principal de notre jurisconsulte traite en effet du *ius civile* qui forme un élément essentiel des doctrines de Mucius.

Puisque les circonstances nous empêchent de mener à sa fin cette étude pour le moment, nous pouvons cependant indiquer ici ce que cette troisième partie aurait pu contenir.

En examinant le plan même des *libri iuris civilis* à l'aide des travaux des commentateurs (1), on a pu se rendre compte de l'influence que Mucius avait eu sur nombre de parties du Droit. Dans les successions et les legs nous trouvons des marques de cette influence : une caution porte son nom ; à propos des legs eux-mêmes, à propos des choses léguées, ses opinions ont suffisamment attiré l'attention des jurisconsultes postérieurs pour qu'ils les citent et les commentent. En particulier, pour ne prendre qu'un exemple important, les *responsa* que Q. Mucius dut donner sur la succession aux *sacra* des légataires partiaires dénotent à la fois le recours fréquent à ce legs et surtout les difficultés pratiques auxquelles il donne

(1) Cf. I^{re} partie, chapitre III.

lieu au VII^e siècle de Rome : d'où proviennent ces difficultés, sont-elles nées de réformes qui viennent d'être opérées (1) ?

En ce qui concerne les contrats et les délits, Mucius n'a-t-il pas fait subir de changements au Droit ? Là encore l'influence qu'il a exercée n'est pas niable, mais il faut la préciser. L'idée du *furtum*, l'interprétation de la loi *Atinia*, posent un certain nombre de questions qui ont été abordées par Q. Mucius.

Les distinctions qu'il fait dans les genres de tutelle et de possessions montrent son souci de classification scientifique, elles montrent en même temps qu'il a fait une étude de ces matières.

Mais cet examen des sujets traité par Mucius, l'étude des solutions données par lui d'après les textes que nous avons, ne suffisent pas ; un but plus intéressant nous est offert. Ne peut-on, de la connaissance de ces opinions, extraire quelque chose de plus général qui serait plus utile pour l'histoire du Droit romain ? ne peut-on rechercher quelle importance les idées de Mucius ont eues pour ce Droit et quelles réformes ces idées ont opérées dans la science juridique de son époque et de celles qui suivirent ?

Esprit pénétré de philosophie grecque, du stoïcisme, en particulier, Mucius en applique les principes au Droit ; des progrès intéressants dans l'ordre juridique découlent de ces applications qu'il est utile de rechercher et de mesurer autant qu'il est possible. Nous songeons ici principalement à une notion sur laquelle son esprit s'est attaché, l'idée de

(1) Sont-ce les modifications sur la succession aux *sacra* qui donnent lieu à ces difficultés ? Ont-elles d'autres causes ? (la loi *Voconia* sur la succession des femmes en particulier). Remarquons que dans le cas de la première hypothèse, nous avons encore un exemple très net de la liaison étroite qui existe entre le Droit pontifical et le Droit civil.

bonne foi dans les rapports juridiques et dans la sanction de ces rapports juridiques (1). Cette notion, où Mucius l'a-t-il prise ? Chez les stoïciens et dans l'éducation qu'il a reçue dans un milieu tout pénétré des doctrines philosophiques ? Mais ne l'a-t-il pas déjà trouvée appliquée autour de lui et dans quelles conditions ? Il est particulièrement intéressant de chercher comment il a eu occasion d'étendre cette idée, et dans quelles conditions ; cela s'est produit dans les contrats mais peut-être dans d'autres matières aussi (2).

Juriste philosophe autant qu'homme politique, consultant et maître, créateur de jurisprudence et créateur de la science juridique à Rome, voilà des titres qui dénotent l'intérêt de l'étude de Q. Mucius Scaevola. Mais certainement il serait prématuré de vouloir apporter dès à présent une conclusion sur les doctrines, les idées et l'influence de ce jurisconsulte. Dans les pages qui précèdent une faible partie de son œuvre a été seulement entrevue, il ne peut être question d'une appréciation d'ensemble,

(1) Sur cette notion de bonne foi que nous voudrions étudier, autant que nous le pourrions, dans les doctrines de Mucius, nous tenons, dès à présent, à dire le profit que nous avons tiré des Cours de Pandectes que notre Maître Monsieur Collinet a professés à la Faculté de Paris en 1923-1924 et 1924-1925.

(2) Après avoir examiné les textes et les idées qui en découlaient, les procédés employés par Mucius dans l'exposé de son *ius civile* pouvaient retenir l'attention. Là encore des progrès sur le passé ont été accomplis, une influence se fait sentir sur les successeurs dans leurs méthodes d'exposition. D'autre part n'est-il pas possible de trouver sous quelles influences le même Mucius a fait faire ces progrès dans l'exposition de la science juridique ? Vraisemblablement nous devons trouver ici encore l'esprit de la philosophie grecque. Cf. en particulier sur l'usage de l'étymologie, méthode chère aux stoïciens, l'ouvrage de Ceci, *Le etimologie dei giureconsulti romani* et en particulier le chapitre consacré à Q. Mucius à ce sujet.

mais simplement d'un rapide examen de ce que nous avons vu.

Un premier résultat est à remarquer : l'œuvre de Mucius a eu une influence profonde par la suite, sur ses disciples d'abord et sur les jurisconsultes postérieurs ensuite qui ont recueilli ses idées et les ont commentées. Les compilations de Justinien elles-mêmes témoignent du respect qui demeure attaché à son nom (1).

Un second trait est important : pour la première fois, une œuvre scientifique de Droit civil est publiée : Mucius est le créateur de la science (2) du Droit à Rome.

D'autres observations concernent les idées et le fond des doctrines de Mucius. Nous avons pu voir que s'il fut un Pontife remarquable par sa science juridique, ses idées religieuses elles-mêmes furent assez larges. Mais sa philosophie ne le dérobe pas aux nécessités de la réalité (3) ; il a le souci des choses pratiques, il suffit de rappeler son opinion sur le maintien nécessaire de la religion traditionnelle. Quant à ses interventions pontificales, de même que celles de son père, P. Mucius, elles semblent garder le même caractère pratique des *responsa* dont elles proviennent. Ce caractère pratique d'ailleurs est joint à une conception du Droit

(1) Faut-il aller plus loin, et voir en lui l'un des prédécesseurs de l'un des fondateurs d'écoles rivales, Proculiens et Sabinien ? Certains l'ont pensé (Cf. en particulier ARNO, spécialement dans son article sur : *La mie congettura sulle due scuole di giureconsulti romani in relazione a quella del Bluhme sull' ordine tenuto dei compilatori della Pandette* (Archivio giuridico, avril 1925, p. 212-245).

Nous posons simplement la question. A notre avis ce ne peut être là qu'une hypothèse, plausible peut-être, mais sur laquelle nous n'avons guère de fondement sérieux.

(2) Cf. I^{re} partie, chapitre II, p. 43 et suiv.

(3) C'est un trait de caractère bien romain ; Cicéron en est un autre exemple remarquable. Cf., au sujet de ce dernier, THIAUCOURT, *op. cit.*

plus élevée que dans les siècles précédents : dans les obligations nées du respect des fêtes, les Scævola n'attribuent-ils pas un rôle important à l'*intention* ? Le formalisme étroit est donc en recul, l'esprit commence à être préféré à la lettre.

Mais dans ces *responsa* nous rencontrons aussi le consultant fertile en expédients subtils, imaginés pour donner satisfaction à un client, apaiser la conscience inquiète de ce dernier. Cette subtilité ne va pas d'ailleurs sans habileté juridique et sans une connaissance approfondie du Droit. En particulier les stratagèmes pour dérober les personnes assujetties à la charge des *sacra*, sans nous faire éprouver la même indignation que Cicéron, nous montrent simplement un consultant traitant ces *sacra* comme toute autre dette de la succession et s'appliquant à décharger le client de cette obligation, à l'aide de ses connaissances du Droit civil.

Enfin, à propos encore des *sacra*, le nouvel ordre d'obligés établi par les Scævola témoigne d'une analyse juridique, minutieuse et très poussée, de cette idée que tout bénéficiaire d'un Droit est obligé aux charges inhérentes à ce Droit.

Précurseur des grands jurisconsultes du début de l'empire et de l'époque classique, Q. Mucius n'est pas indigne de leur être comparé ; il est l'un des *Veleres* qui leur ouvre la voie. L'étude de ses idées témoigne de l'avancement du Droit dans le dernier siècle de la République. Mais son activité et sa science juridiques sont aussi d'heureux présages des progrès que les générations suivantes ont réalisées après lui, et dans une certaine mesure grâce à lui et à son influence.

BIBLIOGRAPHIE

A. — Sources

I. — Juridiques.

Corpus iuris civilis. — Ed. stereotype.

I. 1. *Institutiones recognovit* P. Krueger.

2. *Digesta* r. Th. Mommsen.

II. *Codex Justinianus* r. P. Krueger.

III. *Novellæ* r. R. Schœl, ab. G. Kroll.

LENEL (Otto). — *Palinnesia iuris civilis*, 1889, 2 volumes.

BREMER (F. P.). — *Jurisprudentiæ antehadrianæ quæ supersunt*, I, 1896.

HUSCHKE. — *Jurisprudentiæ antejustinianæ reliquiæ* (6^e éd. 1908).

GIRARD (P. F.). — *Textes de Droit romain*, 5^e édition, 1924.

BRUNS (C. G.). — *Fontes iuris romani antiqui*, 7^e éd. (Mommsen, O. Gradenwitz), 1909, 2 vol.

II. Littéraires.

ASCONIUS. — *In Ciceronis Orationes* (Extr. dans Bruns, Fontes, II).

AUCTOR AD HERENNIUM. — *In Ciceronis opera omnia* (ed. Muller, I, 1, 1884).

AUGUSTIN (Saint). — *De civitate Dei* (édition Nisard).

AULU-GELLE. — *Noctium atticarum libri XX*.

CATON. — *De agricultura* (Agronomes latins, ed. Nisard, 1844).

CICÉRON. — *Opera omnia*.

COLUMELLE. — *De re rustica*.

DION CASSIUS. — *Histoire romaine* (éd. et trad. E. Gros, Paris, 1845-1870) 10 volumes.

MACROBE. — *Saturnaliorum libri*.

PLINE L'ANCIEN. — *Naturalis historiæ libri*.

PLINE LE JEUNE. — *Epistolæ*.

QUINTILIEN. — *Institutiones oratoriæ libri*.

SÉNÈQUE. — *De beneficiis*.

SÉNÈQUE. — *Ad Lucilium epistolæ*.

SUÉTONE. — *Opera*.

TACITE. — *Libri qui supersunt*.

VALÈRE MAXIME. — *Factorum et dictorum memorabilium libri*.

VARRON. — *De lingua latina* (Bruns, Fontes, II).

VARRON. — *De re rustica*.

VELLEIUS PATERCULUS. — *Histoire romaine*.

Les ouvrages non suivis d'une mention d'édition ont été consultés dans la Bibliothèque latine française publiée sous la direction de C. L. F. Panckoucke, avec référence aux volumes de la collection Teubner pour les passages prêtant à difficultés (en particulier pour le *de legibus*, II, 19-21 de CICÉRON).

B. — Doctrine

Ouvrages cités.

ARNO. — *Le mie congetture sulle due scuole dei giureconsulti romani in relazione a quelle del Bluhme sull'ordine tenuto dei compilatori delle Pandette* (archivio giuridico, avril 1925).

ATTI DELLA ACCADEMIA DELLA SCIENZE DI TORINO (1922-1923). — *Article de Dalmasso*.

AUGUSTINUS (ANTONINUS). — *De nominibus propriis τοῦ πανδέκτου florentini*, Tarragone, 1579.

AUGUSTINUS (ANTONINUS). — *De familiis romanorum* V^o Mucia.

Indices juris varii. JAC. LABITTI, ANT. AUGUSTINI et WOLF. FREY-MORII ad Pandectarum et Codicis leges huc et illuc dispersas suis authoribus ac libris coniunctim restituendas (1585).

AUGUSTINUS (ANTONINUS). — *De legibus et senatusconsultis liber*, V^o *lex Licinia et Mucia*.

D'ARNAUD (G.). — *Vitæ Scævolarum* (Georgii d'Arnaud vitæ Scævolarum dissertatio postuma edidit, adiectæ præfatione, observationibus et indice, Henricus Joannes Arntzenius, 1767).

BALDUINUS (Fr.), (BAUDUIN). — *Commentarius de iurisprudentia muciana*, Basileæ, per Johannem Oporium, 1558 (1).

BOISSIER (G.). — *Etude sur la vie et les ouvrages de M. T. Varron*, (Paris 1861).

BONFANTE (P.). — *Scritti giuridici. I. Famiglia e successione* (1911).

BOUCHÉ-LECLERQ (A.). — *Les Pontifes de l'ancienne Rome* (Paris, 1871).

BREMER (E.-P.). — *Die Rechtslehrer und Rechtsschulen in römischen Kaiserreich* (1868).

BRISAUD. — *Cours d'histoire générale du Droit français*, I, 1904. *Sources et Droit public*.

BURCKARD. — *Zeitschrift der Savigny Stiftung*, IX, 1888, p. 305-314.

DE CAQUERAY. — *Explication des passages de droit privé contenus dans les œuvres de Cicéron* (Paris, 1857).

CAUVET (J.). — *Le droit pontifical chez les anciens Romains dans ses rapports avec le Droit civil* (Caen, 1869).

(1) Et aussi : BALDUINUS : *Scævola, sive commentarius de iurisprudentia muciana*, dans *Heineccius*, *Jurispr. rom. et att.*, I, col. 441 et suiv.

CORNIQUET (L.-A.). — *Les attributions juridiques des Pontifes* (Paris, 1894).

- CECI. — *Le etimologie dei giureconsulti romani*, 1892.
- COSTA (E.). — *Storia delle fonti del Diritto romano* (1909).
- CUQ (E.). — *Manuel des Institutions juridiques des Romains* (Paris, 1917).
- CUQ (E.). — Articles dans le *Dictionnaire des Antiquités* (en particulier *Vis iurisconsulti, ius civile, ius strictum*, etc.).
- DAREMBERG ET SAGLIO. — *Dictionnaire des Antiquités grecques et romaines*.
- DEGIOS. — *Etude sur le legs partiaire* (Paris, 1888).
- DUQUESNE. — *Fr. Bauduin et la Réforme* (1917).
- FOUCART (P.). — *Les jeux en l'honneur du proconsul Q. Mucius Scævola*. (Revue de philologie de littérature et d'histoire anciennes, 1901, p. 85-88).
- GIRARD (P. F.). — *Manuel élémentaire de Droit romain*, 6^e édition, 1918.
- JÖRS. — *Römische Rechtswissenschaft zur Zeit der Republik*, I, 1888.
- KRUEGER (P.). — *Histoire des Sources du Droit romain* (traduction Brissaud (Paris, 1894).
- KUEBLER. — *Zu Cicero de legibus*, II, 19-21 dans *Zeitschrift der Savigny Stiftung*, XI, 1890, p. 37-45.
- LAMBERT (J.). — *La règle catonienne* (Paris, 1925).
- LENEL (O.). — *Das Sabinussystem* (1892).
- MAIANSIUS (G.). — *Ad triginta iurisconsultorum omnia fragmenta quæ exstant in iuris civilis corpore commentarii*, I, *Genevae*, 1764.
- MARQUARDT (J.). — *Le culte chez les Romains* (trad. Brissaud, Paris, 1889, 2 vol).
- DI MARZO. — *Saggi critici sui libri di Pomponio ad Q. Mucium* (Palermo, 1899).
- MOMMSEN. — *Histoire romaine* (trad. Alexandre), tome V.
- MOMMSEN. — *Le droit public romain* (trad. P. F. Girard), 1887-1893.
- MOMMSEN. — *Vermischte Schriften* (I).
- ORELLI. — *Onomasticon Tullianum*, 1861, éd. de Cicéron.
- PAULY. — *Realencyclopädie der classischen Altertumswissenschaft* (1842-1866). Nouvelle édition par WISSOWA (en cours de publication).
- SANTO. — *Varroniana in den Schriften der römischen Juristen*, 1867.
- SANTO. — *Zur Geschichte der römische Wissenschaft*, 1858.
- SCHNEIDER (A.). — *Die drei Scævola Cicero's* (Munich, 1879).
- THIAUCOURT. — *Essai sur les traités philosophiques de Cicéron et leurs sources grecques*, Paris, 1885.
- TOUTAIN (J.). — Article *sacra* au *Dictionnaire des Antiquités*.
- VERNAY (E.). — *Servius et son école. Contribution à l'histoire des idées juridiques à la fin de la République romaine* (Paris, 1909).
- VOIGT. — *Über das Ælius und Sabinussystem* (*Abh. der philolog. histor. Klasse der königl. sächs. Gesellsch. der Wissenschaften*, VII, 1879).
- WADDINGTON. — *Fastes de la province d'Asie*.

APPENDICE N° 1

Pomponius ad. Q. Mucium

Titres de la reconstitution de Di Marzo	n°s des livres	Titres de la reconstitution de Bremer	Observations
De testamentis : de heredis institutione — de conditionibus —	I II	De testamentis (P. 219-227).	P. = Palingénésie de Lenel ; les n°s se rapportent aux fragments de Pomponius de la Palingénésie.
Legata quemadmodum solvuntur	III		
De usufructu legato — de peculio legato — de vestimentis legatis — de liberatione legata ?	IV		
De usu legato — De his rebus quæ uxoris paratæ sunt — de inutiliter relictis legatis ?	V	De legatis (P. 228-262).	
De legatis indebiti solutis ?	VI		
?	VII		
?	VIII		
De auro legato — de libertate relicta	IX		
De legitima hæreditate	X	De legatima hæreditate (P. 263-264).	
?	XI	Familiæ erciscundæ (P. 265).	
De manumissionibus ?	XII	De libertate legata (P. 266)	
?	XIII	?	(P. 267)
De servitutibus	XIV	Communi dividundo (P. 268-269).	
De stipulationibus	XV	De dotis dictione et promissione (P. 271).	Lenel : de stipulatione ? (Bremer ne l'admet pas).
De tutelis	XVI	De tutelis (P. 272-273).	
De lege aquilia	XVII	De noxalibus actionibus ? (P. 274).	Lenel : de lege aquilia. (Bremer repousse cette idée.)
De statuliberis	XVIII	De statuliberis (P. 275).	
?	XIX	?	

Titres de la reconstitution de Di Marzo	Nos des Livres	Titres de la reconstitution de Bremer	Observations
De his qui alieno iuri subiecti sunt	XX	De patria et dominica po- testate (P. 276-277)	
?	XXI	De libertis (procuratoribus ?)	XXII : de fructibus ?
De operis servorum et liber- torum	XXII	(P. 278-282 et 284).	(P. 283 et 285) ajoute Bremer.
De possessionibus et usucapioni- bus	XXIII	De possessionibus et usuca- pionibus (P. 286-296).	
	XXIV		
	XXV		
	XXVI		
?	XXVII	De donatione ? (P. 297)	Lenel en doute, dit Bre- mer, mais il place lui- même ce titre après les possessiones dans le Sabinus system (p. 18).
?	XXVIII	?	
?	XXIX	?	
?	XXX	?	
		(P. 298-299)	
De emptionibus et venditionibus	XXXI	De emptione venditione hereditatis, fundi, servi (P. 300-309).	
De aqua	XXXII	De aqua vendita (P. 309-312)	Lenel, de aqua ? Bre- mer observe que Pom- ponius a peut-être traité ici de servitute ven- dita.
De contractibus servorum filio- rumque familias	XXXIII	De contractibus servorum filiorumque familias (P. 313-314).	
	XXXIV	?	
De communione et societate	XXXV	De consortio et societate	Lenel : de societate.
	XXXVI	(P. 315-316)	Bremer observe que le livre XXXV semble surtout traiter du con- sortium fratrum : frères ne partageant pas l'hérédité pater- nelle.
De captivis et de postliminio	XXXVII	De civibus deditis usque quibus aqua et igni inter- dictum est et de captivis (P. 319-320)	

Titres Reconstitution de di Marzo	N°s des Livres	Reconstitution de Bremer	Observations
De furtis	XXXVIII	De furtis (321-322)	Pourquoi Pomponius parlerait-il ici des vols, demande Bremer ? Parce que, répond-il, la peine du furtum manifestum est capitalis d'après les XII tables (Gaius, III, 89).
v. ?	XXXIX	De publicatione prædiorum bonorumque vel de iure populi ? (P. 323 324)	Lenel : de iure prædatorio ?

APPENDICE N° 2

Q. Mucii iuris civilis libri XVIII

Reconstitution de Bremer		Reconstitution proposée		Observations
	1. <i>De hereditate et de legatis.</i>			(1) P. = Palingénésie de Lenel. Les chiffres se rapportent aux numéros des fragments de l'œuvre de Q. Mucius.
I	De testamentis (et de legatis ?)	I	De testamentis	
II	De legatis (P. 1-5. 13-22) (1)	II	De legatis	
III	De legatis ? (De cautione muciana ?)	III	(probablement) De legitimis heredibus	
IV	De legitima hereditate (P. 53-55).	IV ?	Familiae erciscundæ. — Communi dividundo.	
IV ? V ?	Familiae erciscundæ.			
V ? VI ?	Communi dividundo (P. 51).			
	2. <i>De iure datiam, de tutelis et de alieni iuris personis.</i>			
VII ?	De rei uxoriæ actione ?	V ?	De manumissionibus et de servitutibus ?	(Di Marzo : d'après le f 28 au D. XL, 12)
VIII ?	De tutelis (P. 23-24).	VI ?	De rei uxoriæ actione et de stipulationibus ?	
IX ?	De noxalibus actionibus (P. 25-27).	VII	De tutelis	
		VIII ?	De lege aquilia et de noxalibus actionibus.	(di Marzo)
X ?	De statuliberis ? (P. 28-29).	IX ?	De statuliberis et de his qui alieni iuri subiecti sunt ?	(di Marzo)
	3. <i>De dominio et adquirendo rerum dominio.</i>			
XI ?	De vicinorum iure (P. 41) ?	X ?	Depossessionibus et usucapionibus	(di Marzo)
	De possessionibus et usucapionibus (P. 31-34).			
		XI ?	De emtione venditione (de adquirendo rerum dominio).	(di Marzo) Ce titre traiterait également de la locatio conductio ?

Reconstitution de Bremer		Reconstitution proposée		Observations
XII ?	De iis quæ mancipio dantur (P. 56).	XII ?	De aqua (et de iure prædiorum urbanorum et rusticorum ?)	(di Marzo).
XIII ?	De emtione venditione fundi (P. 35-39) et de aqua vendita (P. 40) ?	XIII ?	De contractibus servorum filiorumque familias ?	(d'après le 23 ^e livre de Pomponius ad Q. Mucium).
XIV	De consortio et societate (P. 7-8). 4. <i>De capitis diminutione et ignominia</i> ?	XIV	De consortio et societate.	
XV	De civibus deditis et de postliminio (P. 42-43)	XV	De postliminio (<i>de fœderatis et hostibus</i> ? (1))	(1) di Marzo : vraisemblable).
XVI	De furto (P. 9-11).	XVI	De furto	
XVII	De repetitionibus ?			
XVIII	De publicatione prædiorum honorumque vel de iure populi ?	XVII	?	(1) titres sur les moyens d'actions ?).
		XVIII	?	

Vu et approuvé, 12 février 1926.

Le Président de la thèse,

P. COLLINET.

Vu :

Le Doyen,

H. BERTHELEMY.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur

de l'Académie de Paris,

P. LAPIE.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION. — Généralités. — Choix du sujet. — Travaux précédents sur Q. Mucius. — Plan adopté.....	1
---	---

PREMIÈRE PARTIE

La vie et les œuvres de Q. Mucius

CHAPITRE PREMIER. — <i>Sa famille et sa vie.</i>	
§ Préliminaire. — La famille, les origines	9
§ 1. Q. Mucius Scævola l'augure	12
§ 2. P. Mucius Scævola le Pontife	15
§ 3. Q. Mucius Scævola le Pontife. — Les principaux événements de sa vie, les charges exercées par lui	20
CHAPITRE DEUXIÈME. — <i>Le Juriste. — Les œuvres.</i>	
L'orateur, le consultant et le maître ; ses disciples ; l'écrivain. Les œuvres : le <i>liber singularis</i> ὅρων, les fragments qui subsistent, ce qu'on peut connaître de l'œuvre elle-même. — Les <i>libri iuris civilis</i> ; caractère nouveau de cet ouvrage ; ses sources ; comment il nous est parvenu ; les commentateurs.	35
CHAPITRE TROISIÈME. — <i>Le contenu et le plan des libri iuris civilis.</i>	
Les renseignements certains ; comment connaître les autres livres. — Le plan proposé par Bremer et les autres auteurs d'après l'œuvre de Pomponius. — Le plan de Voigt. — Conclusion	53

DEUXIÈME PARTIE

Les doctrines de Q. Mucius sur le droit pontifical

PRÉAMBULE	71
CHAPITRE PREMIER. — <i>Les idées de Q. Mucius sur la religion.</i>	
Texte de Saint-Augustin (<i>de civit. Dei</i> , IV, 27) ; ses sources. — Les trois théologies de Q. Mucius ; contradiction apparente et justification ; conclusion.....	73

CHAPITRE DEUXIÈME. — *Les principales interventions des Scævola dans le Droit pontifical.*

Les attributions diverses des Pontifes. — Le sacré, le saint, le religieux. — *Responsum* de P. Mucius sur les consécérations ; *responsa* du même sur les funérailles. — L'observation du repos des fêtes et sa sanction ; opinion de Q. Mucius. — La rédaction des annales par les Pontifes. — L'ingérence des Pontifes dans la vie juridique civile..... 83

CHAPITRE TROISIÈME. — *L'influence du Droit civil sur le Droit pontifical à l'époque des Scævola : la question des sacra.*

Classification et définition des *sacra* ; leur rôle. Leur dévolution par les Pontifes ; réglemens divers. — Le règlement des Scævola. — Les moyens d'éviter la charge des *sacra* donnés par les Scævola ; appréciation..... 100

CONCLUSION 117

BIBLIOGRAPHIE 123

APPENDICE I. — L'œuvre de Pomponius ad Q. Mucium d'après di Marzo et Bremer..... 127

APPENDICE II. — Le plan des *libri iuris civilis* de Q. Mucius..... 130

TABLE DES MATIÈRES 133

SAINT-AMAND (CHER). IMPRIMERIE R. BUSSIÈRE.
